

## Dritte Sitzung – Troisième séance

**Mittwoch, 2. März 1994, Vormittag**  
**Mercredi 2 mars 1994, matin**

08.00 h

*Vorsitz – Présidence: Jagmetti Riccardo (R, ZH)*

93.078

### Sanierungsmassnahmen 1993 Mesures d'assainissement 1993

Botschaft, Gesetz- und Beschlusseentwürfe vom 4. Oktober 1993 (BBI IV 293)  
 Message, projets de loi et d'arrêtés du 4 octobre 1993 (FF IV 301)  
 Beschluss des Nationalrates vom 15. Dezember 1993  
 Décision du Conseil national du 15 décembre 1993

*Antrag der Kommission*

Eintreten

*Proposition de la commission*

Entrer en matière

**Coutau** Gilbert (L, GE), rapporteur: C'est en ma qualité de vice-président de la Commission des finances que je vous présente le rapport sur les travaux que notre commission a consacrés au programme d'assainissement des finances de la Confédération pour 1993. En effet, le président de la commission, M. Delalay, comme le président du Conseil l'a rappelé hier, a été victime d'un accident sans trop de gravité, mais qui le retient chez lui encore cette semaine; il m'a donc prié de présenter le rapport de la commission à sa place.

A vrai dire, ce rapport pourra être assez concis. D'une part, nous traitons de cet objet en tant que deuxième Conseil, après que le Conseil national en a déjà débattu, et je peux annoncer d'emblée que les positions sont largement convergentes, à deux importantes exceptions près. Ensuite, l'impérieuse nécessité de ces mesures d'assainissement apparaît aux yeux de tous avec tant d'évidence que l'entrée en matière a été acquise à l'unanimité. Enfin et surtout, nous nous sommes répartis la présentation détaillée des différents éléments qui constituent ce programme, si bien que ma part se ramène à une synthèse de ce projet.

Le projet déposé par le Conseil fédéral en date du 4 octobre dernier porte, il est vrai, un titre trop ambitieux, car sur la voie de l'assainissement des finances fédérales, il n'apporte qu'une contribution somme toute assez modeste. Il n'est pas le premier essai de redressement d'une tendance gravement déficitaire et il ne suffira, hélas, de loin pas à rétablir des équilibres profondément perturbés. Il n'en reste pas moins un élément indispensable, même si d'ores et déjà le Conseil fédéral nous annonce un nouveau programme de redressement, probablement beaucoup plus substantiel et plus douloureux aussi que celui dont nous traitons aujourd'hui.

Je renonce à me lancer dans une description détaillée des origines et des conséquences politiques, économiques, sociales et financières de l'irruption brutale et durable des déficits de tous les budgets publics et de celui de la Confédération en particulier. Il en a déjà largement été question lors des débats financiers que nous avons tenus depuis deux ans surtout. Je me bornerai à rappeler la distinction qu'il convient d'établir entre les facteurs purement conjoncturels de la dégradation des finances et les facteurs plus profondément structurels. Cette distinction est importante, car elle détermine le genre de remèdes à appliquer pour tenter de rétablir la situation.

Sur le dos de la conjoncture, on peut placer une partie des augmentations de dépenses massives, notamment dans le domaine social; je veux parler de l'assurance-chômage, de l'assurance-invalidité, des prestations complémentaires à l'AVS, des dépenses liées à l'asile, mais les moins-values de recettes sont aussi sensibles: l'Icha, en raison de la baisse de l'investissement et de la construction, l'impôt anticipé, les autres impôts immobiliers, la progression ralentie de l'impôt fédéral direct. Les estimations varient quant à la part du déficit qui est imputable à ces causes conjoncturelles. L'administration qui, aujourd'hui, admet les avoir surestimées leur impute près de la moitié du déficit. D'autres analystes ramènent cette part à un tiers seulement, les deux autres tiers relevant de phénomènes structurels, en particulier d'une dynamique irrépressible de la croissance des dépenses.

La persistance des déficits prévue jusqu'en 1997, malgré un redressement conjoncturel attendu, me semble plutôt donner raison à ces derniers.

De 1989 à 1992, les dépenses fédérales ont augmenté de 30 pour cent et, de 1993 à 1997, leur progression devrait atteindre encore quelque 25 pour cent; il s'agit là de moyennes, et si les dépenses militaires, en particulier, n'avaient pas été rigoureusement maîtrisées, l'explosion aurait été encore plus forte. C'est donc à ce dérapage structurel qu'il convient de s'en prendre très particulièrement, car il serait irresponsable de rester impassible devant les véritables abîmes dans lesquels plongent les déficits de la Confédération. Bien entendu, l'équilibre financier n'est pas un dogme en soi, ni même un but politique, mais l'ampleur du déficit est une menace pour la stabilité monétaire ainsi que pour le contribuable qui devra bien payer la facture sous une forme ou sous une autre. De plus, le poids démesuré des intérêts passifs entrave le financement normal des autres tâches de l'Etat.

S'il était encore nécessaire de démontrer l'ampleur de la détérioration actuelle, il suffirait de se référer aux chiffres que vient de publier le Département fédéral des finances sur le boulement du compte financier de la Confédération pour 1993. Il présente un déficit de 7,8 milliards de francs, en augmentation de 5 milliards de francs sur l'année précédente et de 4,7 milliards de francs sur le budget 1993. L'endettement s'est creusé considérablement puisqu'il atteint quelque 70 milliards de francs, soit 15 milliards de francs de plus qu'à fin 1992. Charges supplémentaires et recettes dans certains cas largement inférieures aux prévisions se partagent l'origine de cette nouvelle et grave détérioration enregistrée l'an dernier, après celles de 1991 et de 1992. Rien ne permet d'imaginer un redressement spontané.

Il est vrai que des mesures d'assainissement ont été prises en 1992, qui porteront leurs effets bénéfiques: 1,2 milliard de francs de réduction des dépenses, en partie transitoire, et 1,3 milliard de francs de recettes supplémentaires dans le domaine des droits sur les carburants, de l'impôt sur le tabac et du bénéfice de la Banque nationale. Il est vrai que le Parlement a trouvé 680 millions de francs d'économies supplémentaires dans le budget 1994, en allant jusqu'à toucher à la sacro-sainte compensation intégrale de la hausse des prix sur les salaires du personnel fédéral. Il est vrai que les Chambres ont adopté une motion destinée à casser la dynamique de croissance des dépenses. Il est vrai que le Conseil fédéral est en train de discuter d'un troisième paquet d'économies, je l'ai dit, plus substantiel que les deux premiers. Il est vrai, enfin, que le gouvernement vient d'édicter des directives très restrictives pour la préparation du budget 1995.

Le programme d'assainissement dont nous parlons aujourd'hui constitue donc un des éléments parmi l'ensemble de ces mesures correctives; élément, je le répète, relativement modeste, mais néanmoins indispensable. Il implique deux modifications constitutionnelles entraînant des votes du peuple et des cantons. La première a une portée matérielle – elle concerne les réductions du prix du blé indigène – et l'autre, de nature institutionnelle, reprend l'instrument du frein aux dépenses, instrument fortement contesté, notamment au sein de notre Conseil. S'ajoute un ensemble de onze modifications ponctuelles de lois, chacune de ces modifications étant soumise au référendum facultatif.

Enfin, trois arrêtés fédéraux relèvent de la compétence exclusive de l'Assemblée fédérale.

Je n'insiste pas sur le détail de ces propositions qui vous seront donc présentées séparément par les différents rapporteurs. Je signale simplement que le Conseil national a renvoyé au Conseil fédéral le projet relatif à la modification de la loi fédérale sur l'AVS qui concerne l'assurance facultative des Suisses de l'étranger. Notre commission vous invite à en faire autant, en vous demandant de réexaminer divers éléments de ce projet.

Le Conseil national a également décidé de biffer du programme trois modifications de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité relatives au subventionnement de différents établissements médicaux ou de formation. Au contraire, notre commission vous invite à maintenir cet élément du programme. Le Conseil national a apporté des modifications au projet relatif à l'abandon du remboursement des droits de douane sur les carburants aux entreprises de transport concessionnaires. Nous vous suggérons de vous y rallier.

Restent à mentionner des divergences importantes qui nous séparent du Conseil national dans les modalités d'application du frein aux dépenses.

Enfin, nous vous proposons une motion relative à la protection des eaux, dans le double but de renforcer l'application du principe du pollueur-payeur en soulageant la Confédération d'une partie de ses subventions et, d'autre part, de libérer les zones rurales peu peuplées de l'obligation de se raccorder à une installation d'épuration. Nous présentons également à votre approbation un postulat qui demande le réexamen fondamental du projet de mensuration officielle, en particulier quant à son ampleur, à son coût et à son déroulement dans le temps.

Au total, l'effet financier des mesures proposées par le Conseil fédéral portait sur des économies annuelles évaluées à 584 millions de francs d'ici 1997. Les modifications apportées par le Conseil national ont ramené cette somme à 474 millions de francs et celles que nous vous suggérons la portent à 494 millions de francs.

Au nom de la Commission des finances qui l'a fait à l'unanimité, je vous invite à entrer en matière sur le programme d'assainissement 1993, encore que, si j'ai bien compris le président, il n'y ait pas de vote sur l'entrée en matière globale. Mais je vous invite à suivre les propositions de détail qui vous seront présentées par les rapporteurs successifs.

Ce programme complète les efforts d'économie que le Conseil fédéral poursuit de son propre chef, dans l'exercice de ses compétences propres, et qui pourraient apporter, d'ici 1997, un allègement budgétaire de quelque 900 millions de francs.

Pour terminer, je dirai que ce programme cherche à tenir compte des nécessités de la politique conjoncturelle, à éviter des simples reports de charges sur les cantons, ainsi que des réductions linéaires aveugles et simplistes.

Je vous propose donc de passer à l'examen de détail de ces différentes propositions, après que vous aurez pris position d'une façon globale sur l'entrée en matière.

**Schüle Kurt (R, SH):** Herr Präsident, Herr Bundespräsident – den ich eher als unsern Vordenker denn als unsern Begleiter sehe –, meine Kolleginnen und Kollegen: Die Sanierungsmaßnahmen 1993 sind ein Schritt, ein Zwischenschritt, zur Verbesserung der Bundesfinanzen. Es geht hier und heute um Feinkorrekturen, um Feinmechanik. Die Sanierungsmassnahmen sind nicht mehr und nicht weniger als eine Etappe auf dem Weg zurück zum finanzpolitischen Mass. Wir müssen das Ausgabenwachstum der öffentlichen Hand wieder auf jenes Mass zurückführen, das langfristig möglich und verträglich ist, und das ist das Wachstum unserer Volkswirtschaft.

Die Sanierungsmassnahmen 1993 setzen richtigerweise ausgabenseitig an, vor allem haben sie die Konsumausgaben im Visier. Die Zielsetzung besteht ja darin, dass wir mit diesem Massnahmenpaket bis 1997 jährlich 1,5 Milliarden Franken einsparen können. Allerdings, nur einen Drittelf davon beschliessen wir jetzt auf der Gesetzesstufe, der grosse Rest, zwei Drittel, betrifft den Planungs- und Verordnungsbereich

des Bundesrates. Auch wenn wir das gesteckte Ziel erreichen, bleibt gemäss unseren Finanzplanungen ein Ausgabenwachstum von immer noch 5,5 Prozent, 1 Prozent mehr als das geplante Wachstum des Bruttoinlandproduktes um 4,5 Prozent. Hieraus sehen wir, dass weitere einschneidende Massnahmen nötig sind.

Wir begrüssen es ausdrücklich, dass sich der Bundesrat bereits intensiv mit dem bevorstehenden Budget 1995 auseinandergesetzt hat. Wir begrüssen auch die Budgetweisungen 1995 und die Massnahmen, die den Vollzug des laufenden Voranschlages betreffen. Das war nötig, das war überfällig. Es ist auch richtig, dass dieses Ausgabenmoratorium bis zur Belebung des nächsten Voranschlages und der Sanierungsmaßnahmen 1994, die ja in Vorbereitung sind, eingeführt wird. Der Bundesrat entspricht damit der alten Forderung, dass es auf von uns gekürzten Rubriken keine Nachtragskredite geben soll.

Aber das genügt nicht, wir müssen den Haushalt längerfristig strukturell verbessern, die Ausgabendynamik bremsen. Wir müssen also zwingend verstärkt auf der Ausgabenseite ansetzen und dort einschneidende Massnahmen durchführen.

Ein Fragezeichen mache ich dort, wo der Bundesrat davon spricht, dass er auf diesem steinigen Weg zur Haushaltssanierung auch ein ausgewogenes Verhältnis zwischen Sparmaßnahmen und Mehreinnahmen anstreben müsse. Hier ist in Erinnerung zu rufen, dass Vorleistungen auf der Einnahmenseite erbracht worden sind – der Treibstoffzoll mit 1,3 Milliarden Franken Mehreinnahmen für den Bund, die Straßenabgaben, die Mehrwertsteuervorlage zu 6,5 Prozent –; das bedeutet, dass wir jetzt im Ausgabenbereich insbesondere das nachvollziehen müssen, was uns der Bürger auf der Einnahmenseite bereits konzediert hat. Wir sollten uns sogar überlegen, auch in Richtung Steuermoratorium klare Zeichen zu setzen. Das gäbe unserem Finanzminister Gelegenheit, sich wirklich voll der Ausgabenseite zu widmen.

Es ist dem Bundesrat zuzustimmen, wenn er vier klare Stossrichtungen (auf Seite 52f. der Botschaft) umschreibt. Er sagt, es müssten alle Normen und Standards überprüft werden, man müsse von diesem eidgenössischen Perfektionismus abgehen, die Verwaltungsstrukturen und -abläufe überprüfen, ganz klar die nichtprioritären Leistungen abbauen. Schliesslich müsse man auch das ganze Transfersystem Bund/Kantone überprüfen mit dem Ziel, vermehrt Anreize für eine möglichst wirtschaftliche Verwendung der knappen Steuergelder zu schaffen, um damit auch die kantonale Selbstverantwortung zu stärken.

Alles in allem ist dies ein Ansatz in der richtigen Richtung. Wir haben allen Grund, auf die verschiedenen Teile dieser vielschichtigen Vorlage einzutreten.

**Rüesch Ernst (R, SG):** In der «Sauregurkenzeit» des letzten Sommers wurde dem Schweizer Volk die Nachricht überbracht, das im Voranschlag 1993 prognostizierte Defizit in der Staatsrechnung von 3,1 Milliarden Franken sei inzwischen auf 6 Milliarden Franken angewachsen. Im Lichte – besser gesagt, im Halbdunkel – dieser Nachricht nahmen wir am 4. Oktober 1993 die Botschaft zum vorliegenden Sparprogramm entgegen.

Mit einer Meldung aus dem Eidgenössischen Finanzdepartement wurde dem Schweizer Volk am 24. Dezember, so quasi unter dem Weihnachtsbaum, die Überraschung offenbart, das Defizit betrage inzwischen 8 Milliarden Franken. Weil sich dieses Resultat bereits in der Winteression 1993 abzeichnete, überwies unser Rat eine Motion für ein drittes Sanierungsprogramm. Über dessen Inhalt wird zurzeit im Bundesrat diskutiert. Der Finanzminister wollte sich in der Finanzkommission – zu Recht übrigens – nicht über den Stand der bundesrätlichen Beratungen äussern. In einer Zeitung waren aber am 18. Februar dieses Jahres alle Details publiziert. Es stellt sich einmal mehr die Frage der Indiskretion.

Ist es in diesem Lande nicht mehr möglich, dass die Landesregierung eine interne Diskussion durchführt, ohne dass diese in die Öffentlichkeit gerät? Eine Kollegialregierung kann nur funktionieren, wenn sie eine gewisse Privatsphäre hat, in welcher die Probleme ausdiskutiert werden können, bevor die

Meinung der Kollegialregierung veröffentlicht und damit von aussen her durch die Lobbies beeinflusst wird.

Aus der Indiskretion wissen wir jetzt immerhin, dass der Bundesrat – im Gegensatz zum vorliegenden zweiten Sparprogramm – beabsichtigt, im dritten Programm, wie das schon beim ersten Programm der Fall war, mit der Doppelstrategie Sparen und neue Einnahmen zu arbeiten.

Einmal mehr ist darauf hinzuweisen, dass die Möglichkeiten neuer Einnahmen in diesem Lande nicht unerschöpflich sind. Die Staatsquote ist in den letzten Jahren ungebührlich gewachsen. Mit einem weiteren Ansteigen der Staatsquote wird der Wirtschaftsstandort Schweiz immer weniger interessant werden. Der im Voranschlag graphisch publizierte Vergleich der Steuerbelastung in verschiedenen Ländern täuscht. Für den Wirtschaftsstandort Schweiz ist entscheidend, dass die Belastung mit indirekten Steuern und Sozialabgaben in der Schweiz von 1965 bis 1991 um 76 Prozent gewachsen ist – gegenüber 35 Prozent in der Bundesrepublik, 23 Prozent in den USA und 19 Prozent in Grossbritannien. Mit 76 Prozent

Wachstum liegt die Schweiz weit über dem OECD-Durchschnitt von 61 Prozent und steht im Vergleich mit unseren Konkurrenten auf dem Weltmarkt mit Abstand an der Spitze.

Vergessen wir die weisen Worte von König Salomon nicht, der schon im 10. Jahrhundert vor Christus gesagt hat: «Wer zuviel Steuern erhebt, richtet sein Land zugrunde.» Eine alte Regel lautet: «Steuer tötet Steuer.» Das ist dann der Fall, wenn die Arbeitsplätze infolge der hohen Belastung abwandern und die Arbeitnehmer in die Schattenwirtschaft ausweichen. Die Zustimmung des Volkes zur Erhöhung des Treibstoffzolls am 7. März 1993, zu 6,5 Prozent Mehrwertsteuer am 28. November 1993 und zu den Verkehrsabgaben am 20. Februar 1994 darf nicht falsch interpretiert werden. Wenn der Staat die Steuerschraube zu stark anziehen sollte, kann die gute Stimmung auch in eine Missstimmung umkippen. Passen wir auf! Auch die Gutmütigkeit eines einsichtigen und reifen Volkes hat ihre Grenzen.

Nachdem die Möglichkeiten neuer Einnahmen beschränkt sind – ich sage nicht ausgeschlossen, Herr Bundespräsident, aber beschränkt –, bleibt vor allem das Sparen. Das ist der Gegenstand des heutigen Paketes. Und beim Sparen kommt einmal mehr die Stunde der Versuchung. Lobbies aller Art haben uns mit Eingaben bombardiert, in denen zum Ausdruck kommt, man solle möglichst viel sparen, bei ihrem Anliegen sei aber Sparen absolut unmöglich.

Wenn Sie die Perspektiven auf das von uns verlangte dritte Sparprogramm richten, so sind die Opfer, die uns mit der heutigen Vorlage zugemutet werden, doch recht bescheiden.

Wenn wir hier schon den Mut verlieren durchzugreifen, dann dürften die Chancen, unser strukturelles Defizit abzubauen – es macht wohl mindestens die Hälfte der 8 Milliarden Franken aus –, gering werden. Was kommt dann? Dann verlieren wir auch unsere letzte Position als Sonderfall Schweiz. Wir marschieren mit der Mehrzahl der europäischen Länder fröhlich in eine immer grösse, nicht mehr rückgängig zu machende Staatsverschuldung hinein.

Die Bundesrepublik wird gemäss Prognose im Jahre 1997 mehr als ein Viertel ihres Budgets dem Zinsendienst widmen müssen. Italien und Belgien haben schon eine Staatsverschuldung, die doppelt so hoch ist, wie dies die Konvergenzkkriterien von Maastricht für den Einzug in die Europäische Währungsunion vorschreiben. Wollen wir wirklich auch hier in die zweite Liga absteigen? Gerade nach dem Nein zum EWR müssen wir mit allen Mitteln jenen bescheidenen Standortvorteil halten, der uns bisher noch geblieben war, nämlich: gesunde Staatsfinanzen als wesentlicher Standortfaktor für die Wirtschaft.

Zur Diskussion steht heute auch das Instrument der Ausgabenbremse. Der Ständerat hat dieses in einer anderen Form bereits einmal abgelehnt. Wir kennen aus jener Debatte die Gründe dafür und dagegen. Wenn wir heute die vom Nationalrat beschlossene bescheidene Form der Ausgabenbremse wiederum ablehnen, so würden wir wohl in der gegenwärtigen Finanzdebatte ein vollkommen falsches Signal setzen. Wie weit das Instrument zum Tragen kommt, hängt von den Räten selbst ab. Mit einem Ja zur Ausgabenbremse geben wir min-

destens den Willen kund, dass wir mit Blick auf das Jahr 1995 nicht bereit sind, Wahlgeschenke zu machen. Vergessen Sie auch nicht, dass immer mehr Bürgerinnen und Bürger längst gemerkt haben, dass die Wahlgeschenke von heute die Steuern von morgen sind. Unsere Generation der Politiker trägt die Verantwortung, ob die Staatsfinanzen der Eidgenossenschaft gemäss Verfassungsauftrag noch einmal in Ordnung gebracht werden können oder ob wir wie andere auf die Dauer ins Schleudern geraten.

Aus diesem Grunde bin ich der Meinung, wir sollten auf das Sanierungsprogramm 1993 eintreten und den Vorschlägen des Bundesrates möglichst unverändert folgen, auch wenn es jeden von uns da und dort schmerzt. Wenn einzelne Teile aus dem Programm herausgerissen werden, besteht immer die Gefahr, dass das Ganze wie ein Kartenhaus zusammenfällt. Ein altes Sprichwort sagt: «Wo die Krippe leer ist, da beissen sich die Gäule.» Verzichten wir darauf, vermeiden wir Verteilkämpfe.

Ich bitte Sie, einzutreten.

**Caveltty Luregn Mathias (C, GR):** Ich habe es bereits in der Kommission gesagt: Ich votiere nur mit einigem Zögern für Eintreten. Nicht, weil ich nicht auch für Sparen wäre, sondern im Gegenteil: Diese Vorlage bringt zuwenig, und bekanntlich ist das Gute der Feind des Besseren, namentlich dann, wenn es das Bessere verhindert oder verzögert. Damit spreche ich weniger das eher magere Resultat unserer Sparbemühungen an als vielmehr die Unvollständigkeit der Vorlage. Herr Schüle hat das bereits erwähnt.

Die Vorlage ist unvollständig, weil sie unter dem vielversprechenden Titel «Sanierungsmassnahmen» nur die Ausgaben, nicht aber die Einnahmen des Bundes betrachtet. Sanieren aber heisst beides, nämlich Ausgaben vermindern und Einnahmen vermehren. Von der dringend notwendigen Vermeidung der Einnahmen ist leider in der Botschaft nicht die Rede. Diese heikle Aufgabe wird einfach auf später verschoben. Ich weiss, die Botschaft stammt aus der Zeit vor der Annahme der Mehrwertsteuer und wurde aus diesem Grunde etwas sparsamer gestaltet. Dabei wäre aber eine Aktivierung der Phantasie gerade im Bereich Einnahmen lohnenswert und auch dringend. Ich denke z. B. in diesem Zusammenhang – und das nicht zum ersten Mal – an frühere Diskussionen über die proportionale Besteuerung, die einiges Fleisch am Knochen hätte. Doch selbst wenn man sich hier nur auf die Ausgaben beschränkt, ist die Vorlage nach meinem Empfinden etwas zu mager: Man begnügt sich mit Abstrichen da und dort, ohne dass eine Philosophie dahinter zu erkennen wäre. Nur mit solchen Abstrichen erreichen wir – wie das heutige Resultat zeigt – zuwenig.

Notwendig ist, dass man sich grundsätzlich fragt, auf welche Aufgaben der Staat heute verzichten muss – da erinnere ich an frühere Aussagen unseres heutigen Ratspräsidenten, die in diese Richtung gingen – respektive worauf man verzichten könnte.

Gefragt ist also weniger der Buchhalter in uns als vielmehr der Staatsphilosoph. Ist es nicht so, dass wir dem Staat viel zu viele Aufgaben aufgebürdet haben und immer noch aufzubürdnen? Ist dies aber nicht zum Teil eine natürliche Frucht der Konkordanzdemokratie, für deren Funktionieren die eine Hand die andere wäscht, die ein laufendes «do ut des» ist, ein Geben, damit man im Gegenzug auch etwas bekommt? Und ist diese Konkordanz – um noch eine Dimension weiter zu gehen – nicht eine Folge der oft zu ausgedehnten Volksrechte, die eine verantwortungsvolle Führung durch Regierung und Parlament unnötigerweise erschweren? Ich erinnere in diesem Zusammenhang an eine Idee, die Herr Bundespräsident Stich vor einigen Jahren mit Bezug auf das Referendum lancierte: eine Idee, für die ich sehr viel Verständnis und Sympathie gehabt habe und immer noch habe.

Aus dieser Optik erscheint das Postulat für eine Verwesentlichung der Volksrechte auch als notwendiger Weg, um zu einer effizienteren Sparpolitik zu gelangen. Damit möchte ich in diesem Zusammenhang nur das ganze Staatsgefüge anvisieren. Doch kehren wir zum konkreten Sparen bei einzelnen Vorhaben zurück: Nur mit der Kürzung einzelner Budgetpositionen

ist noch keine Gewähr für einen sinnvollen Mitteleinsatz gegeben. Namentlich ist dies dann nicht der Fall, wenn mangels Kredit nur ein Teil des Vorhabens, z. B. einer Baute, in der Budgetperiode ausgeführt wird, dieser Teil aber mit allem Luxus und mit allen Schikanen, während der andere Teil auf das nächste Budget verschoben wird. Das ist meines Erachtens nicht Sparen im Sinne, wie es das Volk versteht und wie auch ich es verstehe. Betreffend die Gewährleistung eines sinnvollen Mitteleinsatzes – das wäre das eigentliche Sparen – habe ich letzte Session ein Postulat für einen Sparbeauftragten eingereicht; im Zusammenhang mit der bevorstehenden Revision des Gesetzes über die Finanzkontrolle, die in die gleiche Richtung geht, wird darüber noch zu sprechen sein.

Wenn ich nun trotz der geäusserten Bedenken für Eintreten bin, so im Wissen, dass es der Bundesrat nicht bei der heutigen Vorlage bewenden lässt, sondern bereits an einem neuen Sparprogramm arbeitet. Dieses wird, so hoffe ich, umfassender sein und im Rahmen des Möglichen auch einigen der hier geäusserten Gedanken Rechnung tragen. Doch auch dieses nächste Sparprogramm wird nur eine Teilverbesserung bringen. Für gründliche Verbesserungen braucht es eine Überprüfung und Erneuerung unseres ganzen Staatsgefüges im Rahmen der hier in diesem Rat schon postulierten Totalrevision unserer Bundesverfassung – unseres Staatsgefüges, das für das letzte Jahrhundert massgeschneidert war und heute da und dort immer mehr aus den Nähten zu platzen droht.

**Loretan Willy (R, AG):** Ich möchte im Rahmen der Eintretensdebatte einige Gedanken aus der Sicht der Kantone und vor allem der Gemeinden in diesem Bundesstaat beisteuern. Ich erlaube mir, Herr Bundespräsident, mit einem von Ihnen in der Kommission vorgebrachten Zitat aus einer Studie der Schweizerischen Bankgesellschaft über die Verschuldung zu beginnen. Das Zitat stammt also nur indirekt von Ihnen, es ist aber trotzdem gut: «Die schweizerische Finanzpolitik befindet sich an einem gefährlichen Wendepunkt mit erheblichem Risikopotential. Die mittelfristige Beseitigung der Etat-Defizite ist die grösste wirtschaftspolitische Herausforderung. Umfassende Sanierungsprogramme müssen dafür sorgen, dass der strukturelle Teil der Budgetdefizite bis 1996 abgebaut wird.» Soweit dieses indirekte Zitat unseres Herrn Bundespräsidenten und Finanzministers.

Diese Forderung wird kaum noch von irgend jemandem, der politisch ernst genommen werden will, bestritten. Eintreten auf dieses Minimalprogramm mit dem Titel «Sanierungsmassnahmen 1993» ist zwingend, denn jährliche Defizite der öffentlichen Hand von insgesamt über 18 Milliarden Franken sind keine Horrorszenarien irgendwelcher pessimistischer Finanzplaner mehr, sondern auch für die nächste Finanzplanperiode des Bundes Tatsache, wenn es uns nicht gelingt, das Wachstum der Ausgaben zu brechen und auf dasjenige der Wirtschaft, des Bruttoinlandproduktes, herunterzusetzen. Diese erschreckende Zahl – 18 Milliarden Franken jährliche Defizite von Bund, Kantonen und Gemeinden –, das ist die Quittung für jahrelanges sorgloses Haushalten, die nun den Regierungen, den Parlamenten und dem Volk in Bund, Kantonen und nicht wenigen Gemeinden präsentiert wird. Wir haben uns alle, restlos, ohne Ausnahme, an ein äusserst hohes Niveau der Anspruchsbefriedigung durch «Vater Staat» gewöhnt, beginnend bei jeder ausgefallenen Art von Freizeitbeschäftigung, die irgend jemand aus öffentlichen Geldern auch noch unterstützen muss, bis hin zu einem sehr dichten Netz der sozialen Sicherheit.

Nicht nur die Finanzen des Bundes ächzen unter milliarden schweren Fehlbeträgen, sondern eben auch diejenigen der Kantone und vieler Gemeinden, vor allem vieler Städte mit ihren hohen Zentrumslasten für die Agglomerationen. Die Kantone rechnen für 1994 mit Defiziten von insgesamt rund 5,3 Milliarden Franken, nur um eine weitere «Horrorzahl» auf den Tisch des Hauses zu legen. Wir sind ja in der Kammer der Kantone.

Das vorliegende zweite Sanierungsprogramm ist im Sparteil nach meiner Meinung zu kantons- und gemeindelastig. Das ist kein Grund, dazu nein zu sagen. Doch sind da und dort entlastende Korrekturen angebracht, zum Beispiel auf der Zeit-

achse. Es ist auf die in den Gemeinden getroffenen Dispositionen – auf die Arbeits- und Finanzplanungen – Rücksicht zu nehmen, z. B. beim Gewässerschutz, wie das die Finanzkommission auf Antrag von Kollege Büttiker, der mich im übrigen in der Kommission gut vertreten hat, zu Recht getan hat. Sie verdient dafür Dank.

Blosse Lastenverschiebungen bringen nichts. Bund, Kantone und Gemeinden müssen sich zusammensetzen und gemeinsam übertrieben hohe Aufgabenerfüllungsplafonds herunternehmen und Realisierungsfristen erstrecken. Denn sonst leidet die Glaubwürdigkeit der öffentlichen Hand, von Gemeinden, Kantonen und Bund, wenn dauernd aus Gründen der Finanzknappheit politische Programme, in Gesetzgebungen niedergelegt, nicht erfüllt werden. Dabei müssen Kantone und Gemeinden mehr Freiräume erhalten, aber auch bereit sein, die goldenen Fesseln der Subventionen abzustreifen.

Ein Weiteres: Ausgabendisziplin muss überall bedeutend grössergeschrieben werden als weitere, neue Mehreinnahmen.

Ich kann nicht einen Salomon oder sonst einen «uralten» Weisen oder Politiker zitieren wie Kollege Rüesch, sondern nur den «alten» Cicero, der einmal gesagt haben soll: «Die besten Einnahmen sind noch immer die Einsparungen.» Da ist der Bundespräsident mit mir sicher einig. Es fragt sich nur, wo sparen, wenn es um die Details geht.

Es braucht mit dem nächsten Sanierungsprogramm (1994) endlich echte Einschnitte beim staatlichen Konsum des Bundes und nicht mehr nur bei den Wachstumsraten. Solches Sparen haben wir Politiker dem Volk im Herbst 1993 vor der Abstimmung über die Mehrwertsteuer versprochen. Dieses Versprechen ist jetzt einzulösen. Kantone und Gemeinden verlangen zu Recht, dass der Bundesrat endlich deutlichere Sparvorschläge im eigenen Bereich, im Bereich des Bundes, vorlegt. Echt gespart hat hier bislang nur gerade das EMD auf dem Buckel unserer Milizarmee. Es ist immerhin 1 Milliarde Franken, real bemessen, von 1990 auf 1993. Es ist zu fordern, dass auch die zivilen Departemente endlich Verzichtplanungen auf die Beine stellen. Es darf dabei keinerlei Tabuzonen mit der Aufschrift «Sparen verboten» geben – auch im Sozialbereich nicht, in einem Ausgabenbereich, der im übrigen mit den absolut höchsten Zuwachsraten glänzt.

Ein weiteres Beispiel: Die Zentralverwaltung des Bundes ist zu straffen, d. h., die Stellenpläne sind zu reduzieren. Wir wollen und brauchen keine neuen Bundesämter, auch nicht eines für Sport! Vielmehr gilt es, bestehende zusammenzulegen oder zu privatisieren. Ich bin beileibe nicht der erste, der dies sagt. Mit Blick auf die nächste Woche, wenn wir die Vorlage über die Regierungs- und Verwaltungsreform behandeln, kommt die Frage hoch, wie viele neue Verwaltungsapparaturen denn die Einführung von Staatssekretären bringt – 21 nach der Variante des Bundesrates, 10 nach der Variante der vorberatenden Kommission. Diese Frage möchte ich dann auch beantwortet haben.

Fazit meiner sicher unvollständigen Überlegungen: Wir können den maroden Bundeshaushalt nur dann echt sanieren, wenn wir Kantone und Gemeinden in der aufgezeigten Richtung einbeziehen. Was meinen Sie zu dieser These, Herr Bundespräsident?

**Gemperli Paul (C, SG):** Vorerst ist festzuhalten, dass die Botschaft über die Sanierungsmassnahmen 1993 gleich wie die Botschaft für die vorgängigen Massnahmen 1992 kein Gesamtkonzept enthält. Es muss daher einmal mehr darauf hingewiesen werden, dass die Defizitprobleme unseres Finanzaushaltes nur dann gelöst werden können, wenn man die Dinge klar anspricht und in der Folge sorgfältig analysiert. Dabei sollte man auch die Verflechtung mit anderen Problembe reichen ansprechen, insbesondere den Zusammenhang mit der wirtschaftlichen Entwicklung. Sparmassnahmen, die getroffen werden, haben auch Auswirkungen auf die wirtschaftliche Entwicklung. Ich glaube, wir müssen die Sparmassnahmen, die wir in Zukunft treffen, vermehrt auf deren Wirtschafts konformität hin überprüfen.

Für ein Gesamtkonzept, das für eine dauernde Sanierung unerlässlich ist, wäre auch ein aufgearbeiteter Finanzplan not

wendig, der einen aktuellen Überblick über die wichtigsten Einnahmen- und Ausgabenkomponenten und den entsprechenden Saldo vermittelt. Wünschbar wäre weiter eine Bereinigung jener Größen, die für die Beurteilung des finanzpolitisch problematischen Defizites als massgebend anzusehen sind. Zum Beispiel sollten nach meinem Verständnis die Darlehen an die Arbeitslosenversicherung als Ausgabenkomponente ausgeklammert, die Entwicklung der zweckgebundenen Einnahmen und Ausgaben separat dargelegt und der Überschuss der Pensionskasse neutralisiert werden. Damit hätte man mehr Transparenz in bezug auf die tatsächliche Lage unserer Bundesfinanzen.

Es ist weiter nochmals darauf hinzuweisen, dass Einnahmen für die Strasse als zweckgebunden zu betrachten sind und dass man sie nicht einfach den freien Mitteln gleichsetzen kann. Verbesserungen in der Strassenrechnung bringen letztlich in den Bereichen, die aus allgemeinen Mitteln finanziert werden müssen, keine Entlastung. Wenn wir Mehreinnahmen aus der Strassenrechnung haben, können wir damit nicht Bildungsaufgaben finanzieren; damit ist der «Strassenfranken» einfach ein anderer Franken als derjenige, der zur freien Verfügung steht. Ich glaube, dieser Tatsache muss man Rechnung tragen, wenn man zu einer Gesamtbeurteilung kommen will.

Die Sanierungsmassnahmen 1993 bringen somit keine Gesamtübersicht und auch kein Gesamtkonzept. Vor allem ist nicht zu erkennen, wohin die Fahrt letztlich gehen soll. Sicher ist einzig eines: Mit den Sanierungsmassnahmen 1993 allein kann der Bundeshaushalt nicht gesunden. Dazu braucht es weitere und substantielle Anstrengungen.

Positiv im Zusammenhang mit der zu behandelnden Vorlage ist andererseits zu vermerken, dass der Bundesrat den klaren Willen zu erkennen gegeben hat, die wachsende Verschuldung energisch zu bekämpfen. Der rasante Anstieg der Verschuldung, die Ausgabensteigerungen, die weit über dem Wachstum des Bruttoinlandproduktes liegen, sind beunruhigend. Wenn innerhalb von drei Jahren bei einem bescheidenen Wachstum des Bruttoinlandproduktes Ausgabenerhöhungen von über 30 Prozent eintreten, dann liegt ein eigentlicher Dammbruch vor.

Das wird noch akzentuiert, wenn wir den ganzen Bereich der öffentlichen Finanzen ansehen. Herr Loretan hat bereits darauf hingewiesen, dass die für 1993 akkumulierten Defizite der öffentlichen Haushalte auf 16 bis 20 Milliarden Franken steigen könnten.

Positiv zu vermerken ist weiter die Tatsache, dass aufgrund der Ausgabendynamik beim Bundesrat die Einsicht wächst, dass primär Ausgabenbeschränkungen im Konsumbereich notwendig sind, um zu einer dauerhaften Sanierung zu kommen. Nur wenn die Ausgaben auf ein Mass beschränkt werden, das im Gleichschritt zur gesamtwirtschaftlichen Entwicklung verläuft, kann für die Zukunft wieder ein Staatshaushalt erwartet werden, der im Einklang zur gesamtwirtschaftlichen Entwicklung steht. Wir befinden uns dann mit den öffentlichen Finanzen nicht mehr in einer Gegenbewegung zur wirtschaftlichen Entwicklung dieses Landes.

Ich habe mit Befriedigung von den Massnahmen Kenntnis genommen, die der Bundesrat in der Zwischenzeit für Budget- und Finanzplanung im nächsten Planungszeitraum getroffen hat. Hier hat die Motion des Ständerates, die eine Ausgabenbegrenzung auf das Wachstum des Bruttosozialproduktes verlangt, bereits als Grundlage gedient.

Nachdem ich diese Meldungen gelesen und gesehen habe, was noch alles auf uns zukommt, habe ich mich fast gefragt, ob wir heute nicht einfach ein «Schattenboxen» veranstalten; die richtig grossen Brocken werden in Zukunft noch kommen, und dort wird man sich dann noch vermehrt mit jenen Gruppierungen auseinandersetzen müssen, die nur ihren eigenen Vorteil sehen wollen.

Positiv ist weiter festzustellen, dass im Bericht diesmal klar zwischen dem konjunkturellen und dem strukturellen Defizit unterschieden wird. Ich habe das mit Befriedigung festgestellt, nachdem ich bei der Budgetbotschaft 1992 eine entsprechende Beanstandung gemacht habe. Zwar wäre es wünschenswert gewesen, wenn noch vertiefte Überlegungen mit Bezug auf die quantitative Seite stattgefunden hätten.

Immerhin ist dem Bundesrat zuzustimmen, wenn er davon ausgeht, dass der strukturelle Teil des Defizits eher grösser ist als der konjunkturelle Teil. Das zeigt, dass hier und heute Handlungsbedarf besteht und vor allem Einschnitte im Ausgabenbereich und hier insbesondere im Konsumbereich ins Visier zu nehmen sind. Es ist allerdings noch ein weiterer Hinweis notwendig. Es ist für mich nicht einzusehen, weshalb bei Aufgaben, die schon bisher erfüllt wurden, Einschnitte gemacht werden – mit Begrenzung auf das absolut Notwendige –, während man bei Aufgaben, die neu gemacht werden, nicht die gleichen Grundsätze beachtet. Wir werden aber in dieser Session noch Gelegenheit haben, eine entsprechende Diskussion zu führen.

Jedenfalls wird der Bundesrat gut daran tun, sich bei allen Sanierungsbemühungen vor Augen zu halten, dass es im Laufe der Geschichte noch nie gelungen ist, einen Staatshaushalt primär mit Mehreinnahmen zu sanieren. Wenn die Ausgaben nicht auf ein vertretbares Mass zurückgestutzt werden, sind neue Einnahmen lediglich Drogen, die dazu führen, dass Ausgaben in der Folge wieder mit um so leichterer Hand beschlossen werden. Mein St. Galler Kollege hat hier Salomon zitiert. Offensichtlich «gräbt» er, was aufgrund unserer Parteietiketts zwar verwunderlich ist, mehr in den biblischen Schriften als ich, wenigstens, was das Alte Testament betrifft.

Fazit aus diesen Überlegungen: Trotz dieser Vorbehalte bin ich für Eintreten auf das Sanierungspaket 1993, auch wenn es nur ein Teilaспект ist. Ich bejahe dabei ausdrücklich auch die Ausgabenbremse, die zwar unter demokratischen Gesichtspunkten nicht ganz unproblematisch ist. Ich persönlich hatte bei der letzten Auflage erhebliche Hemmungen. Angesichts der Dramatik der Situation müssen wir uns aber heute bereit finden, auch eine ungewohnte Massnahme ins Auge zu fassen, wenn sie verspricht, wenigstens eine gewisse Disziplin in finanziellen Angelegenheiten zu bewirken.

Ich bin auch für die Befristung auf zehn Jahre, sonst laufen wir Gefahr, dass die Ausgabenbremse genau in einem Zeitpunkt ausläuft, in dem wir hoffen, dass die Konjunktur wieder anzieht, und dann wären die letzten Dinge noch schlechter als die ersten.

Im Wissen zwar, dass wir lediglich einen Teilbeitrag leisten, bin ich für Eintreten. Mit dem Eintreten auf die Vorlage ist aber auch klarzustellen, dass ein neues, ein drittes Paket notwendig ist. In diesem Paket erwarte ich ein Gesamtkonzept, das aufzeigt, wie der Haushalt längerfristig im Gleichgewicht gehalten werden kann und wie die Fahrt tatsächlich weitergehen soll. Die einzelnen Massnahmen sind meines Erachtens in diesem Zusammenhang auch an den entscheidenden Leitplanken zu messen, das ist die Sozialverträglichkeit einerseits, andererseits aber auch die Wirtschaftskonformität. Innerhalb dieser Leitplanken muss sich letztlich eine verantwortungsbewusste Finanzpolitik abspielen.

Wir können es jedenfalls nicht zulassen, dass unser Staat zu Lasten kommender Generationen heute ein angenehmes Leben führt.

Ich bitte Sie einzutreten.

**Ziegler Oswald (C, UR):** Wir alle wissen es: Der Bundeshaushalt ist aus dem Gleichgewicht geraten. Die Prognose für die Zukunft, insbesondere für die nahe Zukunft, ist nicht gut. Das Budget 1994 ist mit einem Defizit von mehr als 6 Milliarden Franken beschlossen worden. Nimmt man die ersten zwei Monate des Jahres 1994, wird es kaum dabei bleiben. Der Abschluss 1993 mit einem Defizit von 7,8 Milliarden Franken (4,7 Milliarden Franken über dem Voranschlag) lässt grüssen. Auch der Abschluss 1994 lässt diesbezüglich nichts Gutes ahnen.

Unter diesen Umständen ist Eintreten auf die vorgeschlagenen Sparmassnahmen zum Muss geworden. Es ist zwingend, wir können nicht mehr anders. Man kann allerdings sagen, dass es sich nur um einen Minischritt handle. Die Auswirkungen werden auch für diejenigen, die nur widerwillig auf dieses Sparpaket eintreten, nicht sehr gross sein.

Man ist allgemein der Meinung, dass dieses Sparpaket ungenügend sei. Ich verweise in diesem Zusammenhang auf die Botschaft, die das Ergebnis der Vernehmlassungen aufzeigt:

1. Die Regierungsparteien FDP, CVP und SVP beurteilen die Vorschläge des Bundesrates als zu wenig weit gehend.
2. Die SP hält Massnahmen auch auf der Einnahmeseite für notwendig.
3. Die Nichtregierungsparteien erachten das Ergebnis mehrheitlich als zu wenig weit gehend.
4. Der Vorort erachtet die vorgeschlagenen Sanierungsmassnahmen als ungenügend.
5. Die kantonalen Finanzdirektoren erachten das Ausmass der Sparmassnahmen gemessen an den Haushaltproblemen des Bundes als ungenügend.

Klarer könnte es wohl kaum dargelegt sein.

Trotzdem kann meines Erachtens nicht übersehen werden, dass ein Gesamtkonzept nicht vorliegt, dass es mindestens nicht offengelegt ist. Man hat einfach – ich hüte mich zu sagen: plan- und systemlos – einige Sparmöglichkeiten herausgegriffen. Man sieht zudem das Ganze nicht: Welches sind die Prioritäten, welches sind die Schwerpunkte? Das dritte Paket ist verlangt, ist auch zugesichert, aber nicht offengelegt worden. Daran ändert auch das ausgerufene Ausgabenmoratorium nichts. Wir brauchen endlich ein Gesamtkonzept, für die Ausgaben- und die Einnahmeseite, das der tatsächlichen Finanzlage des Bundes angepasst ist. Die Finanzen der Kantone und Gemeinden sind bei diesem Gesamtkonzept zu berücksichtigen.

Trotz alldem bin ich für Eintreten auf die Vorlage; ich werde mir aber vorbehalten, bei einzelnen Punkten eine vom Bundesrat abweichende Meinung zu vertreten.

**Piller Otto (S, FR):** Ich möchte doch noch zwei, drei Dinge erwähnen.

Wir sind uns alle klar darüber, dass die Schuldenwirtschaft auf lange Zeit nicht akzeptierbar ist. Wenn Herr Rüesch sagt, dass die Einnahmeseite nun wirklich ausgeschöpft sei und dass der Hebel nur noch auf der Ausgabenseite angesetzt werden könne, dann möchte ich einfach wissen – wir haben die Diskussion bereits bei der Budgetdebatte gehabt –, wo man noch sparen kann. Ich habe alle Ausgabenposten der Eidgenossenschaft durchgeschaut und Diskussionen mit Leuten aus dem Volk geführt, die auch sparen wollen.

Forschung, Bildung und Entwicklung: Können wir hier sparen? Können wir uns den Ast absägen, auf dem wir sitzen?

Landwirtschaft: Wir wissen, dass wir mit den Direktzahlungen, die aufgestockt werden sollen, zusätzliche Ausgaben beschlossen haben.

Militär: Willy Loretan hat schon mehrmals gesagt, das Militär dürfe kein Steinbruch sein, aus dem man weitere Brocken holen könne. Natürlich hat das Militär gespart. Seien wir doch froh, dass wir in einer Zeit leben, in der wir dank der entspannten internationalen Lage auch beim Militär etwas sparen können. Ich möchte Herrn Willy Loretan sagen, dass man früher, im Mittelalter, in Steinbrüchen Material holte, um Kathedralen zu bauen. Wenn es möglich ist, auch beim Militär zu sparen, weil sich die Lage so entwickelt, müssen wir doch alle dankbar sein. Man kann doch nicht einfach sagen, im Militär sei nichts mehr zu holen, hier sei Blockade.

Sozialbereich: Wir haben einen Bericht über die neue Armut in der Schweiz erhalten. Wir alle wissen um die Alterspyramide, wir diskutieren hier die Krankenkassenvorlage. Auch im Sozialbereich müssen wir – wenn wir Artikel 2 unserer Bundesverfassung ernst nehmen wollen – noch einiges unternehmen, um gewisse Kategorien unserer Bevölkerung nicht in die Armut absinken zu lassen.

Öffentlicher Verkehr: Wir haben die Neat und das Konzept «Bahn 2000» beschlossen.

Bei der Budgetdebatte haben wir alle gesehen, dass der Bundeshaushalt einfach nicht allein mit Sparen zu sanieren ist. Sonst hätten Sie, liebe Kolleginnen und Kollegen, schon Montag und Dienstag mithelfen sollen! Denn was haben wir beschlossen? Wir haben beschlossen, bei den Lebensversicherungen die Einmaleinlagen zu privilegieren. Dadurch haben wir auf Einnahmen verzichtet und gleichzeitig eine Kategorie an sich nicht schlecht betuchter Bürger privilegiert. Weiter haben wir gestern mit der Motion Küchler beschlossen, der Touristikbranche bei der Mehrwertsteuer einen Sondersatz zu-

zugestehen, was auf der Einnahmeseite auch wieder Reduktionen bringt. Wir sind in unseren Aktionen also nicht sehr logisch.

Für mich ist es klar: Ich bin für Eintreten. Lediglich im Bereich der Invalidenversicherung sehe ich die Sache etwas anders. Wir müssen zum Sparpaket einmal ja sagen, aber es handelt sich in der Tat um eine Minilösung, wie Herr Gemperli es gesagt hat. Sie führt sicher nicht dazu, die Bundesfinanzen zu sanieren. Folgeprogramme drängen sich auf. Wir müssen auch den Mut haben, auf der Einnahmeseite nach Möglichkeiten zu suchen, um die Bundesfinanzen zu sanieren.

Die Behandlung der Rechnungen, des Budgets und der Sparvorschläge hat in jeder Session zu Diskussionen Anlass gegeben. Bis heute sind von keiner politischen Seite echte Vorschläge gemacht worden, die darauf hinauslaufen, die Bundesfinanzen über das Sparen zu sanieren. Jene, die finden, dass man die Bundesfinanzen allein mit Sparanstrengungen sanieren kann, sollen klare Vorschläge für konkrete Massnahmen auf den Tisch legen. Ich möchte wissen, in welchen Bereichen sie 5 oder 6 oder 7 Milliarden Franken einsparen können. Wenn das möglich ist, sollen sie diese Vorschläge unterbreiten. Wenn es nicht möglich ist, sollten wir uns alle bemühen, auch auf der Einnahmeseite Möglichkeiten zu suchen, um unsere Bundesfinanzen zu sanieren.

Es nützt nichts, griechische Philosophen zu zitieren. Wir leben im zwanzigsten Jahrhundert und haben andere Aufgaben zu bewältigen. Wir haben heute einen Sozialstaat, den wir ja alle erhalten wollen, sonst müssen Sie Ihre Parteiprogramme umschreiben. Wir haben uns zur sozialen Marktwirtschaft bekannt, wir haben eine Bevölkerung, in der 96 Prozent der Arbeitenden nicht mehr im primären Sektor und in der Landwirtschaft, sondern als Arbeitnehmer und Unternehmer tätig sind. Die ursprüngliche Situation hat sich total verändert. Wir brauchen eine gesunde Wirtschaft, und wir müssen über die Sozialgesetzgebung dafür sorgen, dass auch diejenigen Leute, die arbeitslos, krank oder alt sind, im Sinne von Artikel 2 der Bundesverfassung in unserem Staat anständig leben können. Das kostet Geld. Die alten Griechen hatten nicht die gleichen Probleme, wie wir sie heute haben. Wir politisieren nun im zwanzigsten Jahrhundert und müssen mit heutigen Methoden Lösungen suchen und nicht mit Methoden aus der griechischen Mythologie.

Ich möchte Sie bitten, im Anschluss an dieses zweite Sanierungspaket das dritte Paket anzugehen, aber gleichzeitig auch die Einnahmeseite nicht zu übersehen und sich wirklich zu bemühen, auch dort Möglichkeiten zu suchen, um unsere Bundesfinanzen längerfristig sauber zu sanieren.

**Weber Monika (U, ZH):** Ich habe mich im vergangenen Dezember bemüht, einen Rückweisungsantrag zum Budget 1994 durchzubringen; ich habe auch versucht, in diesem Antrag aufzuzeigen, wie der Bundesrat und die Verwaltung zu einem Führungsschritt gebracht werden müssten und wie damit eine echte Sparübung mit einem Blick auf das Ganze – und daran geht es mir vor allem – eingeläutet werden könnte. Unterdessen haben mir ein Bericht der OECD und eine intelligente Schrift der Schweizerischen Bankgesellschaft voll und ganz recht gegeben.

Sie haben mir damals vorgehalten, meine Intervention gehöre doch eigentlich zu den Sanierungsmassnahmen II, und ich solle doch bitte mit solchen Vorschlägen zuwarten. Ich habe unterdessen gewartet, und was ist passiert? Eigentlich wird da etwas präsentiert, was wir als einen Tropfen auf den heißen Stein bezeichnen müssen.

Herr Gemperli hat gesagt, es grenze an ein «Schattenboxen». Ich unterstütze ihn in dieser Betrachtungsweise. Wir haben aber unterdessen täglich einige Millionen Franken für Zinsen ausgegeben, und das Ganze läuft einfach weiter, ohne dass wir bis jetzt echte Massnahmen ergriffen hätten.

Es ist richtig, dass Herr Piller darauf hingewiesen hat, dass wir nicht mehr in der Zeit der alten Griechen leben, dass die Griechen andere Probleme hatten. Wir leben im heutigen, im zwanzigsten Jahrhundert und müssen uns deshalb anders verhalten. Immerhin hat Herr Rüesch die Sprüche Salomons zitiert, und ich würde gerne etwas aus dem ersten Buch Sa-

muel zitieren. Herr Rüesch hat sich ja damals über meinen Vorschlag ziemlich lustig gemacht und gesagt, dass ich damit in die Luft schiessen würde. Immerhin möchte ich darauf hinweisen, dass solche Schüsse einen positiven Start bedeuten können. Für Sie aber, Herr Rüesch, ist das so ähnlich wie für David in der Höhle von Adullam. Es heisst im erstem Buch Samuel, Kapitel 22, Vers 2: «Und es sammelten sich um ihn allerlei Männer, die in Not und Schulden waren.» Das ist ungefähr der Zustand, den wir haben, und der gilt auch noch für heute.

Tatsache ist, dass wir heute mit diesen Sanierungsmassnahmen immer noch recht punktuelle und willkürliche Massnahmen ergreifen und uns dann wieder zurücklehnen. Zwar hat der Bundesrat nun in einer Pressemitteilung bekanntgegeben, wie die Weisungen für das Budget 1995 ungefähr aussehen sollen, und er hat auch über den Vollzug des Vorschlags bzw. über den Finanzplan 1995–1997 ausgesagt, dass dieser natürlich überarbeitet werden müsse.

Aus der Pressemitteilung kann man nicht sehr viel Genaues herauslesen. Es ist meines Erachtens alles immer noch zu wenig zügig, und ich fürchte, dass man wirklich zu stark mit neuen Einnahmen liebäugelt. Dazu möchte ich deutlich sagen:

1. Sicher können wir nicht erwarten, dass das Volk zurzeit wieder neue Einnahmen bewilligen wird.
2. Es wäre für die Wirtschaft sicher nicht das Richtige, dass wir just jetzt, in diesem Moment, wieder neue Einnahmen beschliessen würden.
3. Ich möchte aber vor allem darauf hinweisen, dass es in bezug auf die Disziplinierungsbemühungen unseres Rates verheerend wäre, wenn wir einfach den Weg über Neueinnahmen nehmen würden. Wenn wir einfach Mehreinnahmen bekämen, würden wir einfach noch mehr ausgeben. So ist es leider.

Gefragt ist also ein konzeptionelles Vorgehen. Zuerst eine Gesamtschau der Dinge; das wurde von verschiedenen Herren gesagt. Man müsste den strukturellen Einbruch und seine nachhaltige Wirkung einmal genau analysieren. Es müsste der ganze Umstrukturierungsprozess angeschaut werden, die Sockelarbeitslosigkeit, die wir erwarten, die wirtschaftliche Entwicklung. Es braucht aber auch die Einsicht – und das ist ganz wichtig –, dass wir ein Ausgabenwachstum von 7 bis 8 Prozent pro Jahr nicht durchzuhalten vermögen, dass neue Steuererhebungen, wie ich bereits gesagt habe, wahrscheinlich illusionär sind und dass neue Steuererhebungen, wie z. B. die Benzinzollerhöhung, netto betrachtet werden müssen.

Dann sollten wir daran denken, dass wir im Grunde genommen ja bereits über Instrumente wie das Finanzaushaltsgesetz und das Subventionsgesetz verfügen, nur: Diese Gesetze brauchen einen Führungsentscheid. Das ist ganz wichtig. Ich unterstelle Herrn Bundespräsident Stich nicht, dass er für sich nicht bereits einen Führungsentscheid getroffen hat. Hinter ihm muss aber der Gesamtbundesrat stehen, wenn eine echte Übung durchgezogen werden soll, wie sie dringend nötig ist. Sie könnten unterdessen überall hören und lesen, dass wir vor allem das strukturelle Defizit eliminieren müssen. Wir können nicht in einen neuen Aufschwung hineingehen und den Klumpfuss eines strukturellen Defizites nachziehen. Sie glauben ja wahrscheinlich nicht im Ernst, dass wir mit dem vorgeschlagenen Sanierungsmassnahmenpaket schon daran wären, echt etwas zu ändern. Nein, man kürzt immer noch – jetzt im vierten Jahr der roten Zahlen – linear und schafft damit unmögliche Situationen. Ich habe schon beim Budget gesagt: Ich bin der Meinung, dass man lineare Kürzungen – und das habe ich damals auch vorgeschlagen – im ersten Jahr von roten Zahlen selbstverständlich vornehmen muss, vielleicht auch noch im zweiten Jahr. Aber im vierten Jahr müssen eindeutig Prioritäten gesetzt werden.

Wenn man aber Prioritäten setzt, muss man nicht zuerst eine Hetzjagd auf die Sozialausgaben machen. Das wäre unfair. Diese dürfen zwar à la longue selbstverständlich auch einer Prüfung unterzogen werden. Aber zurzeit sind sie noch wichtige Stabilisatoren, und das müssen wir uns merken. Wenn ich im Dezember davon gesprochen habe, dass die Sozialausgaben bzw. die Sozialversicherungen nicht einfach gekürzt werden sollten, dann habe ich das ganz deutlich deshalb gesagt,

weil sie in einer Krisenzeit, wie wir sie nun erleben, als Stabilisatoren zu betrachten sind.

Selbstverständlich trete ich auf dieses Massnahmenpaket ein. Aber ich muss sagen: Das Gelbe vom Ei ist es nicht. Meines Erachtens müsste in einem Massnahmenpaket durch den Bundesrat im Sinne eines Führungsentscheides eine Ausgaben- oder Defizitlimite festgelegt und formuliert werden. Ich hoffe, dass das im dritten Massnahmenpaket der Fall ist. Dann sind eindeutig Prioritäten zu setzen. Das heisst, dass die einzelnen Gesetze unter der aktuellen Situation neu betrachtet werden müssen. Herr Bundespräsident Stich hat im Dezember gesagt, dass man ihn von dieser Strafaufgabe befreien solle. Aber ich denke, dass er unterdessen seine Meinung geändert hat und davon ausgeht, dass Prioritäten gesetzt werden müssen.

Ich möchte ferner darauf hinweisen, dass wir – das ist mein Konzept – die Subventionierung von Aufgaben öffentlicher Gemeinwesen ganz anders gestalten müssen. Ich bin der Meinung, dass Transferzahlungen an öffentliche Gemeinwesen in der Form von frei verfügbaren Mitteln erfolgen sollten, also nicht mehr wie jetzt aufgabenbezogen.

Last, but not least – und das wird ja bereits in diesem Massnahmenpaket vorgeschlagen – scheint es mir wichtig zu sein, dass sich das Parlament selbst ein Disziplinierungsinstrument gibt.

In diesem Sinne bin ich für Eintreten auf diese Vorlage.

**Morniroli Giorgio** (D, TI): Sulla necessità impellente di procedere al risanamento delle finanze della Confederazione non ci piove e l'obbligo di conseguire dei risparmi è quindi scontato. Constatato con soddisfazione, ma anche con sollievo, che le modifiche apportate dal Consiglio nazionale ai provvedimenti di risanamento 1993 delle finanze della Confederazione, come pure le proposte della nostra commissione, non mettono in discussione la sostanza del progetto presentato dal Governo. Gli sforzi profusi dal Consiglio federale meritano infatti tutta la nostra considerazione e tutto il nostro appoggio. L'esame del messaggio solleva comunque nel mio Cantone grandi preoccupazioni, tra l'altro a proposito della riduzione dell'importo destinato dall'VIII credito quadro federale per gli investimenti delle imprese del traffico in concessione. Non è comunque tanto la consistenza della compressione da 1440 milioni di franchi – votati nel 1992 – a 1400 milioni di franchi a provocare disagio, quanto invece l'estensione del provvedimento almeno fino al 2000. Ho perciò inoltrato una proposta formale, la quale si limita a chiedere una riduzione del periodo d'applicazione del provvedimento e che illustrerò durante la discussione di dettaglio.

In definitiva poco incisiva, nell'interesse di conseguire un risanamento finanziario, appare la proposta intesa ad abolire l'esenzione dal pagamento del dazio sui carburanti per le imprese di trasporto concessionarie. Secondo il messaggio le entrate supplementari per la Confederazione sarebbero di 180 milioni di franchi, ma le stime concernenti unicamente le imprese di trasporto concessionarie giungono soltanto a 50 milioni. La cifra, sia essa di 180 o 50 milioni di franchi, non può in ogni modo essere inserita integralmente nel conteggio dei risparmi ottenibili. Infatti l'abolizione dell'esenzione dal pagamento del dazio sui carburanti provocherebbe indiscutibilmente un incremento del disavanzo d'esercizio per le imprese di trasporto, che graverebbe sui Cantoni, ma anche sulla Confederazione stessa, la quale partecipa alla copertura del deficit d'esercizio. Queste considerazioni mi hanno indotto a presentare una proposta formale che motiverò successivamente. Naturalmente werde ich für Eintreten stimmen und während der Detailberatung meine Anträge begründen.

**Stich Otto**, Bundespräsident: Ich möchte mich für Ihre verschiedenen Voten bedanken. Ich muss allerdings sagen, dass Sie gelegentlich etwas widersprüchlich gewesen sind. Wenn man sich beklagt, die Sache gehe zu wenig weit, dann aber sofort Vorbehalte gegenüber dem anbringt, was vorgeschlagen wird, betrachte ich das als widersprüchlich. Nachdem Sie in den vergangenen Tagen so grosszügig gewesen sind – indem Sie durch Einmaleinlagen bei Lebensversicherungen

Steuervermeidung ermöglichen und verlangen, dass wir im Bereich der Hotellerie auf Einnahmen verzichten usw. –, ist es schwierig, einen Finanzplan zu machen, der am Schluss das hält, was er verspricht.

Sicher ist aber, dass die Situation dramatisch ist. Ich stelle fest, dass es sehr viele Leute noch nicht glauben oder verstanden haben oder es schlicht und einfach nicht wissen wollen. Die Situation ist dramatisch; wir haben Ihnen gesagt, wie gross das Defizit des letzten Jahres ist. Es liegt bei 7,8 Milliarden Franken. Die Erfolgsrechnung schliesst «nur» mit 6,3 Milliarden Franken ab, denn wir haben rund 2 Milliarden Franken Ausgaben an die Arbeitslosenversicherung aktiviert. Das heisst, dass wir davon ausgehen, dass dieses Geld wieder einmal hereinkommt. Das gleiche haben auch die Kantone gemacht. Voraussetzung wäre auch dort, dass wir dafür sorgen, dass das tatsächlich so ist. Im Budget 1994 sind wir davon ausgegangen, dass diese Satzerhöhung auf 3 Prozent auf den 1. Juli in Kraft tritt. 1 Prozent macht etwa 1,8 Milliarden Franken aus, im halben Jahr etwa 900 Millionen bis 1 Milliarde Franken. Das wird zweifellos kaum realistisch sein, wenn es bei der Behandlung dieses Geschäfts so weitergeht. Aber für uns ist es einfach eine Annahme, die wir in guten Treuen getroffen haben, und beim besten Willen können wir nicht sagen, wie es weitergeht.

Es gibt andere Dinge: Sie können nicht davon ausgehen, dass sich die Lage rasch bessert. Wie Sie wissen, explodierten 1990 die Einnahmen des Bundes aus der Verrechnungssteuer. Wir nahmen in einem Jahr rund 1,3 Milliarden Franken mehr ein als im Vorjahr. Heute ist die Situation umgekehrt. Im letzten Jahr nahmen wir nicht, wie budgetiert, 4,3 Milliarden, sondern nur noch 1,9 Milliarden Franken ein. Wir sind davon ausgegangen, dass sich die Sache auf diesem Niveau stabilisieren könnte. Im Januar haben wir festgestellt, dass wir 700 Millionen Franken weniger eingenommen haben als letztes Jahr. Das mag ein Zufall sein, das wissen wir noch nicht; aber wir haben jedenfalls etwas weniger Geld in der Kasse, als wir eigentlich vorgesehen haben. Dessen muss man sich immer wieder bewusst sein. Es ist so, dass der Haushalt wirklich sanierungsbedürftig ist. Die Tatsache, dass wir uns im letzten Jahr um zusätzliche 12 Milliarden Franken verschuldet haben, sollte jedem zu denken geben.

Man muss sich nicht darüber unterhalten, ob der Sozialstaat durch den Staat abgebaut werden soll oder nicht. Wenn wir den Haushalt nicht sanieren, so bedeutet das automatisch eine Verschlechterung der sozialen Verhältnisse in diesem Land. Es bedeutet, dass wir mehr Geld ausgeben müssen. Auszugeben sein wird es für andere Zwecke. Wir werden 1997 bereits gegen 10 Prozent der Einnahmen für Zinsen ausgeben. Reden kann man dann nicht von Armutsbekämpfung und von Sozialstaat, wenn man Steuern erhebt, um Zinsen zu bezahlen. Letzteres kann nicht unser Ziel sein, sondern wir müssen dafür sorgen, dass wir diesen Haushalt in Ordnung bringen, also nicht Steuern eintreiben müssen, nur um zusätzliche Zinsen bezahlen zu können.

Das ist eine Notwendigkeit, und die Voraussetzung dazu ist, dass alle mithelfen, auch die Versicherungsgesellschaften, Herr Schüle, und ebenfalls die Hotels; es braucht wirklich alle, und es ist im Interesse von allen.

Ich selber kann nicht Philosophen des Altertums zitieren. Ich habe es auch nicht nötig, ich lebe in dieser Zeit. Wir müssen die Probleme hier lösen. Wir können uns nicht in die Geschichte abmelden, sondern wir müssen jetzt etwas tun. Und diese Geschichte ist ernst genug, dass man sich damit befasst kann und befassen muss.

Man hat gesagt, dieses Programm sei ungenügend. Wenn es ungenügend ist, dann stimmen Sie ihm ohne Wenn und Aber zu, und machen Sie nicht noch Abstriche! Das nächste Programm wird schwieriger werden, nicht nur für den Bundesrat, auch für Sie – das kann ich Ihnen garantieren. Sie haben vielleicht eine Vorahnung davon bekommen, nachdem wir schlicht und einfach gesagt haben, was die Budgetweisungen sind: Wir haben in den Budgetweisungen vorgegeben, dass das Ausgabenwachstum des nächsten Jahres auf 2 Prozent begrenzt wird, wenn immer möglich. Wir wissen aber, dass es Ausgabengebiete gibt, die stärker wachsen, die wir nicht än-

dern können. Das bedeutet auf der anderen Seite, dass wir ganz klar festgelegt haben: Bei sämtlichen Sachausgaben gibt es ein Wachstum Null. Daran haben sich die Departemente zu halten. Ich hoffe sogar, dass sich die ETH auch daran halten, die an sich einen Plafond haben und grundsätzlich machen können, was sie wollen. Aber wenn wir eine solche Vorgabe machen, gilt sie auch für den Schulrat. So hoffen wir, dass wir eine gewisse Begrenzung erreichen werden.

Wir möchten auch nicht neue Dinge beschliessen, solange wir uns in der heutigen Situation befinden. Wir wissen auch, dass das nicht möglich ist. Ich sage es offen: Es wird nicht möglich sein, denn letztlich gibt es immer noch Hypotheken wie Unwetterschäden usw., wo man tatsächlich etwas tun muss. Aber wenn man das Ziel erreichen will, so heisst das, dass in anderen Gebieten härter durchgegriffen werden muss und die Massnahmen um so härter sein müssen.

Das ist die Botschaft, die ich Ihnen verkünden möchte – ich habe sie auch meinen Kollegen verkündet. Ich hoffe, dass Sie dann am Schluss nicht sagen können: «Die Botschaft hört ich wohl, allein mir fehlt der Glaube.» Zumindest ich glaube daran. Noch zu einzelnen Äusserungen oder Stellungnahmen:

In bezug auf die Indiskretionen muss ich sagen, dass es solche wahrscheinlich immer wieder gibt. Aber wenn es Indiskretionen gibt, überlege ich immer sehr einfach: Wem dienen sie? Und dann weiss ich auch, aus welcher «Küche» sie kommen. Aber es ist völlig falsch, wenn man auf einen Direktor meines Departementes schießt. Das ist nicht richtig. Ich habe schliesslich Chefbeamte, die denken und eine Meinung haben und nicht nur Befehle ausführen sollen.

Zur Ausgabenbremse: Hier sehen Sie, man schiebt sie jetzt richtigerweise in die Übergangsbestimmungen, weil man sie befristet. Unsere Meinung wäre es gewesen, sie definitiv zu verankern und in die Verfassung aufzunehmen. Das wäre eigentlich die Meinung, dass man sie nicht befristen soll, denn eine Befristung nützt wahrscheinlich nicht sehr viel.

Das wird vielleicht die andere Schwierigkeit sein, beim nächsten Sanierungsprogramm. Wir gedenken, es bis zum Herbst vorzubereiten, so dass Sie es etwa gleichzeitig mit dem Budget bekämen. Wir sehen aber nicht vor, irgendwelche Massnahmen vorzuschlagen, die noch für das Jahr 1995 Gesetzesänderungen bringen. Das möchten wir nicht tun, denn all diejenigen, die mit Bundeshilfe budgetieren, planen und rechnen müssen, wollen oder dürfen, möchten im Dezember oder schon vorher wissen, was sie zugute haben, und nicht plötzlich eine Überraschung erleben. Wir werden zweifellos versuchen, es Ihnen rechtzeitig vorzulegen, so dass dieses Sanierungsprogramm von Ihnen verabschiedet ist, bevor die Nationalratswahlen beginnen, also wenn möglich noch im Januar. Sonst gibt es wieder ein so teures Jahr wie jedes Wahljahr. Ich werde mir auch Mühe geben, mir etwas einfallen zu lassen, um die Begehrlichkeiten in diesem Jahr etwas zurückzubinden, wenn möglich rechtzeitig und noch knapp im Vorjahr der Wahlen. Denn wenn man das Geld beschlossen und ausgegeben hat, ist es schwieriger, es nach den Wahlen wieder zurückzubekommen. Das weiss ich auch.

Herr Cavalty hat von der proportionalen Besteuerung gesprochen. Dafür bedanke ich mich. Wir werden den Rat gerne befolgen und noch einiges dazutun; Sie können sich darauf verlassen. Denn letztlich ist es nicht möglich, dass man sagt, man könne nicht neue Einnahmen verlangen. Sie haben dreimal mehr Geld bekommen, aber Sie müssen immerhin bedenken: Benzinzoll ist keine Einnahmenerhöhung gewesen, sondern dort haben wir real nicht einmal das ausgeglichen bekommen, was durch den Kaufkraftverlust verlorengegangen ist. Auch bei der Vignette und der Strassenverkehrsabgabe – ich bin dankbar, dass sie angenommen worden sind – handelt es sich nur um den Ausgleich des realen Verlustes. Es ist eine Illusion anzunehmen, das seien neue Einnahmen. Dafür müssen Sie bei Ihren Bürgerinnen und Bürgern eben auch eintreten und ihnen das erklären.

Herr Rüesch, es ist nicht damit getan, dass man sagt, wie die Sozialausgaben und die Bundesausgaben von 1965 bis 1991 gewachsen sind. Wenn Sie im Jahre 1848 beginnen, sieht es noch viel dramatischer aus. Das muss ich Ihnen zugestehen. Damals hat der Bund im wesentlichen von den Einnahmen der

Kriegsentschädigungen der Sonderbundskantone gelebt. 1848 waren das die wichtigsten Einnahmen. Aber das sind Zeiten, die vorbei sind, und die Zeiten von 1965 sind auch vorbei. Wir haben in der Zwischenzeit die AHV ausgebaut, und wir haben auf diesem Gebiet gegenüber dem Ausland vielleicht etwas aufgeholt. Aber wenn Sie die Steuerbelastung im gesamten vergleichen, dann sind wir heute immer noch am tiefsten in Europa, und zwar sowohl bei den direkten als auch bei den indirekten Steuern. Das ist die Wahrheit, und das ist der richtige Vergleich, nicht jener mit der Vergangenheit. Damit will ich nicht sagen, Ihr Vergleich stimme nicht. Von 1965 bis 1980 hat es eine starke Zunahme gegeben. Aber das steht im Zusammenhang mit dem Ausbau der Sozialversicherung, und hier haben wir gegenüber anderen Ländern aufgeholt.

Es ist auch die Frage des ganzen Staatsgefüges erwähnt worden. Darüber werden wir in dieser Session noch diskutieren. Aber denken Sie daran: Jede Organisation ist immer nur so gut wie die Leute, die darin tätig sind. Sie können unzählige gute Organisationsschemen aufstellen und Organisationen schaffen: ob es gut oder schlecht herauskommt, sei das im Staat oder in einer Aktiengesellschaft, hängt von den Leuten ab, die darin tätig sind. Deshalb müssen wir vermehrt dafür sorgen, dass sich die Bürger wieder etwas mehr um den Staat kümmern. In bezug auf die Staatssekretäre werden Sie später entscheiden. Die Frage der Kosten hängt von den Lösungen ab, die Sie wählen. Das wird entscheidend sein. Ich bin kein Prophet; ich weiß nicht, was Sie entscheiden, deshalb kann ich über die Höhe der Kosten im voraus nichts sagen.

Zum Gesamtkonzept habe ich mich schon kurz geäusserst. Wir haben gewisse Schwierigkeiten, über längere Zeit zu planen und das schon einzukalkulieren. Es ist aber selbstverständlich, dass man sich darüber Gedanken machen muss. Wir werden bei der EVK die Einnahmen, die wir heute schon zurückstellen, korrigieren; da sind wir der gleichen Meinung. Aber in diesem Fall haben wir das vor zwei Jahren auf Wunsch des Parlamentes geändert. Manchmal ist man zu wenig stur, Herr Rüesch, um dem Parlament zu widersprechen und nicht alles zu tun, was das Parlament will. Das ist manchmal die Schwierigkeit: dass man zuwenig gegen das Parlament antritt. Wenn etwas beschlossen wird – das sehen Sie auch hier –, so führen wir es getreulich aus. Wir ändern so, und wir ändern auch wieder zurück. Das ist selbstverständlich. Aber das ist eigentlich kein besonderes Problem.

Es gibt aber noch die anderen Probleme, beispielsweise bei den SBB. Heute ist es selbstverständlich, dass die SBB nicht mehr in die schwarzen Zahlen kommen, ohne dass man sie saniert, und sanieren heisst, dass man wahrscheinlich im Jahre 1997 einmal etwa 13 Milliarden Franken abschreiben muss, die wir heute noch als Aktivposten in unserer Buchhaltung führen.

Wir haben noch andere Posten; den einen haben wir schon gehabt: die Arbeitslosenversicherung. Da bin ich mit den kantonalen Finanzdirektoren immer noch der Auffassung, das Geld sollte wieder hereinkommen, und Sie sollten es nicht abschreiben. Aber dann haben wir noch die ERG, da habe ich diese Hoffnung auch. Aber ein Finanzminister lebt nicht nur von der Hoffnung; gelegentlich braucht er auch Geld.

Zu Herrn Ziegler Oswald, für den das Sparpaket ungenügend ist: Ich hoffe, dass er es um so intensiver unterstützt – durch dick und dünn. Danke, Herr Ziegler!

Über das dritte Sparpaket habe ich bereits gesprochen; ich möchte nichts mehr dazu sagen.

Frau Weber Monika, ich bin immer der Meinung gewesen, dass man führen müsse, und ich tue es auch, soweit ich es kann. Aber wir haben eine gute Ordnung in der Schweiz: Der Finanzminister entscheidet nicht allein.

Damit bitte ich Sie, auf die verschiedenen Vorlagen einzutreten und ihnen zuzustimmen, sie zu verbessern und nicht zu verwässern und dafür zu sorgen, dass Sie nach aussen den Eindruck erwecken, es sei Ihnen mit dem Sparen Ernst und Sie würden den Finanzminister wenigstens heute unterstützen – wenn Sie es Anfang der Woche schon vergessen hatten!

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen  
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

**A. Bundesbeschluss über die Aufhebung der Verbilligung des inländischen Brotgetreides aus Zolleinnahmen  
A. Arrêté fédéral supprimant la réduction du prix du blé indigène financée par les droits de douane**

**Piller Otto (S, FR)**, Berichterstatter: Im Namen der einstimmigen Kommission bitte ich Sie, hier zuzustimmen.

Worum geht es? Seit dem 1. Oktober 1981 werden die Preise für den Verkauf von inländischem Brotgetreide an die Handelsmühlen durch den Selbstkostenpreis des Bundes und die Zolleinnahmen aus Brotgetreide bestimmt. Soweit der Zoll 3 Franken je 100 Kilogramm übersteigt, wird er einer Rückstellung zugewiesen. Diese dient zur Herabsetzung der Verkaufspreise der Inlandgetreide und damit zur Stabilisierung der Mehl- und Brotpreise. Die Entnahmen erfolgen differenziert nach Getreideart und Preisklasse.

Beantragt wird nun die Aufhebung von Zweckbindung und Zollrückstellung. Der Verkauf des inländischen Brotgetreides an die Handelsmühlen soll zum Selbstkostenpreis des Bundes erfolgen. Es ist klar, dass diese Bestimmung dazu führt, dass ein Teil dieser Ausfälle auf die Konsumenten überwälzt wird. Das ist aus unserer Sicht aber tragbar.

Die Kommission empfiehlt Ihnen einstimmig, dem Bundesrat zu folgen und diese Sparmassnahme, die 25 Millionen Franken pro Jahr bringt, zu akzeptieren.

**Weber Monika (U, ZH)**: Erlauben Sie mir ein kurzes Wort zum Bundesbeschluss A. Ich stelle keinen Antrag, aber ich möchte doch immerhin etwas dazu sagen. Wenn ich keinen Antrag stelle, dann nur deshalb, weil Herr Bundespräsident Stich vorher gesagt und an uns appelliert hat, dass wir uns alle zusammenraufen müssten.

Unter dem Titel Sparmassnahmen auf Verfassungsstufe wird die Aufhebung der Zweckbindung des Importzuschlags von 25 Franken pro 100 Kilogramm Brotgetreide verlangt. Diese Aufhebung der Zweckbindung als Sparmassnahme zu deklarieren ist im Grunde genommen eine Irreführung – das ist ein bisschen stark gesagt –, zumindest eine Mogelpackung.

Hier werden nicht rund 25 Millionen Franken eingespart, hier werden den Konsumentinnen und Konsumenten – für diese spreche ich hier – rund 25 Millionen Franken weggenommen. Mit dem Zollzuschlag haben die Konsumenten bis anhin ihren eigenen Brot- und Mehlkonsum subventioniert. Nun soll dieser Zollzuschlag in eine – man kann ruhig sagen – versteckte Konsumsteuer umgewandelt werden. Nachdem die Konsumenten zur Mehrwertsteuer ja gesagt haben, ist das störend.

Ich möchte darauf hinweisen, dass es im Grunde genommen wie immer ist: Alle Liberalisierungen und Deregulierungen umgeht man: Das Weizenmonopol des Bundes bleibt bestehen, die Übernahmepflicht der Müller bleibt bestehen, das Prinzip der garantierten Produzentenpreise bleibt bestehen, die garantierte Abnahmemenge bleibt bestehen, aber der Konsument wird einseitig zu Kasse gebeten. Das wollte ich zu Protokoll geben. Ich stimme nicht zu, aber ich lehne auch nicht ab – aus dem erwähnten Grund.

**Stich Otto**, Bundespräsident: Ich möchte zu Frau Weber Monika ein Wort zur Mogelpackung sagen: Das ist es weiss Gott nicht, sondern wir sind für Transparenz! Wir möchten nicht dem Konsumenten weismachen, sein Brot sei billiger, als es tatsächlich ist, sondern er soll wissen, was es tatsächlich kostet. Im übrigen wird ja auch im Bereich der Getreideverwaltung einiges ändern.

Sie kennen alles, was in der Luft liegt und was bereits gemacht worden ist. In der nächsten Zeit ändert Verschiedenes.

*Detailberatung – Discussion par articles*

**Titel und Ingress, Ziff. I, II**

*Antrag der Kommission*

*Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates*

**Titre et préambule, ch. I, II***Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*Für Annahme des Entwurfes 30 Stimmen  
(Einstimmigkeit)**B. Bundesbeschluss über eine Ausgabenbremse****B. Arrêté fédéral instituant un frein aux dépenses**

**Zimmerli Ulrich (V, BE), Berichterstatter:** «Les propositions et amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou aggravation d'une charge publique.» Das ist nicht etwa die französische Fassung eines neuen Überraschungsantrages zur Ausgabenbremse für die heutige Debatte, sondern der schlichte Wortlaut von Artikel 40 der französischen Verfassung aus dem Jahre 1958. Sie sehen, man kann also in der Beschränkung der Entscheidungskompetenzen des Parlamentes noch weiter gehen, als es Bundesrat und Nationalrat bei der Diskussion über die Ausgabenbremse getan haben. Solches Widersprüche aber unserem Verständnis von Checks and balances oder, wenn Sie lieber wollen, der Gewaltenteilung noch mehr als die politisch nicht ganz freiwillige Einführung eines qualifizierten Mehrs für parlamentarische Ausgabenbeschlüsse. Unter dem Begriff «Ausgabenbremse» sind in der Tat Vorschriften zu verstehen, die es den eidgenössischen Räten in bestimmten Fällen erschweren, ausgabenwirksame Beschlüsse zu fassen. Während nach Artikel 88 der Bundesverfassung in National- und Ständerat in der Regel die absolute Mehrheit der Stimmberechtigten entscheidet, setzt die Ausgabenbremse für die Beschlussfassung ein qualifiziertes Mehr voran, nämlich die Mehrheit aller Mitglieder in jedem der beiden Räte. Diese Formel ist, wie der Bundesrat in Ziffer 31 der Botschaft erläutert, gewiss nicht neu. Sie wurde beispielsweise in der zweiten Hälfte der siebziger Jahre praktiziert, allerdings nur mit mässigem Erfolg.

Im Zusammenhang mit den Sanierungsmassnahmen 1992 trat der Ständerat auf eine entsprechende Vorlage bekanntlich nicht ein, weil er eine schwierige Kompetenzverlagerung zugunsten des Bundesrates befürchtete. Zwischenbilanz: Wir tun uns also etwas schwer, wenn wir in diesem Hause über die Ausgabenbremse debattieren.

Jetzt haben wir es mit einer Neuauflage zu tun. Der Bundesrat schlägt eine neue Ausgabenbremse auf Verfassungsstufe vor und lehnt sich dabei an eine in etwa vergleichbare Bestimmung des deutschen Grundgesetzes an. Den seinerzeitigen Bedenken des Ständerates Rechnung tragend, will er indessen nicht an den bundesrätlichen Anträgen Mass nehmen, vielmehr schlägt er vor, die zustimmende Mehrheit aller Ratsmitglieder für drei Kategorien von Hoheitsakten zu verlangen: 1. für einzelne Bestimmungen von Erlassen, d. h. von rechtsetzenden Normen, sowie für Verpflichtungskredite und Zahlungsrahmen, welche neue einmalige oder neue wiederkehrende Ausgaben von einer bestimmten Höhe vorsehen; das ist Buchstabe a von Artikel 88 Absatz 2 der Bundesverfassung; 2. für Zahlungskredite im Voranschlag und seinen Nachtragen, welche die Anträge der Finanzkommissionen übersteigen; das ist Artikel 88 Absatz 2 Buchstabe b; 3. für Beschlüsse, die eine Verminderung bestehender Einnahmen um mehr als 1 Million Franken vorsehen; das ist Artikel 88 Absatz 2 Buchstabe c.

Der Nationalrat konnte sich im Dezember 1993 als Erstrat nur mit der ersten Kategorie von Hoheitsakten, d. h. mit Buchstabe a von Artikel 88 Absatz 2, befrieden, beschloss dann aber, die Beträge zu verdoppeln: die einmaligen und neuen Ausgaben auf 20 Millionen Franken und die neuen wiederkehrenden Ausgaben auf 2 Millionen Franken. Die Buchstaben b und c lehnte er ab, und weiter befristete er diese «gestutzte» Ausgabenbremse auf fünf Jahre.

Die Finanzkommission unseres Rates beschloss nach kurzer Diskussion, aber nicht ohne Bedenken mit 7 zu 2 Stimmen Eintreten auf den Bundesbeschluss über die Ausgabenbremse. Sie betrachtet das Institut mehrheitlich als politisch nötig, um – zusammen mit der Verabschiedung des ganzen Sanierungspakets – den Willen zur Selbstbeschränkung zu dokumentieren und dafür auch rechtliche Hindernisse für die Verabschiedung von ausgabenrelevanten Vorlagen in Kauf zu nehmen, die bei verantwortlichem parlamentarischem Handeln eigentlich entbehrlich sein könnten.

Was die Ausgestaltung der Ausgabenbremse im einzelnen anbelangt, folgte die Kommissionsmehrheit dem Nationalrat, und zwar in allen Teilen, bis auf die Befristung (vgl. Art. 88 Abs. 2 Bst. a der Bundesverfassung und Art. 9 neu der Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung). Hier beschloss sie (mit 9 zu 3 Stimmen), die Ausgabenbremse während zehn Jahren und nicht nur während fünf Jahren wirken zu lassen, weil eine bloß fünfjährige Befristung kaum die erwünschte Wirkung zeitigen würde. Weil die Kommissionsmehrheit aber immerhin grundsätzlich eine Befristung für sachgerecht hielt, konnte sie im Gegenzug auf den Absatz 3 von Artikel 88 über die Modalitäten einer Anpassung der massgebenden Beiträge an die Teuerung verzichten; insoweit besteht also ein Zusammenhang.

Zu reden gab in der Kommission vor allem der Begriff «einzelne Bestimmungen von Gesetzen und allgemeinverbindlichen Bundesbeschlüssen» in Absatz 2 Buchstabe a. Hier geht es in der Tat um die einzelnen Artikel und nicht um den ganzen Erlass. Die Formulierung wurde auf Antrag des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements vom Bundesrat so gewählt, weil er der Auffassung ist, dass es sachlich verfehlt wäre, wenn bei der Schlussabstimmung nach vorausgegangenen Abstimmungen über die fragliche Norm nochmals eine qualifizierte Mehrheit verlangt würde. Die Kommission teilt diese Meinung.

In diesem Zusammenhang ist auf Artikel 43 Absatz 3 Buchstabe a des Geschäftsverkehrsgesetzes hinzuweisen, wonach der Bundesrat in Botschaften und Berichten bereits nach dem heutigen Recht die finanziellen Auswirkungen darzustellen hat. Die neue Bestimmung trüge dem Bundesrat nun auf, in diesem Zusammenhang Ausführungen darüber zu machen, ob aus seiner Sicht einzelne Bestimmungen eines Gesetzentwurfs unter die Ausgabenbremse fallen oder eben nicht. Eine solche Ordnung ist nach Meinung der Kommission durchaus praktikabel.

Herr Coutau stellt Minderheitsanträge, die wie die Anträge der Mehrheit gesamthaft gewürdigt werden müssen. Herr Coutau lehnt sich im wesentlichen an das Konzept des Bundesrates an, mit Ausnahme von Artikel 88 Absatz 2 Buchstabe b und Artikel 88 Absatz 2 Buchstabe c. Herr Coutau wird die Begründung für diese Anträge sogleich selber geben.

Nach Auffassung der Kommissionsmehrheit gehört eine befristete Ausgabenbremse als zeitlich beschränkte Organkompetenz allerdings nicht in den Artikel 88 der Bundesverfassung, sondern in die Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung; hier bietet sich Artikel 9 an, weil diese Bestimmung zurzeit leer ist.

Die bundesrätliche Vorlage und der in diesem Punkt entsprechende Beschluss des Nationalrates enthalten freilich noch ein offensichtliches Versehen. Verfassungsänderungen treten in Kraft, wenn sie von der Mehrheit der an der Abstimmung teilnehmenden Bürgerinnen und Bürger und von der Mehrheit der Kantone angenommen sind; so will es Artikel 123 Absatz 1 der Bundesverfassung. Es ist deshalb nicht Sache des Bundesrates, das Inkrafttreten der Ausgabenbremse zu bestimmen. Der entsprechende Passus in Ziffer II Absatz 2 des Beschlussentwurfs ist deshalb ersatzlos zu streichen.

Nun ist uns gestern, sozusagen in letzter Minute, noch ein Antrag der Staatspolitischen Kommission ausgeteilt worden. Die Staatspolitische Kommission ist offenbar der Meinung, dass auf eine Verfassungsergänzung überhaupt verzichtet werden kann, und zwar zugunsten einer Revision oder Erweiterung des Geschäftsverkehrsgesetzes mit einem neuen Artikel 36 Absatz 1 bis, wonach eine Schlussabstimmung auch für ausgabenwirksame einfache Bundesbeschlüsse nötig sein soll.

Bei diesem Antrag handelt es sich offenbar um das Ergebnis des vom Ratsbüro gestützt auf Artikel 10 Absatz 3 des Ratsreglements angeordneten Mitberichtsverfahren. Dass die Staatspolitische Kommission vom Büro eingeladen wurde, sich zur Frage einer Verfassungsergänzung mit einer Vorschrift über die Ausgabenbremse zu äussern, ist zweifellos legitim. Das Mitberichtsverfahren macht aber wohl nur dann Sinn, wenn die in erster Linie zuständige Kommission, hier eben die Finanzkommission, vor der Behandlung des Geschäfts im Ratsplenum Gelegenheit bekommt, Mitbericht und Anträge in der beigezogenen anderen Kommission zu prüfen und eine eigene Stellungnahme dazu zu erarbeiten. Immerhin müsste ja auch noch das Fraktionsgespräch geführt werden können. Das war hier nicht möglich; ich bedaure das. Ich schliesse daraus, dass das Mitberichtsverfahren gewiss noch verbessерungsfähig ist.

Ich werde mich deshalb zur Alternativlösung für eine Ausgabenbremse, wie sie von der Staatspolitischen Kommission vorgeschlagen wird, nicht im Namen der Finanzkommission, als deren Sprecher zu diesem Geschäft, sondern bloss im eigenen Namen äussern können, und ich bin froh, wenn ich dann das Wort dazu nochmals bekomme.

Bevor ich es tue, möchte ich bitten, dass man Herrn Coutau die Minderheitsanträge begründen lässt und dass dann Herr Kollege Frick den Standpunkt der Staatspolitischen Kommission darstellt.

**Coutau Gilbert (L, GE):** Nous parlons ici, à propos du frein aux dépenses, non pas d'une économie à proprement parler, mais d'une institution qui nous permettrait d'éviter de tomber dans la tentation permanente de tout parlement de faire de la surenchère financière sur les propositions qui lui sont présentées.

C'est une institution qui est connue. M. Zimmerli, que je remercie d'avoir présenté l'avis de la commission, ce qui me permet maintenant de présenter un avis personnel, a parfaitement indiqué que, à deux reprises, notre pays a déjà pratiqué le frein aux dépenses: de 1951 à 1958, et de 1975 à 1979. Je peux dire qu'en tout cas lors de la première opération ce frein aux dépenses a été efficace, au moins à titre préventif.

Je rappellerai aussi, ce qui ne manquera pas d'intéresser tous ceux qui se préoccupent de l'opinion publique, que dans les deux cas cette institution a été soumise au peuple puisqu'il s'agissait de modifier la constitution et que, dans le premier cas, le peuple a accepté par 520 000 «oui» contre 230 000 «non», et dans le deuxième cas, par 1 million contre 300 000, en chiffres ronds. C'est donc une institution connue, efficace – en tout cas partiellement – et c'est une institution qui est approuvée dans son principe par le citoyen. Cela fait déjà largement d'atouts en sa faveur.

Il est vrai que cette institution n'est pas aimée dans le Parlement en général et au Conseil des Etats en particulier. C'est ainsi que notre Chambre a refusé d'entrer en matière sur un nouveau projet de frein aux dépenses qui était lié au programme d'assainissement des finances fédérales débattu en 1992.

Quelles sont les raisons qui vous semblent prépondérantes pour refuser cette institution efficace, connue et appréciée? C'est essentiellement que vous y voyez une autolimitation, une sorte d'autoamputation d'une partie de vos prérogatives. Vous estimez que, dans un système parlementaire, il n'est pas nécessaire que des parlementaires responsables se donnent à eux-mêmes un certain nombre de garde-fous. Vous estimez que cela est contradictoire par rapport à l'image que vous vous faites du parlementaire responsable. C'est un principe tout à fait remarquable que je peux partager dans la théorie, mais malheureusement il faut bien reconnaître que la pratique n'est pas tout à fait identique à cette belle image que vous vous faites du Parlement. En effet, dans la réalité des choses, on s'aperçoit qu'à plusieurs reprises – je ne citerai qu'une année qui est une année particulière, l'année 1991 – le Parlement a pratiqué une surenchère en matière de dépenses absolument extraordinaire. Alors, est-ce que véritablement cette satisfaction que nous pouvons entendre dans vos rangs lorsque vous dites: «Nous sommes assez raisonnables pour ne pas avoir

besoin de garde-fous que nous nous imposerions à nous-mêmes», est-ce que ce raisonnement tient la route par rapport à la réalité? Je réponds non, hélas, et c'est la raison pour laquelle je crois que l'institution même du frein aux dépenses, tel qu'il est proposé à nouveau par le Conseil fédéral dans sa version du programme d'assainissement 1993, doit être, dans son principe, soutenu.

Quels sont les éléments essentiels qui ont été modifiés, d'abord par le Conseil national, ensuite par la commission du Conseil des Etats?

A mes yeux, l'élément fondamental de la modification apportée par les deux Conseils, c'est de transformer cette institution d'une institution permanente, que le Conseil fédéral voudrait mettre en place, en une institution limitée dans le temps. A cet égard, je reconnais que la Commission des finances du Conseil des Etats a été plus conséquente que le Conseil national puisque cette limitation dans le temps l'a poussée à modifier la forme même de l'article constitutionnel, à le sortir de la constitution elle-même, et à placer cette disposition dans les dispositions transitoires de la constitution, ce qui est plus logique. Pour autant que l'on veuille avoir une limitation dans le temps, il est plus raisonnable d'avoir une disposition transitoire plutôt qu'une disposition permanente limitée dans le temps, ce qui est un peu contradictoire.

Mais à mes yeux, si vous voulez absolument limiter cette institution dans le temps, c'est que, finalement, vous voulez diluer le frein aux dépenses. Vous voulez diluer cette possibilité que vous vous donneriez d'être plus sages que certaines tentations ne vous incitent à l'être. Si l'on veut véritablement être efficaces, il est nécessaire de conserver cette institution et de lui donner un caractère permanent. Dans d'autres constitutions, le principe, sous une forme ou sous une autre, d'un frein aux dépenses existe. M. Zimmerli a cité la Constitution française. M. Rüesch pourrait citer la Constitution saint-galloise qui a donné des résultats assez satisfaisants. Je pourrais citer la Constitution genevoise, qui contient une disposition analogue. Je reconnais qu'elle n'a pas été appliquée de façon très rigoureuse, ce qui a incité le peuple, dimanche dernier, à accepter un nouveau système constitutionnel pour établir également un système destiné à enrayer les déficits. Nous serions donc en assez bonne compagnie. Devant le vertige que donnent les déficits de la Confédération et qui sont susceptibles d'être alimentés par la surenchère permanente que certaines majorités se plaisent à réunir sur plusieurs projets, nous nous devons de fixer certaines barrières.

La proposition fondamentale que je vous fais consiste à vous rapprocher de la proposition du Conseil fédéral et de donner à cette institution une valeur permanente. Cela, c'est l'élément fondamental. Pour le reste, il s'agit plus de détails.

J'entre rapidement sur ces quelques détails. Je préconise de me rallier à la solution du Conseil national en ce qui concerne l'alinéa 2 lettre a sur les dispositions, les arrêtés fédéraux de portée générale, les crédits d'engagement et les plafonds de dépenses. Je pense que 20 millions de francs n'est pas trop peu; 20 millions de francs est un bon chiffre. Mais je réintroduis la lettre b, c'est-à-dire les crédits de paiement portés au budget et les suppléments, qui dépassent les propositions, non pas des Commissions des finances – je vais expliquer pourquoi –, mais les propositions du Conseil fédéral.

Vous me direz qu'il est quand même un peu curieux qu'un membre d'un parti non gouvernemental fasse une proposition qui se réfère à des propositions gouvernementales. Quelquefois, on est plus gouvernemental que les partis gouvernementaux, ça peut arriver! Ce n'est pas toujours le cas, j'en conviens, mais ça peut arriver!

Pourquoi est-ce que je vous propose, tout d'abord, de maintenir la référence aux crédits de paiement? Je crois que les crédits de paiement sont précisément un endroit où des surenchères peuvent intervenir, notamment dans les débats budgétaires. C'est la raison pour laquelle il est légitime de les laisser assujettis au frein aux dépenses.

Ensuite, on ne peut pas tellement se référer aux décisions des Commissions des finances pour deux raisons: d'abord, parce qu'il est inusuel et un peu choquant de mentionner dans la Constitution fédérale une commission parlementaire. Je ne

suis pas un constitutionnaliste puriste, mais je pense que la mention d'une commission dans la constitution n'est pas correcte. Mais surtout, cela donnerait, par rapport à toutes les autres commissions que compte le Conseil, une priorité à la Commission des finances. Et cela, tout en étant très fier d'être membre et même vice-président de la Commission des finances à l'heure actuelle, je trouve que ce n'est pas une bonne chose que de donner un poids prépondérant à une commission par rapport aux autres, fût-ce la Commission des finances. C'est la raison pour laquelle, comme il faut bien avoir un critère à partir duquel on juge des dépassements, j'ai estimé que ce critère devait être les propositions contenues dans le projet du Conseil fédéral.

Voilà l'essentiel des propositions que j'avais à vous présenter. Une fois encore, je suis persuadé que ce frein aux dépenses est une institution nécessaire dans l'ensemble de notre conception des finances publiques. Il n'est pas contradictoire par rapport à la jalousie légitime que nous devons avoir des prérogatives parlementaires et s'il veut être efficace, il ne faut pas qu'il soit limité dans le temps. Car s'il est limité dans le temps, on l'a constaté par le passé, notamment après l'échéance du premier arrêté sur le frein aux dépenses en 1958, on risque d'assister immédiatement après à une flamme de surenchère parlementaire. Raison pour laquelle il faut laisser cette institution à titre permanent dans la constitution. Si vous me permettez, Monsieur le Président, de reprendre pour terminer ma casquette de vice-président de la Commission des finances, j'aimerais dire deux mots sur les propositions qui viennent d'être déposées par la Commission des institutions politiques. J'attends, bien entendu, avec intérêt les explications de M. Frick, mais la proposition subsidiaire Zimmerli doit être suivie.

Je vous propose, quelles que soient les explications de M. Frick, que nous renvoyions à la commission cet arrêté B, de façon à ce que nous puissions avoir un examen de détail de l'ensemble de ces propositions. Je ne crois pas qu'il soit possible d'entrer dans le détail des propositions de la Commission des institutions politiques aujourd'hui, dans ce plénum.

Il me semble plus raisonnable de tenir compte de ces propositions et de renvoyer l'ensemble à la Commission des finances.

**Frick Bruno (C, SZ), Berichterstatter:** Die Staatspolitische Kommission ist für Eintreten auf den Bundesbeschluss über eine Ausgabenbremse. Sie beantragt Ihnen aber eine andere Lösung. Diese ist nicht kumulativ, sondern alternativ zu den Anträgen der Finanzkommission. Ich sage das jetzt, damit sich später nicht die Diskussionen vom letzten Montag wiederholen.

Die Staatspolitische Kommission ist zum Mitbericht eingeladen worden. Sie hat bei der Prüfung erkannt, dass die Finanzkommission – wie es deren Aufgabe ist – diese Ausgabenbremse unter finanzpolitischen Gesichtspunkten gewürdigt hat. Die Ausgabenbremse hat aber einen eminenten staatspolitischen Gehalt, und es ist Aufgabe der Staatspolitischen Kommission, eine Gewichtung der staatspolitischen Aspekte vorzunehmen. Wir kommen daher zu einem anderen Schluss. Leider haben es uns der Terminkalender und die kurzfristige Zustellung der Ergebnisse der Finanzkommission nicht erlaubt, vor Beginn der Session zu beraten; deshalb konnten wir unseren Mitbericht nicht direkt der Finanzkommission zukommen lassen. Wir bedauern dies.

Wenn der Vizepräsident der Kommission bereit ist, die Angelegenheit in die Kommission zurückzunehmen, dann kann das eine sehr konstruktive Lösung sein. Ich werde nun aber zuhören des Amtlichen Bulletins und der Kommission – damit sie unsere Argumente kennt – den Standpunkt der Staatspolitischen Kommission in fünf Punkten darlegen:

1. Die Staatspolitische Kommission anerkennt die Hauptziele des Nationalrates und der Finanzkommission, nämlich Begrenzung des Ausgabenwachstums und vor allem im Nationalrat. Hinzu kommt ein entscheidendes Motiv, das psychologischer Natur ist: Die Ausgabenbremse soll Wirkung in der Bevölkerung erzielen und sie vom Sparwillen des Parlamentes effektiv

überzeugen. Das scheint im Nationalrat den Ausschlag für den Entscheid gegeben zu haben. Auch im Votum von Herrn Rüesch kam dieses Hauptargument klar hervor.

2. Es stellt sich die Frage nach der Wirkung. Erzielt die Ausgabenbremse wirklich die Wirkung, die man ihr zuschreibt? In psychologischer Hinsicht tut sie dies ganz ohne Zweifel. In materieller Hinsicht aber haben wir doch Bedenken. Die Ausgabenbremse wurde zweimal in Zeiten hoher Defizite befristet eingeführt. In solchen Zeiten aber werden nur beschränkt neue Ausgaben beschlossen. Wo das Defizit gross ist, ist auch der Sparwillen vorhanden. In Zeiten einer guten Finanzlage aber ist das Parlament immer grosszügig – auch mit absoluter Mehrheit. Dann aber sind diese befristeten Ausgabenbremsen wieder ausser Kraft. Auch die heutigen Defizite sind der Fluch der fetten achtziger Jahre, nicht der letzten beiden mageren Jahre.

Darum ist die Ausgabenbremse in erster Linie ein Mittel, um das Parlament hinsichtlich der Präsenz zu disziplinieren. Es zwingt vor allem den Nationalrat, anwesend zu sein, ohne aber effektiv eine Sparwirkung – jedenfalls keine grosse – zu erzielen.

Wenn wir das Ausgabenwachstum beschränken wollen, dann muss das über lange Zeit erfolgen. Die Mittel, die uns die Finanzkommission in der letzte Session überwiesenen Motion vorgeschlagen hat, sind viel wirksamer: Das Ausgabenwachstum soll generell nicht höher ansteigen als das Wachstum des Volkseinkommens. Dieses neue Mittel ist wirksamer. Die Ausgabenbremse, wie sie uns vorliegt, ist ein Evergreen aus den sechziger und siebziger Jahren. Aber nicht jede alte Platte, die neu aufgelegt wird, wird wieder ein Hit. Alles zu seiner Zeit!

3. Die Staatspolitische Kommission hat auch staatspolitische Bedenken. Zugegeben, die neugestaltete Ausgabenbremse ist weit besser gegliedert als die Vorlage, über die wir 1992 zu befinden hatten und welche eine Kompetenzverlagerung vom Parlament zum Bundesrat vorsah. Heute ist die Höhe der Ausgaben Anknüpfungspunkt.

Die Ausgabenbremse hat aber dennoch Mängel, die wir der Finanzkommission zu bedenken geben möchten. Eine neue Ausgabe ist nur noch dann durchsetzbar, wenn eine grosse Mehrheit dahintersteht. Der Föderalismus will aber gerade auch Rücksicht auf Minderheiten, will Rücksicht auf Randgebiete. Das ist auch unser Verständnis von Demokratie. Insbesondere ist es Aufgabe des Ständerates, auch die Randgebiete und Minderheiten zu beachten. Kleine Gruppierungen und kleine Kantone gewinnen oft eine Mehrheit in der Abstimmung, vielfach aber nicht die absolute Mehrheit des Rates. Wir wollen doch einen qualitativen Föderalismus, nicht einen bloss quantitativen nach Abstimmungsquoren! Darum stärkt die Ausgabenbremse, wie sie die Finanzkommission beantragt, die Grossen mit den satten Mehrheiten; sie schwächt aber die Randgebiete und die Kleinen.

Zudem wird neu die Absenz als Prinzip in die Politik eingeführt. Nicht mehr die Mehrheiten entscheiden, sondern vielfach eine abwesende Minderheit, welche die Stimme nicht abgibt. Diese abwesende Minderheit bestimmt den Gang der Dinge. Bisher galt «les absents ont toujours tort», nun gilt «les présents ont tort, les absents décident». Das kann nicht der Sinn der Ausgabenbremse sein!

Im weiteren ist die Ausgabenbremse auf die Einführung neuer Ausgaben und die Verminderung bestehender Einnahmen beschränkt. Sie wirkt aber dort nicht, wo sie heute am meisten wirken müsste: Sie bringt keinen Beitrag, um die Bundesfinanzen zu sanieren. Dort kann sie überhaupt nichts bringen.

Schliesslich ist in staatspolitischer Hinsicht zu bedenken, dass es sachlich kaum gerechtfertigt ist, für untergeordnete Ausgaben von 2 Millionen – wiederkehrend pro Jahr – ein qualifiziertes Mehr zu verlangen, hingegen für wichtigste Gesetze in anderen Bereichen nur eine relative Mehrheit. Ich nenne Ihnen ein Beispiel: die Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, über die wir nächste Woche zu beraten haben und die der Nationalrat heute berät. Über die finanzielle Seite, wo der Bund einen Beitrag leisten muss, entscheidet – auch wenn es um relativ kleine Beträge von 2 Millionen Franken pro Jahr geht – das absolute Mehr. Aber über die grossen Eingriffe in die persönliche Freiheit – und diese Eingriffe sind als wesentlich be-

deutender zu werten als eine blosse Mehrausgabe von 2 Millionen Franken pro Jahr – entscheidet eine relative Mehrheit. Das ist eine unglückliche Rechtsgüterabwägung, die überdacht werden muss. Unsere politischen Grundwerte sind nicht blos finanzorientiert.

4. Die Staatspolitische Kommission hat grösste Zweifel an der Praktikabilität. Jede Einzelbestimmung, nicht nur das ganze Gesetz, braucht das qualifizierte Mehr der absoluten Mehrheit des Rates. Insbesondere ist diese Ausgabenbremse auch nicht mit den Vorläufern der sechziger und siebziger Jahre zu vergleichen.

Da stellen sich doch Fragen: Wie kann die Ausgabenwirksamkeit einzelner Gesetzesbestimmungen überhaupt festgestellt werden? Das Gesetz nennt die Beträge nicht einzeln, sondern allenfalls Beitragssätze, vielfach nur den Grundsatz einer Ausgabe.

Machen wir nun zuerst eine Abstimmung mit einfachem Mehr darüber, ob die Ausgabenhöhe erreicht wird, die das qualifizierte Mehr braucht oder nicht? Was passiert, wenn der Ständerat diese Ausgabenhöhe als tiefer erachtet, der Nationalrat aber ein qualifiziertes Mehr verlangt? Wie erfolgt hier die Differenzbereinigung? Das sind offene Fragen, die in der Praxis sehr schwierig zu handhaben sind.

Dann aber scheint in vielen Fällen vor allem eine kohärente Gesetzgebung gefährdet. Was machen wir, wenn wir ein Gesetz an sich gutheissen, aber die Ausgaben nicht, weil sie am absoluten Mehr scheitern? Die Gesetzgebung muss als Ganzes kohärent sein, es sind nicht blos einzelne Artikel zu betrachten. Treten dann nur die grundsätzlichen Bestimmungen in Kraft und die finanziellen nicht?

Ich möchte wiederum das Beispiel der Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht nennen. Wir haben gestern das Papier des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes erhalten, wonach der Bund nun die Notwendigkeit anerkennt, die Kantone finanziell zu unterstützen. Was aber passiert, wenn wir die Zwangsmassnahmen befürworten, die Ausgabenseite aber lediglich am absoluten Mehr scheitert?

Sachlich gesehen ist das Gesetz ohne Bundesunterstützung an die Kantone – weil es sehr schnell gehen muss – gar nicht vollziehbar. Wir können in solchen Fragen nicht den Grundsatz eines Gesetzes von einzelnen Ausgabenpunkten trennen. Das ist zu bedenken.

5. Zum letzten Punkt, zum Antrag der Staatspolitischen Kommission: Ich erläutere ihn nur summarisch, weil die Finanzkommission bereit ist, die Sache nochmals zu überdenken. Die Staatspolitische Kommission war bemüht, in dieser heiklen Frage einen gangbaren Weg zu finden.

Die psychologischen Aspekte für die Öffentlichkeit sind unseres Erachtens beachtet, indem wir klar sagen: Alle Ausgabenbeschlüsse bedürfen der Schlussabstimmung in den Räten. Wir geben auch der Öffentlichkeit kund, dass wir eine Ausgabenbremse wollen. Und sie wirkt auch so. Ich werde das kurz darlegen.

Nach unserem Antrag werden alle Ausgabenbeschlüsse neu der Schlussabstimmung unterstellt, womit wir die Ziele des Nationalrates und der Finanzkommission erreichen: Erstens beschränken wir damit das Ausgabenwachstum und schützen die Räte vor übereilten Ausgabenbeschlüssen. Das waren die Hauptargumente. Beschlüsse, die im Nationalrat mit 50 zu 10 Stimmen gefasst wurden, sollen nochmals überdacht werden können. Die Ziele, die wir setzen, erreicht der Antrag der Staatspolitischen Kommission an sich zu fast 100 Prozent, weil in den Schlussabstimmungen immer eine grosse Präsenz gegeben ist und weil zumeist auch mit absolutem Mehr abgestimmt werden kann. Damit bestehen Möglichkeiten zur Korrektur von übereilten Entschlüssen. Zudem müssen wir die Bundesverfassung nicht ändern, und die Bremse ist zeitlich unbefristet – das ist besser als nur in den Zeiten einer schlechten Finanzlage –, so, wie es auch Herr Coutau auf andere Art angeregt hat.

Gesamthaft ist zu sagen, dass die Beschränkung des Ausgabenwachstums gemäss der Motion der Finanzkommission zusammen mit unserem Antrag unseres Erachtens effizienter ist als die blosse Regelung mit einem Abstimmungsquorum, wie es die Finanzkommission beantragt.

**Zimmerli Ulrich** (V, BE), Berichterstatter: Herr Frick, Sie haben vorhin einen bemerkenswerten Satz geprägt. Sie haben gesagt, Sie möchten nicht, dass die Absenz in die Politik eingeführt werde. Das möchte ich auch nicht; insofern sind wir uns durchaus einig. Aber im übrigen ist aus Ihrem Votum schon eine fundamental andere Auffassung über das Wesen der Ausgabenbremse zum Ausdruck gekommen.

Wir haben in der Tat vor dem Hintergrund des Rückweisungsantrages des Vizepräsidenten der Finanzkommission zu debattieren. Ich möchte das in meinem angekündigten zweiten Votum auch tun.

Es kann gewiss nicht der Sinn der heutigen Veranstaltung im Ratsplenum sein, eine Art Maxikommissionssitzung über mögliche Alternativen zur Ausgabenbremse nach Art des Bundesrates, des Nationalrates und der Finanzkommission durchzuführen. Wenn aber der Rat die Idee der Staatspolitischen Kommission für prüfenswert halten sollte, dann böte sich auch in meinen Augen eine Rückweisung des Beschlussentwurfes B an die Finanzkommission an, damit diese mit der nötigen Sorgfalt und in der gebotenen Breite prüfen könnte, ob der von der Staatspolitischen Kommission vorgezeichnete Weg tatsächlich gangbar bzw. einfacher wäre als das bundesrätliche Konzept.

Wenn Sie also Rückweisung beschliessen, würde ich davon ausgehen, dass das ohne jedes Präjudiz passiert, sondern nur mit dem Hinweis darauf, dass das Ganze nochmals im Lichte der Ausführungen von Herrn Frick geprüft werden muss. Ich persönlich habe erhebliche Zweifel, ob das die bessere Variante ist. Es scheint mir auch politisch nicht unbedenklich zu sein, jedwelchen ausgabenwirksamen Beschluss nach Kenntnisnahme der Reaktion der Medien und der Öffentlichkeit sozusagen noch in einer Schlussrunde in einem Gesamtpaket zur Abstimmung zu bringen. Bitte nehmen Sie es mir nicht übel, aber ich fühle mich in diesem Zusammenhang an Artikel 226c des Obligationenrechts über die Verzichtserklärung bei Abzahlungsverträgen erinnert. Nach dieser Bestimmung kann man ja nach 5 Tagen noch den Verzicht erklären, wenn man es sich anders überlegt hat.

Für mich ist die Ausgabenbremse etwas anderes. Mir will scheinen, dass der sorgfältigen Vorbereitung eines Ausgabenbeschlusses – des ersten – kein Dienst erwiesen wird, wenn wir so vorgehen, wie es die Staatspolitische Kommission beantragt. Es kommen noch ein paar weitere Fragen hinzu, die wir prüfen müssen:

1. Ist es wirklich sinnvoll, die Schlussabstimmungen nochmals zum Schauplatz von Abrechnungen über ausgabenrelevante Beschlüsse ausserhalb des eigentlichen Rechtssetzungsverfahrens zu machen?

2. Ist es sachgerecht, für solche Schlussabstimmungen dann kein qualifiziertes Mehr vorzusehen? Auch das muss man prüfen. Natürlich ist die Präsenz bei uns bei den Schlussabstimmungen immer relativ hoch. Aber vielleicht wäre das Abstimmungsverhalten oder die Absenz in einer anderen Dimension zu sehen, als wir uns das heute vorstellen.

3. Warum übernimmt man nicht wenigstens die Massgrössen aus dem bisherigen Konzept des Bundesrates, der Finanzkommission des Ständerates oder des Nationalrates – 2 Millionen bzw. 20 Millionen Franken –, damit man nicht für jede geringfügige Mehrausgabe nochmals die Hürde der Schlussabstimmungen nehmen muss?

Sie sehen, es gibt schon noch ein paar Fragen, die wir gründlich ausleuchten sollten. Nach vorläufiger Prüfung kann ich mich nur mässig für das alternative Konzept begeistern. Wir haben aber einen Mitbericht der Staatspolitischen Kommission, und in diesem Hause pflegen wir einen gewissen Stil im Umgang mit Anträgen von Kollegen, insbesondere mit Anträgen von Kommissionen. Von daher gesehen schiene es mir richtig, wenn wir das Geschäft an die Finanzkommission zurückgeben, aber, wie gesagt, ohne jedes Präjudiz, ohne dass heute ein Entscheid in die eine oder andere Richtung getroffen wird. Wenn das Ihre Meinung sein sollte, würde ich mich der Rückweisung energisch widersetzen.

**Büttiker Rolf** (R, SO): Ich habe die Diskussion in der Staatspolitischen Kommission und in der Finanzkommission erlebt.

Ich habe Mühe mit diesem Rückweisungsantrag, besonders nach der Begründung von Herrn Frick. Wir dürfen einige Dinge, die Herr Frick gesagt hat, nicht einfach im Raum stehenlassen, vor allem im heutigen Zeitpunkt nicht.

1. Eine Ausgabenbremse hat für mich mit Selbstkritik zu tun. Wir alle wissen: Das Parlament ist mit, wenn nicht sogar hauptverantwortlich für den desolaten Zustand der Bundesfinanzen. Wenn wir zur Hauptquelle des Bundesfinanzübers kommen wollen, müssen wir gegen den eigenen Parlamentsstrom schwimmen. Das Parlament ist aufgerufen, hier und heute in eigener Sache ein Zeichen zu setzen. Deshalb muss die Hürde der Mehrheit aller Ratsmitglieder unbedingt beibehalten werden. Herr Zimmerli hat darauf hingewiesen, dass eine Schlussabstimmung über alles und jedes in dieser Angelegenheit nichts bringt.

2. Wir dürfen heute nicht so tun, als hätten wir diese Ausgabenbremse nie gehabt. Das Schweizer Volk hat ihr in vergleichbaren Situationen in den fünfziger und siebziger Jahren zweimal massiv – im Verhältnis von 2 zu 1 bzw. 3 zu 1 – zugestimmt. Ich gehe davon aus, dass es auch heute einen klaren Volkswillen gibt, der ein solches Selbstdisziplinierungsinstrument des Parlaments in Finanzangelegenheiten wünscht.

Was mich am Rückweisungsantrag vor allem stört: Wir haben diese Ausgabenbremse bereits einmal in diesem Rat «gebodigt», wir dürfen keine falschen Signale setzen. Wir säen Misstrauen, lassen Zweifel an unserem Sparwillen aufkommen, wenn wir nun die Ausgabenbremse «killen» oder verwässern. Auch in der Staatspolitischen Kommission gab es eine Minderheit, die fand, dass das eine Verwässerung sei. Das Parlament hätte genug Zeit gehabt – ohne Selbstbeschränkung –, die Finanzen ins Lot zu bringen. Die Zeit ist aber abgelaufen. Wir haben in der Eintretensdebatte gehört, dass wir die Chancen und das Vertrauen teilweise verspielt haben. Wir brauchen in Finanzangelegenheiten ein selbstgebasteltes Laufgitter; man kann es nicht anders sagen.

Ich komme zur staatspolitischen Dimension: Die neue Variante der Mehrheit der Finanzkommission bremst sozusagen die alten staatspolitischen Bedenken der Gewaltenteilung aus. Die letzte, vom Ständerat «gebodigte» Vorlage hatte vor allem den grossen Nachteil, dass die Anträge des Bundesrates die alles entscheidende Ausgangsgröße waren. Die neugestaltete Ausgabenbremse ist nun in bezug auf die Gewaltenteilung astrein, weil nur noch ein qualifiziertes Mehr verlangt wird, wenn ein bestimmtes Ausgabenwachstum überschritten wird. Wir müssen handeln und verhindern. In der Finanzpolitik müssen wir Realpolitik machen und aufpassen, dass wir nicht in staatspolitischer Schönheit sterben.

3. Ich bin der Meinung, dass ein Verfassungsauftrag mit einer Verfassungsbestimmung gelöst werden muss; darum taugt der Antrag der Staatspolitischen Kommission nichts. Gemäss Bundesverfassung haben wir den Auftrag, die Bundesfinanzen unter Einbezug von wirtschaftlichen Gesichtspunkten ausgeglichen zu gestalten. Deshalb ist es konsequent, wenn in dieser zentralen Verfassungsfrage ein qualifiziertes Mehr verlangt wird, das durch das Volk beschlossen und in der Verfassung, in den Übergangsbestimmungen, verankert wird.

4. Die Ausgabenbremse ist finanzpolitisch notwendig. Wenn wir die letzten vier Jahre in bezug auf die jetzt vorgeschlagene Ausgabenbremse analysieren, zeigt sich folgendes Bild: Etwa 100 Beschlüsse wären unter die Guillotine der Ausgabenbremse gefallen. In 37 Fällen – etwas mehr als einem Drittel – wäre die Guillotine des qualifizierten Mehrs niedergegangen. Man hätte das qualifizierte Mehr nicht erreicht, und der Beschluss wäre nicht durchgekommen. Diese Auslegerordnung beweist, dass die Ausgabenbremse doch eine Wirkung haben kann.

Fazit: Stimmen wir heute der befristeten Ausgabenbremse zu! Nehmen wir heute als Parlament dieses Selbstdisziplinierungsinstrument in Kauf, bevor uns übermorgen das Volk endgültig einen Beistand, wenn nicht einen Vormund gibt. Wir sollten die Sache durchziehen. Das ist kein Akt der Unhöflichkeit. Wenn man den Antrag der Staatspolitischen Kommission noch aufnehmen will, kann man das im Nationalrat ohne weiteres tun. Aber der Ständerat ist jetzt gefordert, und es muss in

dieser Beziehung ein Zeichen gesetzt werden, sonst werden wir ausserhalb dieses Hauses unglaublich.

**Rhinow René (R, BL):** Ich möchte Sie bitten, den Antrag Coutau auf Rückweisung der Vorlage an die Kommission zu unterstützen, und zwar in der Meinung, wie sie auch Herr Zimmerli vertreten hat, so dass unvoreingenommen gewisse Aspekte noch einmal überprüft werden können.

Ich stimme einer Ausgabenbremse zu, ich möchte das hier ausdrücklich festhalten, denn wir brauchen sie heute. Aber ich bitte Sie, die konkrete Ausgestaltung dieser Ausgabenbremse deswegen trotzdem kritisch zu überprüfen. Wir – gerade wir im Ständerat – dürfen doch nicht etwas gutheissen, wenn echte Bedenken, vor allem in bezug auf die Praktikabilität einer Vorlage, bestehen. Wir dürfen doch in unserem Rat nicht so weit kommen, einfach ja zu etwas zu sagen, nur weil ein Zeichen gesetzt werden soll oder weil man jetzt nicht mehr nein sagen kann. Das Zeichen soll gesetzt werden, indem wir eintreten und klar sagen, dass wir eine Ausgabenbremse brauchen. Ein Nein wäre verheerend, da stimme ich Herrn Büttiker zu. Aber die Prüfung von Vorlagen, die nicht über alle Zweifel erhaben sind, gehört zur edlen Pflicht unseres Rates. Ich möchte Sie deshalb dringend bitten, in diesem Sinne den Antrag auf Rückweisung gutzuheissen.

Ich möchte nicht auf staatspolitische Höhenflüge eingehen, sondern einige praktische Beispiele hervorheben, die mir nicht geklärt erscheinen. Vor allem der Passus der Vorlage, dass einzelne Bestimmungen in Bundesgesetzen und allgemeinverbindlichen Bundesbeschlüssen dem absoluten Mehr unterliegen, wenn sie neue Ausgaben in einer bestimmten Höhe vorsehen, bedarf der Präzisierung.

Was heisst beispielsweise «vorsehen»? Ist hier eine ziffernmässige Verankerung in den einzelnen Gesetzesbestimmungen gemeint? Dann aber würde selten ein Anwendungsfall des absoluten Mehrs vorliegen. Bei dieser Bedeutung wäre allerdings die praktische Anwendung wenn auch selten, so doch problemlos. Sind hier jedoch Ausgaben gemeint, die als Folge von Gesetzesbestimmungen auftreten – worauf der französische Text hinweisen würde –, dann sind doch Zweifel und Unklarheiten vorprogrammiert. Ich könnte Ihnen eine Reihe von Gesetzesbestimmungen vorlesen, bei denen wir dann nicht wissen, ob das nun Ausgaben von mehr als 20 Millionen Franken sind oder nicht.

1. Herr Frick hat das Ausländerrecht erwähnt; ich lese Ihnen als Beispiel den Passus vor, der vom Bundesrat neu vorgeschlagen wird: «Der Bund kann den Bau und die Einrichtung kantonaler Haftanstalten .... ganz oder teilweise finanzieren.» Was machen wir jetzt mit diesem Passus? Müssen wir jetzt bereits über mögliche Ausgabenfolgen diskutieren, über einmalige oder wiederkehrende, oder fällt dieser Passus nicht darunter, obwohl wir alle wissen, dass hier solche Hilfeleistungen folgen werden, weil der Druck der Kantone sehr gross ist? Also, was heisst «vorsehen»? Für mich ist das nicht klar.

2. Neue Ausgaben: Die Kantone wissen einigermassen, wie die Unterscheidung von neuen und gebundenen Ausgaben zu handhaben ist, und zwar anhand des kantonalen Finanzreferendums. Aber dort stellt sich die Problematik auf andere Weise, weil es dort um klar bezifferte Ausgabengrössen geht. Die Gesetze als solche unterstehen ja schon dem Referendum. Wenn wir also hier einzelne Gesetzesbestimmungen auch mit diesem Erfordernis der Neuheit versehen, kommen wir in Teufels Küche.

3. Herr Frick hat es erwähnt: Wie wollen Sie die Ausgabenfolgen einzelnen Bestimmungen zuweisen? Oft sind doch die Ausgaben Folge eines Gesetzes als ganzem oder eines Abschnittes. Konkrete Zuweisungen dürften in aller Regel sehr schwierig sein.

4. Was geschieht, wenn wir uns über die Höhe der Kostenfolge nicht einig sind, also darüber, ob die 20 Millionen Franken erreicht oder nicht erreicht sind? Wer entscheidet das? Ich glaube, es können nur die Räte selbst sein, die darüber entscheiden. Und wie entscheiden die Räte? Mit einfacher Mehr! Ja, ist denn die Meinung dieser Vorlage, dass wir jeweils mit einfacher Mehr zuerst entscheiden, ob das absolute Mehr Platz greift? Ist das praktikabel und im Sinne der «Erfinder»?

5. Was geschieht, wenn sich die Räte nicht einigen können? Es mag sein, dass der Ständerat sagt: «Nein, wir akzeptieren die Schätzung dieser Höhe nicht; wir prognostizieren diese Höhe nicht gleich wie der Nationalrat. Für uns gilt das einfache Mehr, während für den Nationalrat das absolute Mehr Anwendung findet.» Gilt dann für beide Räte das einfache Mehr, oder müssen wir für diese Fälle eine neue Differenzbereinigungsregel erfinden?

Ich meine, dass wir in der Kommission nochmals darüber diskutieren sollten. Wenn diese Bedenken ausgeräumt werden können, stimme ich sehr gerne auch einer solchen Bestimmung zu. Aber wir können uns nicht um diese Prüfung drücken.

**Schmid Carlo (C, AI):** Ich bin der Auffassung, dass wir keine Rückweisungsübung veranstalten, sondern den Anträgen der Finanzkommission folgen sollten.

Ich bin aus folgenden Gründen zu dieser Auffassung gekommen: Es mag durchaus sein, dass die vorliegende Vorlage die eine oder andere technische Frage aufwirft. Zwei Bemerkungen dazu: Es scheint mir nicht gerade sehr ökonomisch und zielführend zu sein, im Plenum auf diese Probleme aufmerksam zu machen, aber keine eigenen Lösungen anzubieten. Ich hätte von Herrn Rhinow eher gewünscht, dass er die aufgezeigten Probleme aufgrund seiner Erfahrung, seines Könnens und Wissens mit entsprechenden Abänderungsanträgen versehen und uns das unterbreitet hätte.

Sehr viele Probleme, die Herr Rhinow aufgezeigt und die auch Herr Frick vorgebracht hat, sind natürlich in dieser überspitzten Art und Weise akademisch, in einem Seminar, durchaus abhandelbar. In der Regel gibt es Faustregeln, die man anwenden kann. Wenn Sie Zweifel hätten, ob eine bestimmte Bestimmung unter die Ausgabenbremse fällt oder nicht, würde ich sagen – angesichts der Finanzsituation des Bundes, die desolat ist –: im Zweifel für die Ausgabenbremse. Alles andere ist Unfug. Die Beantwortung der Frage, ob eine Ausgabe neu ist, dürfen wir durchaus dem Bundesrat – in der Botschaft – überlassen, wenn wir es nicht selbst merken.

Ein klassisches Problem, das wir als Regierungsräte haben und womit wir täglich konfrontiert sind, ist das Problem der Konsequenzen einzelner Gesetzesbestimmungen des Bundes, wenn kein Geld vorhanden ist. Wenn Sie wie bei den Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht kommen und fragen, ob denn das Gesetz gelte, wenn man zwar den materiellen Teil akzeptiert, aber die Konsequenzen bei den Finanzen nicht zieht, muss ich Ihnen sagen: Sie gehen häufig so vor. Sie geben uns in den Kantonen am Laufmeter solche Vollzugsaufgaben, ohne dass Sie für die Finanzierung dieser Aufgaben sorgen. Im Prinzip ist es Sache der Kantone, jene Aufträge zu vollziehen, welche ihnen der Bund gibt. Hier sehe ich keine unüberwindlichen Probleme. Bei gutem Willen – der gute Wille von uns allen wird vorausgesetzt, wenn wir den Bund aus diesem Finanzdesaster herausführen wollen – lassen sich diese technischen Probleme tatsächlich lösen.

Damit komme ich zu den Bedenken, welche Herr Frick namentlich in staatspolitischer Hinsicht geäussert hat. Es sind deren vier:

1. Bei der Frage des Standings der Gewalten kann ich mich kurz fassen und auf das verweisen, was Herr Büttiker gesagt hat. Im Grunde genommen ist dieses Problem erledigt. Es geht nicht mehr um die Frage: Hat der Bundesrat von Verfassung wegen eine Vorrangstellung oder nicht? Hier haben wir eine materielle Verfassungsbestimmung, die sagt, wenn dieser oder jener Betrag erreicht ist, braucht es das qualifizierte Mehr.

2. Zum föderalistischen oder dem Problem der Randregionen: Herr Frick, ich komme aus dem ärmsten und kleinsten Kanton, einem extremen Randkanton, aber ich kann Ihnen eines bestätigen: Wenn ich die Auffassung habe, von irgend jemandem gut betreut zu sein, dann vom Bund – und nicht so sehr von den übrigen kantonalen Veranstaltungen intermediärer Stufe. Es ist im grossen und ganzen der Bund, der für die Kleinen, die Randregionen effektiv eintritt. Ich muss Ihnen sagen, eine Minderheit, die keine Mehrheit findet, ist natürlich eine geschlagene Minderheit. Aber gerade der vorletzte Sonn-

tag hat gezeigt, was Minderheiten können. Der Kanton Uri hat doch diese Abstimmung gewonnen, und zwar deswegen, weil er auf seine Probleme hervorragend hinweisen konnte. Ich glaube nicht, dass wir in einem Fahrwasser sind, das in die entgegengesetzte Richtung geht. Als einer, der in einem kleinen, armen Kanton Verantwortung trägt, sehe ich im Bund nach wie vor einen Unterstützer und nicht einen Feind, auch in den Räten nicht. Ich habe deshalb keine Bedenken, diese Ausgabenbremse zu akzeptieren.

3. «Absenz als Prinzip»: Vielleicht habe ich eine andere Seelenlage als andere. Ich komme aus einem Landsgemeindekanton. Ich glaube nicht, dass wir in unseren Räten hier tatsächlich mit diesem Prinzip politisieren. Wenn jemand gegen eine neue Ausgabe ist, wird er den Mut haben, hier zu sitzen und das mit Handerheben zu bezeugen. Ich glaube nicht, dass das Café Valloton bei diesen Veranstaltungen voller sein wird als sonst. Von daher ist «Absenz als Prinzip» vielleicht eine Argumentationslinie, die etwas mehr unterstellt, als die Räte zu Recht verdienen.

4. Ein wesentlicher Einwand, Herr Frick, der tatsächlich für mich eine Knacknuss war, ist ziemlich theoretischer, aber grundsätzlicher Art. Sie haben das Beispiel bei den Zwangsmassnahmen gebracht. Ich gebe Ihnen grundsätzlich recht: Eingriffe in die persönliche Freiheit sind unter staatspolitischen Gesichtspunkten bedeutend gravierender als das Überschreiten von bestimmten Finanzgegebenheiten und Finanzrahmen. Darauf machen Sie mit einem gewissen Recht aufmerksam; wenn wir die persönliche Freiheit via Gesetz einschränken, brauchte es nur eine einfache Mehrheit, und wenn wir einen bestimmten, noch so kleinen Finanzrahmen überschritten, brauchte es eine qualifizierte Mehrheit. Das stimmt nicht ganz. Da gebe ich Ihnen theoretisch recht. Aber ich glaube, das ist kein Grund, diesen Verfassungsartikel nicht anzunehmen, denn was wir tun, ist eine Therapie. Wir können feststellen, dass wir im Rechtsstaatlichkeitsniveau nicht krank sind, dass wir im Bereich der Eingriffe in die Persönlichkeitsrechte, allgemein in der Beachtung der Menschenrechte und der Grundrechte, nicht krank sind. Hier brauchen wir keine Massnahmen. Das sind Veranstaltungen, die wir auf dem Weg des Courant normal durchaus laufen lassen können.

Aber wir sind im finanziellen Bereich krank. Dort braucht es eine bestimmte Massnahme. Es ist nicht eine Frage der Gewichtung, sondern eine Frage der Notwendigkeit, ob wir uns Selbstbeschränkungen auferlegen müssen oder nicht. Wenn wir ein despotisches Parlament wären, das jeden zweiten Tag Freiheitsbeschränkungen einführt, die vor dem Recht bei vernünftiger Betrachtung nicht standhalten, dann müssten wir im Rahmen solcher Diskussionen auch bei den Rechtseinschränkungen eine qualifizierte Mehrheit einführen. Da sind wir keinen Vorwürfen ausgesetzt, aber im finanziellen Bereich sind wir es.

Wir müssen mit dieser Massnahme nicht nur dem Volk, sondern auch uns selbst sagen, dass wir zu sparen haben. Das sagen wir mit einem Verfassungsartikel, sei es nun in Artikel 88 oder in der Übergangsbestimmung (Art. 9), eindeutiger, zielbewusster und klarer als mit einer Revision von Artikel 36 Absatz 1bis des Geschäftsverkehrsgesetzes.

Ich beantrage Ihnen, dem Beschluss B gemäss Antrag der Mehrheit zuzustimmen und den Rückweisungsantrag abzulehnen.

**Weber Monika (U, ZH):** Die Zögerer hier im Rat sind unüberhörbar, und ich stimme Herrn Schmid Carlo zu: Es liegt am guten Willen. Ich denke, dass wir genau wissen, was wir wollen; und für diejenigen, die nichts wollen, ist es auch klar. Deshalb brauchen wir keine Rückweisung.

Ich bin für den Minderheitsantrag Coutau, d. h. Entwurf Bundesrat plus Beschluss Nationalrat plus Änderung gemäss Antrag der Minderheit Coutau. Ich bin aber nicht für Rückweisung.

Leider ist es so, dass wir eine Selbstdisziplinierung brauchen. Was wir in den Jahren 1989 und 1990 hier im Parlament gemacht haben, ist wirklich bedenklich. Wir haben die Kredite jeweils um Hunderte von Millionen Franken aufgestockt, und das aus der Hüfte heraus geschossen. Deshalb möchte ich

einmal mehr die Bibel zitieren und sagen: «Wir sind allzumal Sünder.» In der Einsicht, dass wir allzumal Sünder sind, sollten wir die Vernunft haben, uns selber mit dieser Ausgabenbremse zu disziplinieren.

Ich denke, dass der Antrag der Minderheit Coutau der konsequenterste ist, und deshalb werde ich diesem Antrag folgen.

**Frick** Bruno (C, SZ), Berichterstatter: Die letzten drei Voten veranlassen mich, noch kurz fünf Punkte anzuführen:

1. Herr Schmid Carlo wirft uns vor, wir würden Probleme aufwerfen, aber keine Lösung präsentieren. Sie irren sich. Unsere Kommission präsentiert ja die Lösung. Sie liegt vor Ihnen: Unser Gegenvorschlag mit einem anderen Konzept. Es ist unsere Absicht, genau die Ziele zu verwirklichen, die der Nationalrat und unsere Finanzkommission verfolgen: erstens den Schutz vor überreichten Beschlüssen, zweitens die Begrenzung des Ausgabenwachstums. Wie erreichen wir diese Ziele? Wir fassen keine überreichten Beschlüsse, indem alle Ausgabenbeschlüsse auch die Schlussabstimmung passieren müssen; dort gilt faktisch fast immer das absolute Mehr. Weiter verweise ich erneut auf die überwiesene Motion der Finanzkommission.

2. Die Frage der Wirksamkeit: Der Beschluss hat – durch den Antrag der Mehrheit der Finanzkommission, ihn zeitlich zu beschränken – keine grosse Wirkung. Mit unserem Antrag (zeitlich unbeschränkt) erzielen wir eine dauernde Wirkung.

Frau Weber Monika, Sie überschätzen meines Erachtens die Wirksamkeit enorm. Sie führen eine Änderung des Abstimmungsmechanismus, aber keine generelle Begrenzung des Ausgabenwachstums ein. Ein Parlament wird in guten Jahren trotzdem übermarchen. Wir brauchen eine Bestimmung – wie sie die Finanzkommission gebracht hat –, welche verlangt, dass das Wachstum an das Sozialprodukt zu knüpfen ist.

3. Ich habe die Rüge von Herrn Schmid wohl gehört, wir würden lediglich akademische Probleme wälzen. Das Schweizervolk hat in den siebziger Jahren «mit Hurra» einer Ausgabenbremse zugestimmt, die im wesentlichen die gleichen Züge hatte wie die Lösung der Finanzkommission. Man hat dann die Notwendigkeit von Ausführungsbestimmungen erkannt, doch diese haben nie gegriffen. Die ganze «Bremse» war ein Schuss ins Leere. Es sind keine akademischen Probleme, es sind sehr praktische Probleme, die sich im Vollzug ergeben.

4. Eine «schnelle» Lösung, meine ich, genügt nicht. Es braucht eine überdachte Lösung. Kollege Zimmerli als Sprecher der Finanzkommission konnte zu unseren staatspolitischen Einwendungen noch nicht Stellung nehmen. Sie sind auch für die Finanzkommission neu. Darum ist es gut, dass der Ständerat «nicht schnell schiesst», sondern in heiklen staatspolitischen Fragen gründlich überlegt. Wir sind für eine Bremsung der Ausgaben, aber nicht für «schnelle Placebos».

5. Eine letzte Bemerkung zum Mitbericht: Es ist der Wunsch der Staatspolitischen Kommission, dass sie einen Mitbericht erstatten kann, falls die Vorlage nun zurückgewiesen werden sollte – damit wir nicht vor der gleichen Situation stünden wie heute, wo wir uns erst im Rat äussern können! Wir möchten unsere Gedanken der Finanzkommission frühzeitig übermitteln.

Für die Staatspolitische Kommission kann ich nicht zur Frage der Rückweisung oder zur endgültigen Sachabstimmung Stellung nehmen; mich persönlich hat aber die Diskussion davon überzeugt, dass es richtig ist, in dieser heiklen staatspolitischen Frage keine Schnellschüsse zu wagen. Die Rückweisung an die Finanzkommission ist richtig.

**Danioth** Hans (C, UR): Ich finde die Diskussion sehr wertvoll. Es ist aber – wie Herr Zimmerli gesagt hat – kaum fruchtbare, wenn nun die Meinungen von zwei Kommissionen aufeinanderprallen, ohne dass die Fragen ausdiskutiert werden könnten. Für mich hat das neu eingeführte Mitberichtsverfahren ebenfalls nur dann einen Sinn, wenn der Mitbericht der Staatspolitischen Kommission durch die zuständige Finanzkommission seriös geprüft werden kann. Aus diesem Grunde, aus diesem formellen Grunde, ist eine, damit wir auch hier seriös arbeiten können.

Eine zweite Bemerkung: Ich habe vorhin Herrn Schmid Carlo zugehört und war glücklich, attestiert zu erhalten, dass unser

Parlament nur in einem Bereich krank ist. Ist das nicht etwas zu schönfärberisch dargestellt? Ist es nicht so, dass diese ganzen Ausgabenprobleme nicht nur die Finanzen berühren, sondern unser Verhältnis als Bürger zum Staat, das Verhältnis der Kantone zu diesem Bund? Welche Aufgaben sollen die Kantone tragen, und welche soll der Bund übernehmen? Ist es nicht so, wie Herr Frick gesagt hat, dass diese Rücksichtnahme auf die Kleinen, auf die Randregionen, hier eine sehr seriöse Prüfung verlangt. Mit andern Worten: Das ganze heutige Anspruchsdenken widerspiegelt sich in diesen Finanzen gleichsam wie in einem Brennglas.

Schliesslich zu Herrn Büttiker: Ich glaube, ein Parlament, das ein Laufgitter benötigt, sollte abdanken. Ich bin eher der Meinung, dass wir unsere Verantwortung in Relation mit und im Wissen um die finanziellen Konsequenzen wahrzunehmen haben.

Aus diesem Grunde möchte ich beantragen, dem Antrag Coutau auf Rückweisung zuzustimmen.

**Zimmerli** Ulrich (V, BE), Berichterstatter: Das Votum von Herrn Frick veranlasst mich zu einer kurzen Replik:

1. Es handelt sich natürlich nicht um einen «Schnellschuss». 2. Sie, Herr Frick, haben gesagt, ich hätte zu den Bedenken aus staatspolitischen Gründen keine Stellung nehmen können. Ich habe nicht Stellung nehmen wollen, weil es um eine Debatte über einen Rückweisungsantrag gegangen ist. Ich bin gerne bereit, eine weitere Viertelstunde zu sprechen. Aber ich finde, es ist jetzt nicht der Zeitpunkt, um eine Diskussion in materieller Hinsicht zu führen.

**Stich** Otto, Bundespräsident: Der Bundesrat hat in seinem Entwurf eine neue Auflage einer Ausgabenbremse vorgesehen. Wir haben vorher mindestens zwei Konsequenzen gezogen, Herr Frick:

1. Zu den Erfahrungen mit der letzten Ausgabenbremse, die angenommen worden ist: Dort hat man es dem Parlament, den Kommissionen überlassen, ob sie von diesem qualifizierten Mehr Gebrauch machen möchten oder nicht. Tatsache ist: Es ist nie Gebrauch davon gemacht worden. Deshalb haben wir gesagt, wenn wir etwas tun wollen, dann müssen wir sagen, unter welchen Voraussetzungen diese Ausgabenbremse wirksam wird. Das haben wir gemacht. Wir haben 1 Million Franken für wiederkehrende, 10 Millionen Franken für einmalige Ausgaben vorgeschlagen.

2. Das letzte Mal haben wir das absolut festgelegt und nicht mehr gesagt: «Wenn das Parlament über den Bundesrat hinausgeht ....» Wir haben also die Gewaltentrennung respektiert und gesagt, letztlich solle das Parlament bei gewissen Entscheidungen mit absoluter Mehrheit entscheiden.

Wir haben heute eine sehr interessante Diskussion, ich habe zugehört. Aber ich muss sagen, ich habe mir dazwischen die Frage gestellt: Möchten Sie nicht lieber einen Auftrag an den Nationalfonds geben, damit er eine Studie über das Abstimmungsverfahren im Parlament macht? Und ich habe mich weiter gefragt: Gibt es eigentlich in diesem Parlament eine Zweiklassengesellschaft – eine Klasse, die für finanzpolitische Angelegenheiten, und eine andere, die für die staatspolitischen Fragen zuständig ist? Ich bin auch Parlamentarier gewesen, aber ich hätte mir das verbeten. Ich hätte gesagt: Zu einem Geschäft, das die Finanzen betrifft, nehme ich Stellung, aber bei einem anderen Geschäft, bei dem mir etwas nicht passt oder bei dem ich finde, man müsse es besonders unterstützen, nehme ich eben auch Stellung. Ich denke, das sollte im Rahmen einer Diskussion möglich sein.

Um es vorwegzunehmen: Aus meiner Sicht ist der Antrag der Staatspolitischen Kommission kein Ersatz für das, was der Bundesrat im Entwurf vorgesehen hat. Wenn Sie das weiterverfolgen wollen, können Sie das in aller Seelenruhe tun – Sie können sogar auf die Unterstützung des Finanzministers zählen –, aber tun Sie dies bitte nicht mit einem Antrag auf Rückweisung des Entwurfs des Bundesrates! Der Bundesrat möchte nun eine Entscheidung haben und die qualifizierte Mehrheit für diese bestimmten Gründe einführen.

Herr Coutau, Sie haben vorhin liebenswürdiger- und richtigerweise gesagt, dass Sie als Liberaler gelegentlich auch den

Bundesrat unterstützen würden. Ich kann das Kompliment zurückgeben: Ich kann für einmal auch einen Liberalen und Ihren Antrag unterstützen – nicht den Rückweisungsantrag, sondern den Antrag zu Artikel 88, der allerdings noch verbesserrungsbedürftig ist. Da gehen die Meinungen zwischen uns wieder auseinander. Es ist also keine Heirat auf Dauer, (Heiterkeit) sondern nur eine momentane Unterstützung, das ist klar. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie heute beschliessen würden. Man kann sich natürlich immer und in jedem Fall – auch beim Antrag der Staatspolitischen Kommission – fragen: Was bringt das? Letztlich ist die Frage entscheidend: Was wollen die Politiker? Wollen sie wirklich sparen, oder wollen sie es nicht? Darüber sind wir uns auch im Bundesrat völlig klar: Wenn Sie mehr ausgeben wollen, haben wir keine Massnahme und kein Mittel, dies zu verhindern.

Ich möchte Sie daran erinnern: In Artikel 42bis der Bundesverfassung haben wir finanzpolitisch klare Richtlinien abgesteckt. Der Artikel ist schon uralt – deshalb haben ihn, glaube ich, sämtliche Parlamentarier vergessen – und besagt, dass wir den Fehlbetrag der Bilanz des Bundes abtragen sollten. Im letzten Jahr haben wir ihn gewaltig ausgebaut. Wir haben also nicht sehr verfassungskonform gehandelt. Solche Normen sind an sich gut und recht, entscheidend ist aber der politische Wille. Darüber sind wir uns völlig klar.

Aber ich glaube, dass es notwendig ist, dass man hier ein Zeichen setzt, und ich denke, Sie sollten auch bedenken: Der Meister zeigt sich in der Selbstbeschränkung.

**Abstimmung – Vote**  
Für den Antrag Coutau  
(Rückweisung)  
Dagegen

23 Stimmen  
15 Stimmen

**Präsident:** Damit geht dieser Teil der Vorlage an die Finanzkommission zurück, und die Detailberatung entfällt.

### C. Bundesgesetz über die Sanierungsmassnahmen 1993 C. Loi fédérale sur les mesures d'assainissement 1993

**Schüle** Kurt (R, SH), Berichterstatter: Die Situation der Bundesfinanzen zwingt den Bund, sich auch im Gewässerschutz finanziell zu entlasten. Es geht um den Verzicht auf die Subventionierung von Abwasserreinigungsanlagen, die nur die Mindestanforderungen erfüllen, um die Befristung der Subventionierung von Kanalbauten und Deponien in finanziell mittelstarken und in finanzschwachen Kantonen während einer Übergangszeit – diese hat zu reden gegeben, besonders jetzt, wo nochmals ein Antrag auf Beibehaltung der alten Frist gestellt worden ist –, dann geht es um den Verzicht auf die Subventionierung von Anlagen für Sonderabfälle, die nicht von gesamtschweizerischer Bedeutung sind. Die Finanzierung soll also verstärkt nach dem Verursacherprinzip erfolgen, vor allem durch Abwassergebühren. Das ist finanzpolitisch und umweltpolitisch korrekt.

Eintreten war für die Finanzkommission unbestritten. Sie hat mit einer Modifikation der Änderung des Gewässerschutzgesetzes zugestimmt, die ab 1996 den Bundeshaushalt um 35 Millionen Franken entlasten soll.

Zu reden gegeben hat die Verkürzung der Frist für die Subventionierung von Kanalbauten und Abfalldeponien in finanziell mittelstarken und finanzschwachen Kantonen. Der Bundesrat wollte die Subventionen mit Inkrafttreten dieses Gesetzes, wahrscheinlich auf den 1. Januar 1995, auslaufen lassen. Die Kommission hat das gegenüber den Kantonen und den betroffenen Gemeinden für unzumutbar gehalten. Wir haben die Frist mit 11 zu 2 Stimmen bis zum 1. November 1995 erstreckt. Das ist ein Jahr länger, als es die Vernehmlassung vorgesehen hatte; damit ist die Gelegenheit gegeben, diese notwendigen Investitionen noch zu subventionieren, wenn sie zügig vorangetrieben werden. Wir dürfen feststellen, dass es auch eine Form der Konjunkturförderung ist, wenn wir diese Frist vom 1. November 1995 setzen; dann muss man rasch handeln. Dies scheint auch aus konjunktureller Sicht zweckmäßig; nicht zuletzt ist es auch eine Alternative zum Investitionsbonus.

Die Kommission hat im weiteren auch eine Motion beschlossen, in welcher sie vorsieht, dass wir die Anschlusspflicht vor allem in dünnbesiedelten ländlichen Gebieten lockern, dort also, wo das Kosten-Nutzen-Verhältnis schlecht ist. Wir wollen die Betroffenen entlasten, vor allem die Rand- und Bergregionen.

Da wir uns praktisch in der Detailberatung befinden, erlaube ich mir, gleich kurz zum Antrag Flückiger und zum jetzt ausgeteilten Antrag Ziegler Oswald Stellung zu nehmen.

Herr Flückiger verlangt die befristete Weiterführung der bisherigen Regelung für die Abwasserreinigungsanlagen, zwar nicht mehr für alle Kantone, aber für die finanziell mittelstarken und die finanzschwachen. Ein entsprechender Antrag wurde im Nationalrat mit 64 zu 43 Stimmen abgelehnt, in unserer Kommission hat kein entsprechender Antrag vorgelegen. Aber wir haben für die finanzschwachen Kantone mit der Fristerstreckung und mit der Motion, mit welcher wir die Auflagen für die dünnbesiedelten Gebiete lockern wollen, gezielte Erleichterungen vorgesehen.

Der Antrag Ziegler Oswald auf Beibehaltung der unveränderten Frist – bis 1. November 1997 – ist in der Kommission mit 8 zu 3 Stimmen abgelehnt worden. Es ist daran zu erinnern: Als man in den fünfziger Jahren diese Form der Bundessubventionen einführte, dachte man an einen Zeithorizont in der Größenordnung von 20 Jahren. Man hat diese Fristen mehrfach gestreckt. Aber irgendeinmal muss ein Schlusspunkt gesetzt werden. Das ist die Meinung der Finanzkommission.

Ich bitte Sie, ihren Anträgen zu folgen und die Anträge Flückiger und Ziegler Oswald abzulehnen.

### Detailberatung – Discussion par articles

#### **Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung** *Antrag der Kommission* Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

#### **Titre et préambule, ch. I introduction**

*Proposition de la commission*  
Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

#### **1. Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer (Gewässerschutzgesetz)** **1. Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux)**

##### **Art. 61**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1, 2*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Abs. 3 Einleitung*

.... vor dem 1. November 1995 ....

*Abs. 3 Bst. a–e*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Antrag Ziegler Oswald*

*Abs. 3 Einleitung*

.... vor dem 1. November 1997 ....

*Antrag Flückiger*

*Abs. 3 Bst. f (neu)*

f. in Artikel 10 anvisierte Abwasserreinigungsanlagen.

##### **Art. 61**

*Proposition de la commission*

*A1. 1, 2*

Adhérer à la décision du Conseil national

*A1. 3 introduction*

.... avant le 1er novembre 1995:

*A1. 3 let. a–e*

Adhérer à la décision du Conseil national

**Proposition Ziegler Oswald****Al. 3 introduction**

.... avant le 1er novembre 1997:

**Proposition Flückiger****Al. 3 let. f (nouvelle)**

f. installations d'épuration visées à l'article 10.

**Flückiger Michel (R, JU):** Bien que je partage le souci de la cohérence des mesures d'assainissement des finances fédérales, il me faut impérativement vous demander d'accepter une exception au programme qui nous est soumis.

En effet, les modifications proposées à l'article 61 de la loi fédérale sur la protection des eaux contreviennent par trop à deux principes inaliénables de la politique fédérale pour y souscrire. Le premier de ces principes, battu en brèche, concerne l'épuration des eaux usées sur l'ensemble du territoire, en tant que priorité écologique au sens le plus rationnel du terme. La Suisse est en voie d'achever le sauvetage de ses lacs et rivières, de ses eaux de surface comme de protéger ses eaux de fond, grâce à un volontarisme politique affirmé et soutenu par des engagements financiers considérables consentis par les collectivités publiques aux trois niveaux: communes, cantons, Confédération.

Allons-nous nous arrêter au milieu du gué, c'est le cas de le dire, casser une dynamique, renoncer à atteindre un objectif clairement identifié, et auquel, je vous le rappelle, la population est acquise sans réserve? Cela ne se peut. Or, en supprimant les aides fédérales à la construction de stations d'épuration, à compter de l'entrée en vigueur de la loi modifiée, on renonce en fait à conduire le processus à son terme. Et n'allons pas nous abriter derrière le fait que l'obligation de réaliser les installations d'épuration manquantes est maintenue, sauf dans les zones rurales peu peuplées. Quelle tartufferie que d'invoquer la responsabilité du pollueur-paiement pour obliger des communes et des cantons, dont la situation financière est au moins aussi dégradée que celle de la Confédération, à construire à leurs propres frais ce que d'autres ont édifié au bénéfice de subventions de l'Etat central! Voudrait-on punir les régions périphériques qu'on ne s'y prendrait pas autrement. C'est ici que l'on touche au second des principes à ne transgresser en aucun cas, et pourtant mis à mal par le projet en délibération: le fédéralisme, en ce qu'il commande un traitement identique, donc équitable, de toutes les régions du pays.

Je rappelle que les communes de cantons à forte densité de population – et qui comptent économiquement – auront pu, grâce à leur capacité financière, réaliser leur programme d'épuration des eaux dans les meilleurs délais, touchant au passage les subventions légales, et c'est tant mieux pour elles! Quant aux cantons dont la prospérité est moins évidente, ils auront dû, par la force des choses et sans que cela soit de leur faute, étaler leurs efforts de protection de l'environnement. Ceux-là verront leur situation péjorée par la modification de la disposition qu'on nous propose de voter. Mais alors ferons-nous de la maxime «on ne prête qu'aux riches» un nouveau principe de politique fédérale? Sûrement pas.

Des communes, dans tout le pays, sont inquiètes de la décision que nous allons prendre ce matin. Pour leur permettre de réaliser leurs équipements de base à des conditions de financement similaires à celles accordées jusqu'ici, à défaut de quoi nous devrons accepter que soit stoppée, peut-être définitivement, l'ultime phase du processus de protection des eaux en Suisse, en négation de la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux, je vous propose de compléter la liste des installations au bénéfice d'indemnités fédérales prévues à l'article 61 alinéa 3, en y ajoutant les installations d'épuration visées à l'article 10 de la loi précitée. En insérant sous lettre f (nouvelle) lesdites installations, nous sommes cohérents avec une conception éprouvée du fédéralisme, autant qu'avec l'esprit et la lettre d'une loi sur la protection des eaux laborieusement élaborée et consensuellement acceptée.

Comme déjà dit, des communes n'auront pas les moyens d'appliquer la loi si nous ne leur accordons pas les aides financières indispensables pour conduire leurs projets d'épuration

des eaux qui viendront compléter, jusqu'au 1er novembre 1995, un dispositif exemplaire, sous réserve des conséquences de l'adoption de la proposition Ziegler Oswald, donc un délai qui n'est pas remis en question par ma proposition que je vous invite à adopter.

Ce faisant, soyez assurés qu'on ne compromettra pas de manière substantielle le programme d'assainissement des finances fédérales, et ce, d'autant moins qu'il ne représente, Monsieur le Président de la Confédération, qu'une étape d'un exercice à long terme qui s'achèvera avec l'appréciation exhaustive de tous les facteurs de la problématique financière de la Confédération.

**Ziegler Oswald (C, UR):** Ich weiss nicht, ob ich dem Wunsch des Herrn Bundespräsidenten entsprechen kann. Ich habe aber beim Eintreten ausdrücklich gesagt, dass ich bei einzelnen Vorlagen meine Vorbehalte anbringen müsse. (Zwischenruf Bundespräsident Stich: Ich habe es voll gehört, Herr Ziegler!) Ich glaube, dass hier ein solcher Vorbehalt anzubringen ist, wobei damit nicht von vornherein Mehrausgaben gemeint sind; aber sie können nicht ausgeschlossen werden.

Mit der Stossrichtung, die man in dieser Vorlage einnimmt, bin ich einverstanden. Gerade in einer so wichtigen Sache müssen aber klare Verhältnisse herrschen. Diese liegen, insbesondere was die zeitliche Seite anbelangt, nicht vor. Man gibt nur einen Hinweis in Klammern, dass die Änderung spätestens am 31. Oktober 1997 in Kraft treten werde. Schon dieser Hinweis zeigt, dass etwas unklar ist. Sonst könnte man von vornherein klare Verhältnisse schaffen. Vor diesem 31. Oktober 1997 ist aber alles möglich. Die Inkraftsetzung kann bereits auf den 1. Januar 1995 erfolgen.

Wohl beantragt die Finanzkommission, den Beginn der Erstellungsarbeiten, mit denen über die Leistung von Abgeltungen entschieden wird, auf den 1. November 1995 festzusetzen. Das ist meines Erachtens eine zu kurze Frist. Die Leidtragenden werden gerade in dieser Angelegenheit einmal mehr die Randregionen sein. Wer mit der Planung nicht bereits begonnen hat, wird zu spät kommen. Auf kantonale Planungen, auch auf kantonale Finanzplanungen, wird keine Rücksicht genommen. Dazu kommt, dass nicht nur mit der Planung, sondern mit der Erstellung der Anlagen begonnen sein muss. Dies gilt auch im Zusammenhang mit dem Antrag Flückiger.

Nach Kommissionsantrag stehen noch 20 Monate zur Verfügung. Das ist nicht fair. Diese 20 Monate zwingen zu unseriösen Planungen. Denn es geht ja nicht nur darum, die Planung bis dann abzuschliessen, sondern es müssen Kostenvoranschläge, eventuell Beschlüsse, Kreditbewilligungen usw. vorliegen, und dafür ist die Zeit zu kurz.

Ich beantrage Ihnen deshalb, den 1. November 1997 als massgebenden Zeitpunkt für die Leistung von Abgeltungen festzulegen. Was nachher kommt, kann nicht mehr berücksichtigt werden.

**Büttiker Rolf (R, SO):** Als amtierender Gemeindepräsident möchte ich nur zum Antrag Ziegler Oswald etwas sagen. Ich habe schon in der Kommission gesagt, dass ich mit dem Entwurf des Bundesrates nicht einverstanden bin. Herr Bundespräsident Stich – als ehemaliger Gemeindepräsident von Dornach – könnte mir sicher bestätigen: Es ist schon ein Problem, wenn eine Gemeinde zuerst eine fünfjährige Übergangsfrist bis zum 1. November 1997 hat und dann der Bundesrat im Rahmen eines Sparprogramms mit einer neuen Übergangsfrist daherkommt, die die Gemeinde mit ihrem Milizsystem – es ist eine arme Gemeinde, die ich präsidiere – nicht einhalten kann.

Ich bin aber auch mit dem Antrag Ziegler Oswald nicht einverstanden. Der Antrag Ziegler Oswald belässt alles beim alten und hat keine Sparwirkungen für den Bundeshaushalt.

Nun muss ich ein Argument von Herrn Ziegler widerlegen. Ich habe natürlich auch abgeklärt, wie es aussieht, wenn jetzt, gestützt auf die Beschlüsse, die wir jetzt fällen, eine Gemeinde mit der Planung beginnt. Ich habe die Auswirkungen auf die Projekte, die unter diesen Artikel 61 Absatz 3 fallen, von mehreren Ingenieurbüros abklären lassen. Ich kann Ihnen zeigen, Herr Ziegler, dass 16 Monate für Projektierung und Genehmigung

gung ausreichen. Deshalb kann ich mich der Kommission anschliessen. Der 1. November 1995, das reicht aus, das ist ungefähr eine Frist von 16 Monaten, wenn man heute beginnt.

Ich glaube, das ist ein Kompromissantrag. Man nimmt dem Bundesrat ein Jahr weg, das kostet einiges, etwa 20 Millionen Franken pro Jahr, aber man geht nicht auf die alte Frist vom 1. November 1997. Als einer, der mit diesen Problemen an der Front steht, möchte ich dem Bundesrat im Sinne des Sparenden entgegenkommen und Ihnen beantragen, dass man am Antrag der Kommission, am 1. November 1995, festhält. Das ist verantwortbar, es ist praktikabel, und es ist im Sinne des Sparenden.

**Stich Otto**, Bundespräsident: Ich beantrage Ihnen, diesem Artikel gemäss Entwurf des Bundesrates zuzustimmen und die beiden Abänderungsanträge abzulehnen.

Beim Antrag Flückiger geht es darum, dass die Abwasserreinigungsanlagen wieder aufgenommen werden sollen. Das würde bedeuten, dass wir während einer bestimmten Übergangsfrist noch Abwasserreinigungsanlagen in finanziell mittelstarken und finanzschwachen Kantonen subventionieren würden. Das ist nicht unsere Auffassung. Sie denken ja vor allem an die dünnbesiedelten Gebiete. Eine Abwasserreinigungsanlage ist zweifellos ein sehr wichtiges Instrument; wenn eine sehr grosse Schmutzmenge anfällt, ist das zweckmässig. Es ist eine sehr teure Einrichtung, in diesem Fall ist aber das Kosten-Nutzen-Verhältnis auch ausgeglichen. In dünnbesiedelten Gebieten Abwasserreinigungsanlagen zu bauen ist hingegen wahrscheinlich nicht der Weisheit letzter Schluss, sondern dort muss man eben andere Massnahmen treffen, wie das im Gesetz vorgesehen ist. Aus diesen Überlegungen heraus können wir hier Ihren Antrag nicht akzeptieren, denn er würde letztlich alles beim alten belassen; das können wir nicht.

Zu Herrn Ziegler Oswald und Herrn Büttiker muss ich sagen: Es ist richtig, ich bin von 1957 bis 1965 Gemeindeammann gewesen; das ist schon einige Zeit her. Aber ich muss gestehen: Wir haben 1958 die entscheidenden Schritte gemacht, um die Abwasserreinigung zu realisieren. Wir haben uns an einer Kläranlage beteiligt, und wir haben die nötigen Zuleitungen gebaut. Das wäre kein Grund, um die Frist heute zu verlängern. Die Botschaft zum Bundesgesetz, das wir ändern, stammt aus dem Jahre 1987. Wenn man also die Auffassung gehabt hätte, man könnte und man möchte etwas tun, dann hätte man dazu Zeit gehabt. Es ist nicht so, dass diese Gesetzesänderung wegen dem Inkrafttreten unklar ist. Sondern es heisst: «wenn mit der Erstellung vor dem ....», aber in Klammern steht dann klar: «Datum des Inkrafttretens dieser Änderung, spätestens 31. Oktober 1997»; also, wenn das Gesetz beschlossen ist, soll es in Kraft treten, spätestens aber am 31. Oktober 1997. Wegen diesem «spätestens 31. Oktober 1997» könnten Sie sich beklagen, aber weil wir wissen, wie lange es gelegentlich geht, bis das Parlament auf eine Vorlage eintritt und ihr definitiv zustimmt, haben wir das so gemacht und diesen Termin genannt.

Ich empfehle Ihnen nach wie vor, dem Nationalrat oder aber dann ganz sicher der Kommission zuzustimmen. Sie sollten aber nicht noch einmal eine Verlängerung vorsehen. Wir können nicht dauernd vom Sparen reden und nichts ändern, das ist nicht möglich. Man kann nicht dauernd etwas abbauen und es auf der anderen Seite sofort wieder aufstocken.

Richtig ist es, wenn Sie dem Beschluss des Nationalrates und damit dem Entwurf des Bundesrates zustimmen.

*Abs. 1, 2 – Al. 1, 2*

*Angenommen – Adopté*

*Abs. 3 Einleitung – Al. 3 introduction*

**Präsident:** In einer ersten Eventualabstimmung stellen wir den Antrag Bundesrat/Nationalrat dem Antrag Ziegler Oswald mit seinem fixen Datum gegenüber. In der zweiten Abstimmung stellen wir das Ergebnis dem Antrag der Kommission gegenüber.

**Bühler** Robert (R, LU): Ich schlage Ihnen vor, dass der Antrag Ziegler Oswald dem Antrag der Kommission gegenübergestellt wird. Wir entscheiden damit über die Frage des Termins, 1. November 1995 oder 1. November 1997.

**Coutau** Gilbert (L, GE): Personne n'a repris la proposition du Conseil national, par conséquent il n'y a pas de raison de l'opposer à la proposition Ziegler Oswald. La proposition de procédure de M. Bühler Robert est parfaitement correcte.

**Schiesser** Fritz (R, GL): Meiner Auffassung nach entspricht die von unserem Präsidenten ursprünglich vorgeschlagene Reihenfolge der Abstimmungen unserem Ratsreglement. In Artikel 64 Absatz 2 heisst es im Schlussatz: «Das Resultat aus der letzten Abstimmung wird dem Antrag der Kommissionsmehrheit gegenübergestellt.» Das heisst, der Antrag der Kommission gehört in die letzte Abstimmung!

Ich bitte Sie, entsprechend vorzugehen.

**Abstimmung – Vote**

**Eventuell – A titre préliminaire**

Für den Antrag des Bundesrates	17 Stimmen
Für den Antrag Ziegler Oswald	15 Stimmen

**Definitiv – Définitivement**

Für den Antrag der Kommission	23 Stimmen
Für den Antrag des Bundesrates	10 Stimmen

*Abs. 3 Bst. a–e – Al. 3 let. a–e*

*Angenommen – Adopté*

*Abs. 3 Bst. f – Al. 3 let. f*

**Abstimmung – Vote**

Für den Antrag Flückiger	3 Stimmen
Dagegen	20 Stimmen

**Art. 62 Abs. 2, Schlussbestimmung**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Art. 62 al. 2, disposition finale**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

**2. Bundesgesetz vom 20. Dezember 1946 über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG)**

**2. Loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)**

*Antrag der Kommission*

*Streichen*

*Proposition de la commission*

*Biffer*

**Schüle** Kurt (R, SH), Berichterstatter: Der Bundesrat sieht in seinem Entwurf vor, dass wir auf die freiwillige AHV/IV für im Ausland niedergelassene Schweizer Bürgerinnen und Bürger verzichten und das Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG) in diesem Sinne ändern sollten, was nach einer längeren Übergangszeit Einsparungen von rund 40 Millionen Franken brächte. Die Kommission hat diese Absicht diskutiert. Wir haben festgestellt, wie das der Nationalrat vor uns getan hat, dass doch für einzelne Betroffene grosse Probleme entstünden, wenn wir diese freiwillige Versicherung einfach streichen würden. Die Kommission hat sich also der Meinung des Nationalrates angeschlossen.

Die Frage eines Verzichts bzw. von Einsparungen bei der freiwilligen AHV für im Ausland niedergelassene Schweizer Bürgerinnen und Bürger soll auf das dritte Sanierungsprogramm verschoben und dort vertieft geprüft werden. Es geht vor allem um eines: Der Bundesrat soll eine freiwillige Versicherung für Auslandschweizer in Staaten prüfen, mit welchen die Schweiz noch kein Sozialversicherungsabkommen abgeschlossen hat. Dabei sollte auch ein möglichst ausgewogenes Verhältnis zwischen den Prämien und den Versicherungsleistungen angestrebt werden.

Das ist die Meinung der Kommission. Der Bundesrat war in diesem Punkt kooperationswillig und hat unser Anliegen entgegengenommen.

Nun ist im Nationalrat allerdings ein unmögliches Beschluss gefasst worden, nämlich ein Rückweisungsbeschluss für diesen Teil. Ich glaube – und zwar in Absprache mit unserem Präsidenten –, wir müssten beschliessen, diese Änderung des AHVG im Sinne einer Verschiebung in das dritte Paket formell zu streichen, damit wir über Beschluss C, Bundesgesetz über die Sanierungsmassnahmen 1993, überhaupt eine Schlussabstimmung durchführen können. Materiell sind wir uns einig: Wir streichen die Änderung des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung im Sinne einer Verschiebung in das dritte Sanierungspaket.

**Stich** Otto, Bundespräsident: Der Bundesrat ist mit diesem Antrag einverstanden. Es ist das Zweckmässigste. Wir werden im nächsten Sanierungsprogramm darauf zurückkommen und sehen uns also bei Philippi wieder!

*Angenommen – Adopté*

### 3. Bundesgesetz vom 19. Juni 1959 über die Invalidenversicherung.

#### 3. Loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Minderheit*

(Piller, Cavelty)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Antrag Danioth*

Art. 74 Abs. 2

Unverändert

*Proposition de la commission*

*Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Minorité*

(Piller, Cavelty)

Adhérer à la décision du Conseil national

*Proposition Danioth*

Art. 74 al. 2

Inchangé

**Schüle** Kurt (R, SH), Berichterstatter: Der Bundesrat sieht vor, gewisse Beiträge nach den Artikeln 73 und 74 des Invalidenversicherungsgesetzes zu streichen und damit für den Bund bis auf 20 Millionen Franken steigende Einsparungen zu erreichen. Der Bundesrat weist auf das stark überproportionale Wachstum im Bereich der Invalidenversicherung hin, insbesondere auch im Zusammenhang mit den veränderten wirtschaftlichen Verhältnissen in unserem Land. Offensichtlich führt auch die Arbeitslosigkeit dazu, dass sich die Zahl der IV-Bezüger stark erhöht.

Der Bundesrat sieht in seinem Entwurf eine Entlastungsmassnahme im Sinne einer Konzentration der Mittel auf das Wesentliche, das Zwingende und einen Verzicht auf das Wünschbare vor, um einem eigentlichen Leistungsabbau entgegentreten zu können.

Die Kommissionsmehrheit hat sich (mit 7 zu 2 Stimmen) dem Entwurf des Bundesrates angeschlossen, der davon ausgeht, dass man zwischen der AHV und der IV möglichst klar trennen soll und dass man in der Eingliederung die teureren Plätze für die effektiv Eingliederbaren offenhalten soll.

Der Verzicht auf diese Bundesunterstützung im jetzigen Moment ist sicher für diese Institutionen mit grossen Problemen verbunden. Das ist auch der Grund, weshalb ich persönlich diesem Beschluss nicht zugestimmt habe.

**Piller** Otto (S, FR), Sprecher der Minderheit: Erlauben Sie mir, dass ich den Minderheitsantrag auch im Namen von Herrn Cavelty vertrete. Ich bitte Sie, diese Sanierungsmassnahme zu streichen, dies in Übereinstimmung mit dem Nationalrat.

Der Bundesrat schreibt in der Botschaft, dass in den letzten Jahren bei der IV eine überproportionale Ausgabenzuwachsraten zu verzeichnen sei. Er schreibt die Hauptursache dieser Entwicklung der angespannten Wirtschaftslage und der Erweiterung des Hilfsmittelangebotes zu. Es scheint eine Tatsache zu sein, dass ein gewisser Prozentsatz unserer Arbeitslosen invalid wird und unsere IV zusätzlich belastet. Arbeitslosigkeit kann krank machen. Es ist aber meines Erachtens nicht angebracht, diesen Ausgabenzuwachs ausgerechnet bei den schwächsten Invaliden, nämlich bei den invaliden AHV-Rentnern, kompensieren zu wollen.

In der Tat muss uns der rasante Anstieg der Zahl der IV-Rentenbezüger beunruhigen. Dieses Problem muss anders gelöst werden. Es ist die vornehme Aufgabe der Politiker, dafür zu sorgen, dass die Arbeitswelt und das gesellschaftliche Umfeld unsere Bürgerinnen und Bürger weder psychisch noch physisch krank machen. Unser Ziel muss es sein, eine gesunde Wirtschaft für gesunde Menschen zu schaffen. Ein nach wie vor wohlhabender Staat hat nach wie vor eine prioritäre Aufgabe, nämlich den invaliden Menschen ein menschenwürdiges Leben zu ermöglichen, und dies bis ins hohe Alter. Unsere Sozial- und Alterspolitik muss doch so ausgebildet sein, dass die AHV-Generation möglichst lange in ihrer vertrauten Umgebung leben kann. Dies trifft auch für Invaliden zu respektive muss auch künftig für sie zutreffen.

Schwerinvaliden, die in Spezialheimen ihr Leben verbringen, haben nicht selten dort ihre Heimat gefunden. Sie können dank der IV-Unterstützung ihrem Leiden entsprechend gepflegt und betreut werden. Sollen diese Menschen, die einmal ins AHV-Alter eintreten, diese Heime verlassen müssen? Sollen sie künftig in gewöhnliche Altersheime eingewiesen werden, ohne eine ihnen Gebrechen angepasste Betreuung zu erhalten? Wäre es nicht geradezu inhuman, solche Menschen nach dreissig, vierzig Jahren in ein anderes Heim zu verpflanzen? Es ist kaum anzunehmen, dass die Kantone und die Gemeinden künftig die notwendigen Mittel aufbringen könnten, um den Ausfall der IV-Beiträge zu kompensieren.

Aber auch für Behinderte, die nicht auf Heimplätze angewiesen sind, wäre die vorgeschlagene Massnahme kaum verkraftbar. Denken wir an die Blinden und Gehörlosen! Mit zunehmendem Alter wachsen für diese Menschen die Probleme. Sie sind auf zusätzliche Betreuung entsprechender Organisationen angewiesen. Eine gute fachliche Betreuung und Beratung ermöglicht es ihnen, auch im AHV-Alter ihre Selbständigkeit zu bewahren. Der Sparvorschlag des Bundesrates würde auch diese Dienstleistungen in Frage stellen.

Ich glaube auch, dass das Argument der Gleichbehandlung von Altersrentnern, wie es der Bundesrat in der Botschaft anführt, nicht stichhaltig ist. Auch nach Eintritt ins AHV-Alter bleibt ein Invalider invalid und ist auf zusätzliche Leistungen angewiesen, und gerade auch für diese Menschen soll die IV da sein.

Wir sind uns alle bewusst, dass wir unsere Bundesfinanzen sanieren müssen. Aber es gilt auch hier, gewisse Prioritäten zu setzen. Können nicht gerade wir Gesunden immer wieder auch von unseren schwer- und schwerstbehinderten Mitbürgerinnen und Bürgern lernen? Kann nicht gerade bei ihnen Lebensfreude, der Wille zur Selbständigkeit, zur grösstmöglichen Unabhängigkeit gefunden werden? Ist nicht gerade auch deshalb die grösstmögliche berufliche und gesellschaftliche Eingliederung dieser Menschen bis ins hohe Alter für uns

alle eine echte menschliche Bereicherung? Und ist nicht der Grad der Eingliederung auch ein Mass für den Stellenwert ethischer Grundwerte in unserem Staate?

Ich glaube, darüber nachzudenken lohnt sich und führt uns doch zur Überzeugung, dass wir auf diese relativ bescheidene Einsparung von 20 Millionen Franken verzichten sollten. In einer Zeit, in der wirtschaftliche Überlegungen und finanzielle Sachzwänge politische Entscheide massgebend bestimmen, braucht es hie und da auch humanistischen Protest. So einer ist heute im Ständerat angesagt.

Ich bitte Sie deshalb um Zustimmung zur Minderheit.

**Danioth Hans (C, UR):** Ich habe mich bewusst zurückgehalten und nur zu Artikel 74 Absatz 2 des Invalidenversicherungsgesetzes (IVG) einen Antrag gestellt, nämlich betreffend Ausrichtung von Beiträgen an die Beratung und Betreuung Invaliden und deren Angehörigen, an die Aus- und Weiterbildung von Fachpersonal, und zwar dann, wenn die betroffenen Invaliden das AHV-Rentenalter erreicht haben. Es ist mein Anliegen, dass das aufrechterhalten wird.

Als langjähriges Mitglied einer kantonalen Lungenliga und der angeschlossenen Beratungsstelle hatte ich Einblick in die ebenso unerlässliche wie äusserst hilfreiche Arbeit der meist ehrenamtlich tätigen Mitarbeiter und auch der zu bescheidenen Ansätzen tätig werdenden Ürzte. Diese Hilfsorganisationen stellen nicht nur eine kompetente ärztliche Betreuung und konstante häusliche Beratung und Hilfe dar, sie bedeuten für viele chronisch Kranke auch ein unersetzliches Bindeglied für soziale Kontakte zu unserer Gesellschaft. Viele Behinderte wären sonst völlig auf dauernde Pflege angewiesen oder müssten sogar vorzeitig in ein Heim eingewiesen werden, von der Gefahr einer sozialen Isolation gar nicht zu reden.

Die Mehrheit der Finanzkommission schlägt unserem Rat – im Gegensatz zum Nationalrat – vor, die bisher gestützt auf Artikel 74 Absatz 2 des IVG möglichen Beiträge zu streichen. Mit diesen Beiträgen soll auch den betroffenen Invaliden im Rentenalter geholfen werden können. Dies wird zur Hauptsache mit der offenbar vom Bundesrat übernommenen Begründung geschehen, dass es sich um ein blosses Abgrenzungsproblem zur AHV handle. Ausdrücklich wird vom Bundesrat beigelegt: «Dabei soll nach Möglichkeit auf einen eigentlichen Leistungsabbau verzichtet werden.» (Botschaft, S. 17, Ziff. 23.3) Gerade das würde aber eintreten, wenn man Artikel 74 Absatz 2 und damit diese Beiträge streichen würde, denn bei Artikel 101bis des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung wird eine bloss allgemein gehaltene Kann-Formulierung verwendet.

Das Bundesamt für Sozialversicherung hat denn auch bereits durchblicken lassen, dass nicht vorgesehen sei, die ausfallenden IV-Beiträge durch solche der AHV zu ersetzen, sonst würde der Spareffekt für den Bund gar nicht eintreten. Es ist vielmehr wahrscheinlich, dass Leistungen an die Behinderten im AHV-Alter dadurch nicht mehr aufrechterhalten werden können. Diese Feststellung muss man machen, denn andere Kostenträger können nicht einspringen.

Von dieser Bestimmung wären auch die chronisch kranken Patienten der Ligen und Beratungsstellen der Schweizerischen Vereinigung gegen Tuberkulose und Lungenkrankheiten mit Dachorganisationen von 26 kantonalen Lungenligen und deren Beratungsstellen mitbetroffen. Da erfahrungsgemäss ein nicht geringer Teil der Patienten der Lungenligen im Rentenalter stehen, müssen wir uns trotz des Sparauftrages vehement gegen diesen Sozialabbau wenden. Er würde vor allem jene Menschen treffen, die es in der heutigen Rezession ohnehin am schwersten haben, wie Herr Piller bereits gesagt hat. Mitbetroffen und in Frage gestellt wären auch die bewährten Strukturen, die seit Jahrzehnten auf privater Initiative beruhen und aufgrund des professionellen Einsatzes der Fachkräfte und des ehrenamtlichen Engagements der Mitarbeiter sehr hilfreich und kostengünstig sind. Entgegen der von Kollege Loretan heute morgen beim Eintreten geäußerten Auffassung handelt es sich hier nicht um Freizeithobbies, sondern auch um professionelle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter. Der erhoffte Einsparungseffekt – ich möchte klar festhalten, hier stehe ich nicht im Widerspruch zu meinem vorhin abgege-

benen Votum – von 4 Millionen Franken für diese Aufhebung von Artikel 74 Absatz 2, Herr Bundespräsident, stünde in keinem Verhältnis zum Schaden – nicht nur zum sozialen, den ich aufgezeigt habe, sondern auch zum finanziellen Schaden. Das Problem würde einfach auf die öffentliche Fürsorge verlagert, die dann Aufgabe der Kantone wäre. Oder – um mit meinem Kollegen Cavelti von heute morgen zu sprechen –: So wohl der Buchhalter wie auch der Staatsphilosoph in uns gebieten, von dieser Kürzung abzusehen.

Ich bitte Sie dringend, ein Einsehen zu haben und die Aufhebung von Artikel 74 Absatz 2 des IVG nicht vorzunehmen.

**Iten Andreas (R, ZG):** Ich unterstütze den Antrag der Minderheit Piller bzw. den Antrag Danioth.

Wenn die vorgeschlagenen Einsparungen bewirken, dass die Behinderten nach Erreichen des AHV-Alters in gängige, normale Betagtenheime umgesiedelt werden müssen, dann muss man diese Einsparungen ablehnen. Sparen sollten vor allem diejenigen, die selbst tätig sein können. Der Appell zum Sparen sollte ein Appell an die Selbstverantwortung, Kreativität und Erfindungskraft der gesunden Menschen sein. Da sind die Behinderten nicht die richtigen Adressaten. Man muss dort sparen, wo Menschen sich selber helfen und sich wehren können.

Ich bin in Behinderteneinrichtungen tätig. Ich kann beurteilen, was es braucht, damit in diesen Institutionen nicht unwürdige, ja inhumane Zustände eintreten. Man kann die Intensität der Betreuung nicht einfach abbauen. Schwerstbehinderte und Mehrfachbehinderte haben eine gute Betreuung nötig. Für die Heimverantwortlichen ist es aus menschlichen Gründen undenkbar, dass langjährige Heimbewohner entlassen werden, nur weil die IV keine Beiträge für diese Personengruppe bezahlt. Vor allem geistig behinderte Menschen, welche den grössten Teil der Heimbewohner darstellen, brauchen auch im Alter ein sozialpädagogisches Umfeld; ein solches kann von den gewöhnlichen Alterseinrichtungen in keiner Weise angeboten werden.

Es wurde zu Recht festgehalten, dass im Bereich der Heimbetreuung ein Abbau der Subventionen zu Lasten der Kantone und Gemeinden geht; das hat Herr Danioth gesagt. Herr Cavelti hat darauf hingewiesen, dass hinter den Sparanstrengungen wenig klare Leitgedanken sichtbar seien. Eine der Leitideen sollte sein, dass man dort spart, wo Selbsthilfe möglich ist, bei gesunden und tätigen Menschen, nicht aber bei Schwerstbehinderten.

Wir bauen im Kanton Zug gegenwärtig ein Seniorenheim für Behinderte, im Vertrauen darauf, dass der Bund seine Versprechungen einhält. Die Spendefreudigkeit der Bevölkerung für Behinderte ist an sich gross, und die Behinderten haben der Privatiniziativ auch sehr viel zu verdanken. Obwohl wir in Zukunft nicht darum herumkommen, die Privathilfe zu erhöhen, kann man die professionelle Betreuung nicht einfach abbauen. Wenn wir die Standards der Sozialbetreuung von Behinderten aufrechterhalten wollen, kommen wir nicht darum herum, die private Initiative in Zukunft zu verbessern. Die Gesunden müssen den Behinderten vermehrt gratis helfen. Ich denke an die Behindertentransporte oder an Freizeitaktivitäten. Dennoch ist der Antrag auf Kürzung nicht berechtigt, weil er zu Lasten von Menschen geht, die sich nicht selbst helfen können, auch nicht durch Schattenarbeit, wie das heute morgen Herr Rüesch gesagt hat.

Ich bitte Sie also, den Antrag der Minderheit Piller bzw. den Antrag Danioth zu unterstützen.

**Loretan Willy (R, AG):** Ich hatte die Ehre, von Herrn Danioth zitiert zu werden. In der Eintretensdebatte habe ich mich dahin gehend geäussert, dass wir uns alle – im Bund, in den Kantonen und in den Gemeinden – an ein ausgesprochen hohes Niveau der Bedürfnisbefriedigung gewohnt hätten, angefangen bei jeder Art von Freizeitbeschäftigung, die auch noch subventioniert werden will, bis hin zum Sozialbereich. Ich habe selbstverständlich beim Stichwort Freizeitbeschäftigung nicht an den Problembereich, den wir jetzt diskutieren, gedacht. Dies nur zur Ehrenrettung von Herrn Danioth und von mir selber.

**Plattner Gian-Reto (S, BS):** Aus Gründen des Verständnisses möchte ich noch einen Punkt herausgreifen. Es könnte jetzt Leute unter Ihnen geben, die der Meinung sind, dass der Antrag Danioth sozusagen ein Kompromiss zwischen der totalen Streichung von Ziffer 3 des Gesetzentwurfes C (Antrag der Minderheit) und der völligen Aufrechterhaltung dieser Ziffer (Antrag der Mehrheit der Finanzkommission) sei.

Ich möchte Sie sehr dringend darauf hinweisen, dass nicht nur die Aufhebung von Artikel 74 Absatz 2 des IVG meiner Meinung nach eine Unmenschlichkeit gegenüber älteren Invaliden darstellt, sondern auch – fast noch mehr – die Aufhebung von Artikel 73 Absatz 3. Denn diese Aufhebung würde bedeuten, dass die Invaliden, wenn sie ins AHV-Alter kommen, ihren angestammten Lebensbereich verlassen und in Altersheime für nichtinvaliden, normale Altersrentner übersiedeln müssten. Sie würden also gerade in einem Zeitpunkt, wo es für sie ohnehin immer schwieriger wird, noch ihre Lebensumstände wechseln müssen. Die einzige menschliche Reaktion des Ständertes ist jene, die der Nationalrat auch schon gezeigt hat, nämlich dem Antrag der Minderheit Piller zuzustimmen und die ganze Ziffer 3 dieses Gesetzentwurfes C zu streichen.

Wir haben gestern beschlossen, gewisse Steuerfreiheiten für Erträge aus Vermögensanlagen zu gewähren. Wir können unmöglich heute einen zweiten Beschluss dazufügen, der nun, wenn auch nicht gewollt und nur indirekt, hilft, die Steuererleichterungen, die wir gestern beschlossen haben, auf dem Buckel von Leuten zu finanzieren, die sich nicht wehren können, die, wie Kollege Iten Andreas richtig gesagt hat, unserem Sparbeschluss nicht durch Selbsthilfe ausweichen können. Es wäre für diesen Rat – wenn er etwas von sich hält – schlicht unmöglich, einen solchen Beschluss zu fassen.

Ich bitte Sie deshalb ganz dringend, dem Antrag der Minderheit Piller zuzustimmen.

**Stich Otto, Bundespräsident:** Ich bin damit einverstanden, dass man Artikel 1 streichen kann, weil er im Zusammenhang mit der Vorlage 2 des Gesetzentwurfes C steht, die Sie ebenfalls gestrichen haben. Darüber gibt es keine Meinungsverschiedenheit.

Zur Änderung des Bundesgesetzes über die Invalidenversicherung: Wir kommen nicht darum herum, Massnahmen zu treffen, die im Einzelfall schmerzlich sind, die wir nicht aus Freude am Sparen machen. Sie werden das nachher, bei den nächsten Massnahmen, die zu treffen sind, auch sehen. Ich muss noch vorausschicken, dass keine Invalidenrente gekürzt wird und dass im Prinzip auch niemand aus einer Anstalt hinausgeworfen wird. Aber die Frage ist: Wer trägt die Kosten? Das sind der Kanton und die Gemeinde – das ist selbstverständlich –, wenn sie die Leute dort belassen wollen. Aber wir sind der Auffassung, dass es, insbesondere bei Anstalten, in denen die Leute wieder ins Erwerbsleben eingegliedert werden, nach dem Erreichen des AHV-Alters keinen Grund mehr gibt.

Wer nun natürlich in einer solchen Stätte gewesen ist und noch arbeiten konnte, für den ist es schwer, wenn er diese Stätte verlassen und in ein Heim umziehen muss. Aber das steht auch allen anderen bevor, wenn sie einmal nicht mehr in der Lage sind, für sich selber zu sorgen. Das ist auch eine wesentliche und eine schmerzliche Umstellung, wenn sie nicht mehr in ihren eigenen Räumen leben können, ihr Leben nicht mehr frei gestalten können, wenn sie wegen Krankheit, Gebrechen oder Altersschwierigkeiten betreuungsbedürftig geworden sind und in ein Heim eingewiesen werden müssen. Das ist hart, aber es ist für alle gleich. Was wir hier erreichen wollen, ist letztlich, dass wir die AHV und die IV konsequent trennen.

Sie können es an diesem Beispiel ermessen: Wir haben bei der IV im Moment ein Wachstum der Ausgaben von 9,5 Prozent pro Jahr. Wenn wir also insgesamt eine Zielvorgabe von nur 2 Prozent Zuwachs haben, können Sie sich vorstellen, was das für andere Bereiche bedeutet.

**Schüle Kurt (R, SH), Berichterstatter:** Ich würde jetzt über den Antrag der Minderheit Piller abstimmen, die diese Bestimmungen streichen will. Dann wäre die Sache erledigt.

**Danioth Hans (C, UR):** Wenn der Antrag der Minderheit Piller abgelehnt würde, dann wäre auch mein Antrag zu Artikel 74 Absatz 2 abgelehnt. Ich schlage mit dem Präsidenten vor, der Reihe nach über die einzelnen Artikel abzustimmen. Bei Artikel 74 Absatz 2 decken sich der Antrag der Minderheit Piller und mein Antrag, es besteht kein Widerspruch.

**Schüle Kurt (R, SH), Berichterstatter:** Wir behandeln hier Vorlage 3, Bundesgesetz über die Invalidenversicherung. Jetzt stimmen wir über diesen Teil der Vorlage ab. Nur wenn die Streichung abgelehnt würde, müssten wir artikelweise vorgehen.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	24 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	11 Stimmen

**Präsident:** Damit entfällt der Antrag Danioth.

#### 4. Bundesgesetz vom 22. März 1991 über die Hochschulförderung (Hochschulförderungsgesetz)

#### 4. Loi fédérale du 22 mars 1991 sur l'aide aux universités (Loi sur l'aide aux universités)

##### Art. 7 Abs. 1 erster Satz

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

##### Art. 7 al. 1 première phrase

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

#### 5. Zollgesetz vom 1. Oktober 1925

#### 5. Loi fédérale du 1er octobre 1925 sur les douanes

##### Art. 132

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Minderheit*

*(Cavelt)*

Unverändert

##### Art. 132

*Proposition de la commission*

*Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Minorité*

*(Cavelt)*

Inchangé

**Schüle Kurt (R, SH), Berichterstatter:** Das Zollgesetz legt von alters her fest, dass das Gebiet der Eidgenossenschaft in sechs Zollkreise gegliedert sei.

Gemäss dem Beschluss des Nationalrates bzw. dem Entwurf des Bundesrates (Art. 132 Zollgesetz) soll der Bundesrat inskünftig das Gebiet der Eidgenossenschaft in Zollkreise einteilen und damit auch den Sitz der Zollkreisdirektionen festlegen können.

Wenn der Bundesrat künftig auf zwei dieser sechs Zollkreise verzichten will, so geht es immerhin um ein Sparpotential von dreissig Stellen.

Die grosse Mehrheit der Kommission geht davon aus, dass der Bundesrat diese Entscheide nach rein sachlichen Kriterien fällen wird. Wir meinen, die alte Bestimmung sei nun wirklich überholt. Wir sollten dem Bundesrat die gewünschte Kompetenz geben.

Die Mehrheit der Kommission beantragt Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates bzw. zum Entwurf des Bundesrates.

**Cavelti** Luregn Mathias (C, GR), Sprecher der Minderheit: Ich habe mir etwas Originelles einfallen lassen und ziehe meinen Antrag zurück!

Damit mache ich dem Bundesrat die Freude, dass er unangefochten die Kompetenz zur Bildung der Zollkreise erhält. Seine Macht wird also grösser. Dafür hoffe ich, dass er von dieser Machtfülle nicht allzurasch und nicht allzuausgiebig Gebrauch macht und den Zollkreis Chur weiterhin belässt – er kann es ja –, wenn auch vielleicht in einer weniger grossen Ausgestaltung, aber mindestens so, dass das Grenzwachtkommando noch bliebe.

Es gibt dafür regionalpolitische und praktische Gründe. In regionalpolitischer Hinsicht muss ich darauf hinweisen, dass Graubünden wirtschaftlich ausblutet. Es betrifft 25 Personen, die einfach «wegorganisiert» würden und nach Schaffhausen reisen müssten.

Derweil haben wir die Südgrenze mit Italien und Österreich, die weit weg von Schaffhausen und von der Zollkreisdirektion in Schaffhausen liegt. Es leuchtet mir nicht ein – und das ist der praktische Grund –, dass damit viel gespart würde, wenn die Dienstreisen von Campocologno (GR) nach Schaffhausen statt nur nach Chur gehen müssten! Aber das soll in der praktischen Ausgestaltung liegen.

Herr Bundespräsident Stich ist sicher so vernünftig, um das praktisch richtig anzuwenden. Er hat selbst kürzlich in der «Zollzeitung» – ich lese sie zwar nicht, aber man hat mir das gesagt – geschrieben, eigentlich müsste in jeder Sprachregion ein Zollkreis bleiben. Das wäre für Chur auch so der Fall.

**Stich** Otto, Bundespräsident: Herr Cavelti stellt grosse Anforderungen an einen Finanzminister, wenn er Vernunft verlangt! (*Heiterkeit*)

Es ist selbstverständlich, dass wir das nicht von heute auf morgen tun, aber wir werden es tun. Wir werden dabei natürlich auf verschiedene Pensionierungen, die erfolgen, Rücksicht nehmen, so dass es keine – sagen wir einmal – zu grossen menschlichen Probleme geben sollte. Das kann ich Ihnen versichern.

**Präsident:** Die Minderheit Cavelti hat ihren Antrag zurückgezogen.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit  
Adopté selon la proposition de la majorité*

## 6. Milchwirtschaftsbeschluss 1988 vom 16. Dezember 1988 6. Arrêté du 16 décembre 1988 sur l'économie laitière 1988

### Art. 16

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

**Loretan** Willy (R, AG), Berichterstatter: Am Rande der Verhandlungsfähigkeit – nicht der meinigen, sondern derjenigen des Rates – werde ich mich kurz halten.

Es geht um die Käsereiwirtschaft: Streichung von Subventionen im Betrage von 12 Millionen Franken im Jahr, wirksam ab 1996.

Der Nationalrat hat dem Entwurf des Bundesrates stillschweigend zugestimmt. Die Kommission des Ständerates ist dem Nationalrat gefolgt und beantragt Ihnen einstimmig, dem Beschluss des Nationalrates zuzustimmen.

Diese Vorlage (Ziff. 6 des Gesetzentwurfes C) wurde auch von den Vertretern der Landwirtschaft – mit Blick auf die absehbare weitere Deregulierung in der Käsemarktordnung – als tragbar bezeichnet.

*Angenommen – Adopté*

## 7. Bundesgesetz vom 21. Juni 1932 über die gebrannten Wasser (Alkoholgesetz)

*7. Loi fédérale du 21 juin 1932 sur l'alcool*

### Art. 24 Abs. 6

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

### Art. 24 al. 6

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

**Loretan** Willy (R, AG), Berichterstatter: Es handelt sich wiederum um einen Landwirtschaftsbereich, die Obst- und Kartoffelverwertung. Der Entwurf des Bundesrates hat ab 1995 Einsparungen von 15 Millionen Franken jährlich zur Folge.

Hier ebenfalls dieselbe Bemerkung: keine Probleme im Nationalrat, auch nicht in der vorberatenden Kommission unseres Rates. Die Vertreter der Landwirtschaft erachten auch diese Massnahme als tragbar.

Die Kommission beantragt Ihnen einstimmig Zustimmung zum Antrag des Bundesrates bzw. zum Beschluss des Nationalrates.

*Angenommen – Adopté*

## 8. Treibstoffzollgesetz vom 22. März 1985

*8. Loi fédérale du 22 mars 1985 concernant l'utilisation du produit des droits d'entrée sur les carburants*

### Art. 2 Abs. 2, 3

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Antrag Bisig*

*Abs. 2*

Unverändert

### Art. 2 al. 2, 3

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Proposition Bisig*

*Al. 2*

Inchangé

**Loretan** Willy (R, AG), Berichterstatter: Es empfiehlt sich, Ziffer 8 und Ziffer 11 des Gesetzentwurfes C, da dieselbe Materie betreffend, gemeinsam zu behandeln. Ich werde also sowohl den Verzicht auf Mitfinanzierung der Polizeiaufgaben der Kantone für die Nationalstrassen als auch die Aufhebung von Treibstoffzoll-Begünstigungen oder -Befreiungen in einem Votum begründen.

Der Verzicht auf die Mitfinanzierung der Polizeiaufgaben der Kantone im Nationalstrassennetz hat den Nationalrat wie auch die Kommission des Ständerates ohne Probleme passiert. Es handelt sich um eine Alleinaufgabe der Kantone. Der Bund hat keine Einflussmöglichkeiten auf die Art der Aufgabenerfüllung. Es ist eine Aufgabe, die sich zur Entflechtung in finanzieller Hinsicht geradezu aufdrängt. Die Kantone erhalten ja nicht zuletzt auch aufgrund der Volksentscheide vom 20. Februar dieses Jahres etwas mehr unter dem Stichwort «Anteil am Ertrag des Treibstoffzolles». Die Ausfälle für die Kantone, 70 Millionen Franken ab 1995, 90 Millionen Franken ab 1996, sind für den Bund hochwillkommen, insbesondere seit den Beschlüssen von heute vormittag hier im Rate, und sind für die Kantone tragbar. Ich nehme an, Herr Bundespräsident Stich würde jetzt erneut zusätzlich die erhöhte Beteiligung der Kantone am Gewinn der Nationalbank zitieren.

Zur Aufhebung der Treibstoffzoll-Begünstigungen oder -Befreiungen: Der Bundesrat verzichtet gemäss seiner Botschaft auf die Aufhebung im Bereiche der Landwirtschaft, weil dies durch anderweitige Subventionen ersetzt werden müsste. Das heisst, die Abgeltung würde dann einfach aus einem anderen

«Kässeli» erfolgen. Der Nationalrat und Ihre Kommission sind bei den KTU, den Konzessionierten Transportunternehmungen, der Auffassung, dass sie von der Aufhebung der Treibstoffzoll-Begünstigungen auszunehmen seien, weil diese Belastung von den Kantonen und Gemeinden aufgefangen werden müssten.

Ein Antrag in der Kommission, auch die stationären Baumaschinen von der Aufhebung der Begünstigung auszunehmen, wurde mit 9 zu 3 Stimmen abgelehnt. Im Nationalrat erfolgte die Ablehnung eines gleichlautenden Antrages sehr knapp, mit 67 zu 64 Stimmen. Herr Bisig bringt nun diese Befreiung von der Treibstoffzollbelastung wieder ein. Es wird richtig sein, Herr Präsident, wenn wir zunächst die Begründung von Herrn Bisig abwarten. Ich werde hernach im Namen der Kommission in bezug auf die stationären Baumaschinen Stellung nehmen.

**Bisig Hans (R, SZ):** Nur zu gerne würde ich den Aufforderungen von Herrn Bundespräsident Stich Folge leisten. Im konkreten Fall kann ich es leider beim besten Willen nicht tun, geht es hier doch – als einzige Ausnahme übrigens – nicht ums Sparen, sondern um Mehreinnahmen, um eine fragwürdige Zusatzbelastung für eine einzelne Berufsgattung und in der Folge ebenfalls um Mehrbelastungen für Kantone und Gemeinden, gleich wie bei den KTU.

Mit meinem Antrag verfolge ich die Absicht, dass der Bundesrat die Treibstoffzoll-Rückerstattung nach wie vor nicht nur den Konzessionierten Transportunternehmungen, sondern auch für stationäre Baumaschinen gewähren kann, dass also die bisherige Regelung beibehalten wird.

Herr Loretan hat es gesagt: Im Nationalrat wurde ein gleichlautender Antrag sehr knapp, mit 67 zu 64 Stimmen, abgelehnt. Ich würde sagen: ein Zufallsentscheid.

Sparen ist gut, 80 bis 90 Millionen Franken zu sparen ist sogar sehr gut. Wir müssen uns aber fragen, ob es sich bei der Aufhebung der Zollrückerstattung auf den Treibstoffen für stationäre Baumaschinen tatsächlich um echtes, um verantwortbares Sparen handelt oder lediglich um Augenwischerei. Es fragt sich, ob nicht einfach zu Lasten der Kantone und Gemeinden gespart wird und ob diese Sparmassnahmen letztlich auch rechtmässig sind.

Die öffentliche Hand ist ein gewichtiger, der wichtigste Bauherr. Über 30 Prozent der landesweiten Bauinvestitionen werden von Bund, Kantonen, Bezirken und Gemeinden in Auftrag gegeben. Von echtem Sparen kann allein schon aus dieser Sicht nur beschränkt die Rede sein. Dazu kommt noch, dass die Einnahmen aus dem Benzinzzollzuschlag mehrheitlich zweckgebunden sind und daher in einer Sonderrechnung ausgewiesen werden sollten. Die Strassenrechnung ist sicher nicht die Problemposition innerhalb der Bundesrechnung.

Es muss beachtet werden, dass von der Aufhebung der Zollrückerstattung auf den Treibstoffen für stationäre Baumaschinen in erster Linie der Tiefbau betroffen ist, und hier ist in aller Regel die öffentliche Hand – dies sind vor allem die Kantone – Bauherr.

Zu Recht wird eine verursachergerechte Finanzierung des Strassenverkehrs gefordert. Mit der Treibstoffzoll-Erhöhung wurde dieser Forderung nachgelebt und ein wesentlicher Schritt in Richtung Kostenwahrheit im Verkehr getan. Was allerdings Energieverbraucher, die die Strasse gar nicht benutzen können, damit zu tun haben sollen, bleibt – mindestens für mich – rätselhaft.

Bei der Treibstoffzoll-Rückvergütung für stationäre Baumaschinen handelt es sich nicht um eine Finanzhilfe oder um ein Geschenk, sondern lediglich um eine administrative Angelegenheit. Diese ist notwendig und auch zweckmässig, weil an den Tankstellen das gleiche Produkt nicht zu verschiedenen Preisen angeboten werden kann. Eine Verursacherfinanzierung kann kaum bei Nichtverursachern erhoben werden, sonst müsste konsequenterweise auch das Heizöl zusätzlich belastet werden, handelt es sich doch dabei um das gleiche Produkt mit vergleichbarer Umweltbelastung.

Letztlich wird mit der vorgeschlagenen Sparmassnahme auch die Rechtsgleichheit gemäss Artikel 4 der Bundesverfassung

verletzt oder mindestens recht locker ausgelegt. Die Landwirtschaft, welche die Strasse ebenfalls nicht oder nur in bescheidenem Umfang benutzt, profitiert richtigerweise weiterhin von der Rückerstattung. Auch den KTU wird aus einleuchtenden Gründen keine Mehrbelastung zugemutet. Das Rechtsverständnis muss nun schon sehr strapaziert werden, wenn die Aufhebung der Treibstoffzoll-Rückerstattung für stationäre Baumaschinen als rechtmässig beurteilt werden soll.

Das Arbeitslosenproblem ist weit von einer befriedigenden Lösung entfernt, und die Bauwirtschaft steckt nach wie vor in der Krise. Es steht ja sogar eine zweite Tranche des Investitionsbonus ernsthaft zur Diskussion. In diese Umgebung passt eine künstliche Verteuerung der Bauleistungen denkbar schlecht, müssen doch vorerst die Mehrkosten von immerhin 1,8 Prozent aus der Einführung der Mehrwertsteuer verdaut werden. Hier geht es konkret nicht um eine Sparmassnahme, sondern um eine zusätzliche Belastung der Bauwirtschaft. Die Botschaft spricht darum auch von Mehreinnahmen und nicht von Einsparungen. Es geht eben nicht um echtes, sondern weitgehend um Pseudosparen. Man nimmt mit der einen Hand und gibt mit der anderen wieder zurück. Wichtig scheint nur zu sein, dass die Zahlen einigermassen stimmen, sind die echten Einsparungen doch äusserst mager.

Ich bitte Sie deshalb, von einer Verpflichtung zur Aufhebung der Zollrückerstattung auf den Treibstoffen für stationäre Baumaschinen Abstand zu nehmen und meinem Antrag zuzustimmen.

**Loretan Willy (R, AG), Berichterstatter:** Ich bin Ihnen noch die Stellungnahme der Kommission zum Antrag Bisig schuldig. Ich spreche im Namen der Kommission, nicht in meinem eigenen Namen. Es ergäben sich vielleicht gewisse Nuancen zwischen den beiden Voten, wenn ich zwei halten würde. Die Kommission hat folgende Meinung:

1. Es stellt sich die Frage, ob der Verzicht auf die Begünstigung von der Bauwirtschaft zu verkräften ist oder nicht. Ich nenne Ihnen zwei Zahlen: Man rechnet für 1995 mit einem Bauvolumen von rund 48 Milliarden Franken. Die Frage der Rückerstattung oder Nichtrückerstattung macht betragsmäßig 90 Millionen Franken aus, das sind rund 0,2 Prozent gemessen am totalen Bauvolumen oder Umsatz. Der Kommission scheint diese Belastung, die neu auf die Bauwirtschaft zu kommen wird, verkraftbar.

2. Natürlich benutzen Baumaschinen die Strassen nicht. Es geht um die stationären Baumaschinen. Aber auch der Luftverkehr, der dieselbe Belastung hat, benutzt die Strassen nicht. Es ist ein etwas leichtgewichtiges Argument, ich weiss, aber es ist immerhin auch anzuhören.

3. Die Vergünstigung, um die sich Kollege Bisig bemüht, ist eine indirekte Subventionierung der Bauwirtschaft. Die Wirtschaft allgemein bekämpft ja stets und zu Recht indirekte Subventionierungen einzelner Wirtschaftszweige, auch unter dem Stichwort «Deregulierung».

4. Die langfristige Zielsetzung in der Finanz- und Wirtschaftspolitik muss darin bestehen, den Wirtschaftsstandort Schweiz kräftig zu halten und zu stärken. Voraussetzung dazu sind gesunde Staatsfinanzen, denn nur – ich wiederhole einen Gemeinplatz – ein gesunder Staat kann mittelfristig und langfristig die Infrastruktur unterhalten und ausbauen, und nur eine gesunde Gesamtwirtschaft kann auf die Dauer bauen. Es liegt ja schliesslich im Interesse der Bauwirtschaft, dass möglichst viel gebaut wird. In diesem Zusammenhang ist immerhin anzumerken, dass die Treibstoffzoll-Kasse wohl eine der Kassen des Bundes ist, denen es relativ gutgeht. Immerhin gibt es auch hier immer härtere Verteilkämpfe, weil diese zweckgebundenen Mittel – Treibstoff-Grundzoll und -zollzuschlag – für immer mehr unterschiedliche Zwecke verwendet und immer mehr verschiedene Aufgaben finanziert werden müssen, denken Sie an die Neat-Finanzierung, denken Sie an die Finanzierung von Umweltschutz- und Landschaftsschutzmassnahmen im Zusammenhang mit dem Strassenbau, zum Beispiel auch an den Lärmschutz, der ja auch vom Bund aus dieser Kasse mitgetragen wird!

Aus diesen Gründen ersucht Sie die Finanzkommission Ihres Rates, den Antrag Bisig abzulehnen.

**Stich** Otto, Bundespräsident: Ich bitte Sie, alle Abänderungsanträge abzulehnen und dem Bundesrat – also auch nicht dem Nationalrat – zu folgen.

Man kann natürlich sagen, das Baugewerbe benütze die Nationalstrassen nicht usw. Aber interessanterweise ist diese Rückerstattung nicht entstanden, als man die zweckgebundenen Beiträge für den Nationalstrassenbau eingeführt hat, sondern das war viel früher, nämlich sobald man diese Zölle erhoben hat. Es ist eine Finanzhilfe an das Baugewerbe, und es ist eine Finanzhilfe an die KTU, und wir sind der Meinung, damit sollte es jetzt sein Bewenden haben, das sollte man abschaffen. Es ist nicht so, dass wir damit nichts einsparen. Es ist natürlich richtig, für uns sind es effektiv Mehreinnahmen, die bei uns bleiben, weil wir sie nicht verteilen. Aber es ist eine Einsparung, wir geben das Geld für diesen Zweck nicht mehr aus; das ist völlig klar.

Dazu kommt aber noch ein Weiteres: Bedenken Sie, dass diese Rückerstattung – wenn man sie einigermassen korrekt und angemessen machen will und trotzdem eine gewisse Kontrolle haben möchte – personalintensiv ist. Wir beschäftigen in der Oberzolldirektion einige Leute – ich will Ihnen jetzt nicht sagen, wie viele –, die sich mit den Rückerstattungen befassen, natürlich auch mit Rückerstattungen, deren Aufhebung wir noch nicht oder wieder nicht beantragen – die Rückerstattungen an die Landwirtschaft. Auch das ist ein Unsinn – entschuldigen Sie –, wenn man das auf diese Art und Weise macht. Wenn man ohnehin schon flächendeckend Direktzahlungen ausschüttet, dann sollte man darauf verzichten, solche Dinge noch zurückzuerstatten. Man könnte es dann einfacher haben. Aber auch hier besteht noch Handlungsbedarf, und deshalb habe ich gesagt: noch nicht.

Ich bitte Sie doch, hier das Notwendige zu tun und für die nötige Transparenz zu sorgen, denn auch die KTU müssen sich angewöhnen, mit den vollen Kosten zu rechnen, wie sie auch jeder Private zu tragen hätte. Es gibt für mich keinen Grund, hier Ausnahmerecht zu schaffen, weder für die KTU noch für die Baumeister.

Ich bitte Sie, dem Entwurf des Bundesrates zuzustimmen und nicht dem Beschluss des Nationalrates und noch weniger dem Antrag Bisig, das wäre noch schlimmer.

**Rhyner** Kaspar (R, GL): Vor allem die letzten Ausführungen unseres Bundespräsidenten veranlassen mich, einige Worte dazu zu sagen:

Erstens bin ich gleicher Meinung wie Herr Bisig, wonach es falsch ist und auch ein falsches Bild vermittelt, wenn man diese Massnahme als Sparen deklariert. Es handelt sich einzig und allein um eine Verlagerung, um eine Transfermassnahme. Insfern bedarf es einer Korrektur, Herr Bundespräsident. Es geht nicht um Hilfe an das Baugewerbe und an die Baubranche. Wenn eine entsprechende Massnahme getroffen wird, müssen die Differenzen auf die Offertpreise aufgerechnet werden. Ich kann Ihnen sagen, dass das im Bereich Tiefbau gegen 2 Prozent der Baukosten ausmacht. Man muss wissen, dass die Maschinen, deren Besitzer vorwiegend von diesen Begünstigungen profitieren, im Tiefbau eingesetzt sind. Im Hochbau sind solche Maschinen als marginal zu betrachten. Es ist doch in diesem Saal hoffentlich niemand der Meinung, dass die Baubranche in der heutigen Zeit 2 Prozent der Kosten verkraften kann. Die werden an die Kunden weiterverrechnet. Wer sind nun die Kunden in diesem Bereich? In der Größenordnung von etwa 80 Prozent sind es der Bund, die Kantone, die KTU-Betriebe und ähnliche Einrichtungen. Somit wird das zum Teil über die Preise auszugleichen sein. Zu bezahlen sind also höhere Preise. Bei den KTU-Betrieben werden diese dann über die Defizite leistungen der öffentlichen Hand – also weitgehend wieder Bund und Kantone – abgegolten.

Ich erwähne auch die «Zukunftsbaustelle» von einer noch nie dagewesenen Größenordnung, die Neat. Da schneiden wir uns – mit «uns» meine ich die Parlamentarier, die für das Gebaren und Verhalten der öffentlichen Hand verantwortlich sind – im weitesten Sinne ins eigene Fleisch.

Noch an einer Stelle bin ich gleicher Meinung wie Kollege Bisig. Für mich ist es stossend, dass man von Investitionsbonus und ähnlichem spricht, um eine Branche zu dotieren oder Ar-

beitsplätze zu erhalten oder neu zu schaffen, jedoch dann in der Verwaltung neue Strukturen bereitstellen bzw. schaffen muss, wie wir das ja in der letzten Phase gesehen haben. Also lassen wir das auf beiden Seiten beim alten, und stimmen Sie dem Antrag Bisig zu!

**Bisig** Hans (R, SZ): Ich möchte doch mindestens drei Klarstellungen machen.

Damit ich richtig verstanden werde: Mein Antrag beinhaltet selbstverständlich auch die KTU. (Zwischenruf Bundespräsident Stich: Ich habe Sie wohl verstanden!) Ich bin eben tatsächlich der Meinung, dass in beiden Fällen eine Rückerstattung korrekt, sinnvoll und zweckmässig ist.

Herrn Kollege Loretan muss ich noch eine Antwort geben. Ich habe das Protokoll der Kommissionssitzung natürlich gelesen. Es hat mich interessiert, was die Kommission für Gründe hatte, diesen damals gestellten Antrag abzulehnen. Ich habe darüber aber nichts gelesen, das hat mich am meisten erstaunt. Man ist über diesen Antrag praktisch hinweggegangen, im Sinne einer Opfersymmetrie, oder was auch immer für Gründe intern vorhanden waren. Die Details, wie ich sie jetzt dargelegt habe, kommen in diesem Protokoll nirgends vor, man hat dort nicht festgestellt, in welchem Umfang und ob zu Recht jemand betroffen ist.

In diesem Zusammenhang muss ich auch sagen, dass diese 0,2 Prozent des Bauvolumens völlig irrelevant sind, weil der Antrag nicht die gesamte Bauwirtschaft betrifft. Es geht ausschliesslich um die Bauunternehmungen und hier wiederum vor allem um die Tiefbauer. Das sind die zentralen Bereiche, die betroffen sind. Es geht nicht um eine Subventionierung. Noch etwas an die Adresse von Herrn Bundespräsident Stich: Es geht um die stationären Anlagen, welche die Strassen gar nicht brauchen, sie wenig bis gar nicht benützen.

Ich bitte Sie aus diesen Überlegungen, meinem Antrag zu folgen.

**Stich** Otto, Bundespräsident: Ich spreche vor allem zu den beiden letzten Voten. Ich habe es schon so aufgefasst, Herr Bisig, dass Sie beides meinen, die KTU und die Baumeister; ich sehe auch ein, dass es vernünftiger ist, das zu verpacken, als allein für die Baumeister zu streiten. Das ist völlig klar, da gibt es keine Meinungsdifferenzen. Wir schlagen ja auch vor, beides zu streichen.

Nun noch zu Herrn Rhyner. Sie haben davon gesprochen, dass die Preise um 2 Prozent erhöht werden müssten. Das glaube ich Ihnen. Nach unserer Rechnung macht es 1,8 Prozent der Baukosten aus und nicht 2 Prozent. Aber wenn der Markt nicht funktioniert, kann man auch 2 Prozent aufschlagen, das ist selbstverständlich. Das möchte ich immerhin doch auch gesagt haben.

Im übrigen ist natürlich in beiden Fällen auch wieder zu sagen: Bei den Baustellen – auch wenn es den Bund und die Kantone wieder trifft, dass sie mehr bezahlen müssen – führt das zu mehr Transparenz. Man weiss dann, was es kostet. Wir werden ja vermutlich doch eines Tages mit der Frage der CO<sub>2</sub>-Abgabe konfrontiert sein. Glauben Sie im Ernst, dass man dann einfach sagen kann, dass derjenige, der die Luft im Interesse der Kantone oder im Interesse der Baumeister verschmutzt, eben nicht zahlen müsse? Das glaube ich nicht. Deshalb wäre ich froh, Sie würden heute schon hier die Konsequenzen ziehen und auf diese Finanzhilfen an öffentliche und private Unternehmen verzichten. Wir wollen es nicht näher präzisieren.

Abs. 2 – Al. 2

#### Abstimmung – Vote

<i>Eventuell – A titre préliminaire</i>	
Für den Antrag der Kommission	23 Stimmen
Für den Antrag Bisig	7 Stimmen
<i>Definitiv – Définitivement</i>	
Für den Antrag der Kommission	25 Stimmen
Für den Antrag des Bundesrates	6 Stimmen

<b>Abs. 3 – Al. 3</b> <i>Angenommen – Adopté</i>	<b>Art. 9 al. 1 let. a, 2</b> <i>Proposition de la commission</i> Adhérer à la décision du Conseil national
<b>Art. 10 Abs. 1, 2 Bst. b, 4 letzter Satz; Art. 11 Abs. 3; 34 Abs. 2</b> <i>Antrag der Kommission</i> Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates	<b>Loretan Willy (R, AG), Berichterstatter:</b> Ich beantrage Ihnen im Namen der Kommission, dem Nationalrat und dem Bundesrat zu folgen.
<b>Art. 10 al. 1, 2 let. b, 4 dernière phrase; art. 11 al. 3; 34 al. 2</b> <i>Proposition de la commission</i> Adhérer à la décision du Conseil national	<i>Angenommen – Adopté</i>
<b>Angenommen – Adopté</b>	<b>10. Kostenvorschüsse im Verwaltungsverfahren</b> <b>10. Avances de frais dans le cadre de la procédure administrative</b>
<b>11. Zolltarifgesetz vom 9. Oktober 1986</b> <b>11. Loi du 9 octobre 1986 sur le tarif des douanes</b>	<b>Loretan Willy (R, AG), Berichterstatter:</b> Ich kann zu Ziffer 10 gesamthaft Stellung nehmen. Die Kommission beantragt Ihnen auch hier, dem Nationalrat zu folgen. Ich gehe davon aus, dass sich der Bundesrat hier nicht in Opposition begeben wird.
<b>Ziff. 27 Ziff. 3 Bst. a</b> <i>Antrag der Kommission</i> Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates	<b>Stich Otto, Bundespräsident:</b> Wir sind mit den Anträgen der Kommission einverstanden.
<b>Antrag Morniroli</b> Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates	<b>10.1 Asylgesetz vom 5. Oktober 1979</b> <b>10.1 Loi du 5 octobre 1979 sur l'asile</b>
<b>Ch. 27 ch. 3 let. a</b> <i>Proposition de la commission</i> Adhérer à la décision du Conseil national	<b>Art. 46e, Schlussbestimmung</b> <i>Antrag der Kommission</i> Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
<b>Proposition Morniroli</b> Adhérer à la décision du Conseil national	<b>Art. 46e, disposition finale</b> <i>Proposition de la commission</i> Adhérer à la décision du Conseil national
<b>Morniroli Giorgio (D, TI):</b> Mein Antrag kann gestrichen werden, weil er mit dem Antrag der Kommission auf Übernahme der Fassung Nationalrat zusammenfällt. Ich möchte aber doch noch einige kurze Bemerkungen anbringen: Diese Treibstoffbegünstigung respektive ihre Aufhebung hätte keine grossen Folgen gehabt. Man spricht in der Botschaft gesamthaft von 180 Millionen Franken. Dazu gehören aber auch noch die PTT-Betriebe und die Armee. Für den Teilbereich Transportunternehmungen handelt es sich gemäss Berechnungen lediglich um 50 Millionen Franken. Diese 50 Millionen Franken würden unweigerlich zu einer Erhöhung des Betriebsdefizites dieser Transportunternehmungen führen. Dieses Defizit muss ja zu einem Teil durch die Kantone, zum anderen Teil durch den Bund gedeckt werden. Der Bundesbeitrag zur Defizitdeckung sollte sich gemäss Berechnungen auf 23 Millionen Franken belaufen, und somit würden die Mehrereinnahmen für den Bund lediglich 27 Millionen Franken ausmachen. Im Rahmen der Sanierungsmassnahmen hätte diese Einsparung praktisch nichts gebracht. Die Folgen wären in dessen einschneidend gewesen. Einerseits wäre der Kosten-deckungsgrad der Unternehmungen verschlechtert worden, andererseits können die Tarife ja nicht immer erhöht werden. Sie bewegen sich heute schon an der oberen Grenze des Zulässbaren. Dazu kommt noch die Verteuerung ab 1995 durch die Mehrwertsteuer. Ich bin also froh, dass die Fassung des Nationalrates übernommen wird.	<b>10.2 Bundesgesetz vom 20. Dezember 1968</b> <b>über das Verwaltungsverfahren</b> <b>10.2 Loi fédérale du 20 décembre 1968</b> <b>sur la procédure administrative</b>
	<b>Art. 63 Abs. 4, Schlussbestimmung</b> <i>Antrag der Kommission</i> Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
	<b>Art. 63 al. 4, disposition finale</b> <i>Proposition de la commission</i> Adhérer à la décision du Conseil national
<b>Angenommen – Adopté</b>	<i>Angenommen – Adopté</i>
	<b>Ziff. II</b> <i>Antrag der Kommission</i> Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
	<b>Ch. II</b> <i>Proposition de la commission</i> Adhérer à la décision du Conseil national
<b>Angenommen – Adopté</b>	<i>Angenommen – Adopté</i>
	<b>Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble</b> Für Annahme des Entwurfes
	29 Stimmen (Einstimmigkeit)
<b>9. Bundesgesetz vom 21. Juni 1991 über den Wasserbau</b> <b>9. Loi fédérale du 21 juin 1991 sur l'aménagement des cours d'eau</b>	<i>Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen</i> <i>Le débat sur cet objet est interrompu</i>
<b>Art. 9 Abs. 1 Bst. a, 2</b> <i>Antrag der Kommission</i> Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates	<b>Schluss der Sitzung um 13.00 Uhr</b> <i>La séance est levée à 13 h 00</i>

## Sanierungsmassnahmen 1993

### Mesures d'assainissement 1993

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1994
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	93.078
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	02.03.1994 - 08:00
Date	
Data	
Seite	39-64
Page	
Pagina	
Ref. No	20 023 993